couv 290 mai 2009:CA 28/04/19 18:54 Page1

COURANT ★ ALTERNATIF

courant ★ alternatif

MENSUEL ANARCHISTE-COMMUNISTE | N° 290 | MAI 2019 | 3€

- GILETS JAUNES VS DÉBAT PIPÉ
- MIGRANTS ET DROIT AU LOGEMENT
- G7, ALGÉRIE, VENEZUELA : CONTRE LES POUVOIRS EN PLACE

Ça ruisselle pour Notre-Dame

mais pas pour les prolétaires

COMMENT FONCTIONNE COURANT ALTERNATIF ?

Un week-end par mois, une Commission-Journal (CJ), est organisée dans une ville différente, pour préparer le numéro suivant. Peuvent y participer des sympathisant-e-s intéressé-e-s au même titre que les militant-e-s OCL de la ville en question et que des représentant-e-s des autres groupes de l'OCL. Chaque CJ a pour tâche de critiquer le numéro précédent, de discuter les articles proposés par des gens présents ou non ; d'en susciter d'autres en fonction des événements et des souhaits émis par les groupes ou des individu-e-s. En outre, chaque CJ débute par une discussion sur un sujet d'actualité, ce qui permet la prise de décisions concernant les activités de l'OCL, si nécessaire. Le collectif organisateur rédige, immédiatement après la CJ, un compte rendu politique et technique le plus précis possible, puis, pendant les deux semaines à venir, assure le suivi de ce qui a été décidé pour le journal (liaisons, contacts, etc.) ; et c'est lui qui écrit l'édito en fonction de la discussion dans la CJ ou d'événements qui se produisent après.

Si vous souhaitez assister et participer à l'une de ces réunions de préparation et de discussion sur le journal (elles sont largement ouvertes), écrivez à OCL/Égrégore – BP 81213 – 51058 Reims cedex, afin de pouvoir vous y rendre.

Ce numéro a été préparé à Limoges

La maquette à Poitiers

La commission journal du numéro d'été aura lieu à Paris fin mai

POUR S'ABONNER

ABONNEMENT 1 AN

☐ 10 numéros + hors séries	30 euros
☐ Sans les hors séries	25 euros
☐ Tarifs reduits (pour les fauchés)	18 euros
☐ En soutien	+ de 30 euros
☐ À l'essai (3 numéros)	5 euros
☐ Un numéro sur demande	GRATUIT

Abonnement à l'international et envoi en nombre, nous contacter.

Chèque à l'ordre de "La Galère"
OCL égregore, B.P 81213- 51058 Reims cedex

CONTACTER LOCALEMENT l'Organisation Communiste Libertaire

ALSACE
oclstrasbourg@gmail.com

AUVERGNE
ocl-Moulins@orange.fr

BRETAGNE
oclnantes@free.fr

CHAMPAGNE-ARDENNES
OCL c/o egregore BP 81213
51058 Reims cedex
lechatnoir@clubinternet.fr

ÎLE DE FRANCE
oclidf@riseup.net

LIMOUSIN
ocl.limoges@laposte.net

MIDI-PYRÉNNÉES
OCL c/o Canal Sud,
40 rue Alfred Dumeril,
31 400 Toulouse
ocltoulouse@sfr.fr

NORD
• Boulogne : OCLB c/o La mouette enragée, BP 403 62206 Boulogne s/Mer cedex
lamouette.enragee@wanadoo.fr
• Lille : oclille@gmail.com

NORMANDIE
ocl-caen@orange.fr

PAYS BASQUE
ocl-eh@orange.fr

POITOU-CHARENTES
• ocl-poitou@orange.fr
• oclcognac@ymail.com

RHÔNE-ALPES
• Lyon : "courant alternatif"
c/o Maison del'écologie
4 rue Bodin 69001 Lyon
ocl-lyon@laposte.net
• Valence :
ocl-valence@riseup.net

CONTACTS
Figeac, passer par
oclibertaire@hotmail.com

SOMMAIRE

-ÉDITO ▸ PAGE 3

CLASSE EN LUTTE

▸ PAGES 4-5 Retour sur l'assemblée de lutte de Saint-Nazaire

GRANDES MANŒUVRES

▸ PAGES 6-7 Sous l'habillage médiatique des Actes et du «grand débat»

ÉDUCATION NATIONALE

▸ PAGE 8 Les enseignants de plus en plus désespérés

MIGRATIONS

▸ PAGES -9-10-11 Ni expulsions ni exclusion !

L'ÉCONOMIE EN BRÈVES ▸ PAGE 12

VERTEMENT ÉCOLO ▸ PAGE 13

TERRITOIRES

▸ PAGE 14 La ZAD résiste

G7

▸ PAGES 15-16-17 Le G7 et son monde mortifère ; ni à Biarritz, ni ailleurs

▸ PAGE 17 Livre : Murray Bookchin

BIG BROTHER ▸ PAGES 18-19

CRIMES POLICIERS

▸ PAGES 20-21 Quand on lutte pour un on lutte pour tous

NOTE DE LECTURE

▸ PAGES 22 Bruno latour, où atterrir ? Comment s'orienter en politique ?

INTERNATIONAL

▸ PAGES 23-24-25 Antisémitisme, antisionisme, la confusion entretenue
▸ PAGE 26 CHRISTCHURCH : L'arroseur arrosé
▸ PAGES 27-28-29 ALGÉRIE : Le sens du mouvement actuel
▸ PAGES 30-31-32 VENEZUELA : La situation politique

CORRESPONDANCE

OCL c/o Egregore
BP 81213- 51058 Reims cedex
oclibertaire@hotmail.com

Pour plus d'informations, visitez notre site

http://www.oclibertaire.lautre.net/

COURANT ALTERNATIF
mai 2019
Mensuel anarchiste-communiste
COM. PAR. 0620G86750

Pour les seules obligations légales
DIR. PUBLICATION
Nathalie Federico
Imprimerie des moissons, Reims
Imprimé sur papier recyclé

Entrer en résistance contre le capitalisme

De la nature du macronisme ?

L'argent coule à flots pour restaurer une cathédrale (un milliard d'euros en deux jours), mais rien ne vient pour aider les salariés ordinaires, les travailleurs pauvres, les précaires, les petits retraités, les « sans », les migrants, les usagers des services publics de proximité... En bref, les prolétaires.

Depuis six mois, on assiste à des mouvements sociaux d'une durée et d'une ampleur qu'on n'avait pas vues depuis longtemps : non seulement le mouvement des gilets jaunes, mais aussi les luttes dans la santé, l'éducation, les manifs de salariés et de retraités, les mobilisations pour défendre les services publics, les migrants ou la planète.

A l'issue de trois mois d'un débat biaisé, le Président de la République a montré dans son discours du 25 avril sa grande capacité à n'entendre que ce qu'il veut et à continuer dans le même sens les réformes que ces mouvements combattent. Beaucoup de flou dans les annonces, mais aussi quelques orientations inquiétantes.

Travail

Le délai de 10 jours que s'est octroyé Macron entre la date prévue de son intervention et son allocution lui a permis de laisser fuiter une annonce sur l'augmentation du temps de travail. Cela aurait été un peu fort, juste un siècle après la loi des 8 heures (27 avril 1919) pour laquelle les travailleurs se battaient depuis des décennies et qui imposa de ne plus travailler que 48h par semaine afin de **partager le travail**. L'objectif de ceux qui nous gouvernent aujourd'hui n'est pas de partager le travail mais bien toujours d'exploiter de plus en plus les salariés (de moins en moins nombreux), et tant pis pour ceux qui n'ont pas de boulot. Face aux réactions, il n'y aura pas d'augmentation de la durée légale hebdomadaire du travail mais les heures supplémentaires continueront d'être favorisées selon le principe du « travailler plus pour gagner plus » cher à Sarkozy.

Et évidemment, il faudra travailler plus longtemps si on veut toucher une retraite décente : sans toucher à l'âge légal minimum de départ mais en mettant en place un système par points. Évidemment, il n'y a eu aucune réponse sur les inégalités qui se creusent entre les revenus des actionnaires et dirigeants d'entreprise et ceux des salariés. Macron est bien le représentant de la classe patronale qui capte les richesses produites par les travailleurs.

Famille

Sous ses dehors modernistes, Macron a une vision très traditionnelle de la famille, style « un papa, une maman ». La seule aide qu'il envisage pour les mères seules avec enfant, c'est de faire prélever les pensions alimentaires qui ne sont pas versées par les ex-conjoints. C'est déjà la loi. Est-il envisageable de l'étendre aux ex-concubins ? Et si l'ex est très précaire ? La CAF refusait de donner une allocation à une mère isolée sous prétexte que son ex (au RSA lui-même) lui versait 50€ par mois. Il a fallu demander à celui-ci d'arrêter de les verser afin qu'elle soit vraiment considérée comme mère isolée et aidée en tant que telle. Ce qu'il faudrait surtout c'est développer les aides à la garde d'enfants afin que ces femmes puissent se former ou travailler si elles le souhaitent. Une allocation de stage ou un contrat aidé rapportent moins que ce que la mère doit verser à une garderie ou à une assistante maternelle.

Et dans la famille, il faut de plus en plus aider un proche handicapé ou ses vieux parents, surtout ceux qui n'ont pas une retraite suffisante pour financer une place dans les EHPAD. Macron annonce donc un statut pour les aidants familiaux. Il y en a déjà un pour une partie de ceux-ci ; certains aidants sont salariés de la personne aidée. Le vrai problème c'est le niveau de rémunération et de cotisations sociales (en particulier pour la retraite).

La vision familiale de Macron, c'est surtout faire supporter aux familles les aides que l'État ne veut plus apporter.

Patrie

Macron au cours de son discours a souvent fait appel à l'unité de la nation. Il a rappelé qu'à partir de l'an prochain, dans le cadre de la réforme de l'école, la présence du drapeau français et du drapeau européen sera obligatoire dans toutes les classes. Cette innovation est issue d'un amendement proposé par le très droitier député LR Eric Ciotti et adopté avec enthousiasme par les députés la république en marche (au pas de l'oie?)...

Il veut rétablir un service national, obligatoire comme l'est la journée d'appel de la défense, sous une forme qui sera plus civique que militaire, mais encadré par des militaires quand même. Il ne faut surtout pas laisser à des militants associatifs le soin de transmettre des valeurs aux jeunes...

Il a rappelé la nécessité de défendre l'ordre et l'autorité de l'État face aux casseurs, qu'ils soient Black Blocs ou Gilets Jaunes. Il assume pleinement la légitimité de la violence d'État, l'aggravation des violences policières.

D'autre part, il a annoncé un débat annuel au parlement sur la politique migratoire (pour définir des quotas?) et une refondation de Schengen pour protéger l'asile et lutter contre les abus. Il faut entendre par là réserver l'asile à un minimum de personnes et renvoyer ceux qui abusent de notre hospitalité. Y a-t-il là une différence avec les politiques d'Orban ou de Salvini ?

La présentation ci-dessus pourra sembler abusive à certains lecteurs. Évidemment l'histoire ne se répète jamais exactement de la même manière. Macron n'est pas fasciste ; il est juste un serviteur du « grand capital », comme on disait il y a quelques décennies, et il est prêt à tout pour imposer la politique la plus profitable à celui-ci. Ça peut mener très loin...

Sauf si...

Sauf si le mouvement enclenché depuis quelques mois ne baisse pas les bras. Même si les manifestations du samedi sont moins massives qu'il y a quelques semaines, il y avait aujourd'hui encore environ 60 000 Gilets jaunes dans les rues. Les manifs du 1er mai risquent fort d'être plus animées que les défilés habituels.

Même s'il n'est pas facile d'élaborer ensemble des stratégies et des axes de lutte, comme on peut le voir dans le compte-rendu de l'Assemblée des Assemblées, les luttes favorisent les discussions qui entretiennent la lutte. Le plus intéressant dans les mouvement actuels ce sont les formes multiples qu'ils prennent et le fait qu'ils restent incontrôlés. Les leaders autoproclamés ne durent pas longtemps quand tous sont égaux dans la lutte.

Il y a une relance de toutes les luttes sectorielles ou locales et des convergences qui se créent. Ici, à Limoges les enseignants qui manifestent en divers lieux tous les mardi soir pour « les mardis de Jean Mimi » favorisent la participation de tous à la critique de la réforme. Que des gilets jaunes participent à une manif des sans papiers ou se joignent à une manif pour le climat, c'est vraiment le signe que les échanges favorisent les prises de conscience politiques.

Tout ce qu'on a pu lire récemment sur les gilets jaunes (ou sympathisants) qui disent réprouver les violences policières et au contraire comprendre, voire approuver les « casseurs », Black Blocs ou autres, c'est aussi le signe que la violence d'État est aujourd'hui considérée comme moins légitime que la violence des révoltés.

Toute une partie du peuple est aujourd'hui entrée en résistance contre les réformes capitalistes. Un symbole : le mercredi 8 mai, c'est sur le mont Gargan, haut lieu de la Résistance, que les Gilets Jaunes de tout le Limousin ont choisi de se retrouver.

Limoges, le 27 avril 2019

CA 290 mai 2019 :CA 28/04/19 15:56 Page4

Retour sur l'ASsemblée Des ASsemblées de Saint-Nazaire (ADA)

L'assemblée des assemblées des gilets jaunes constitue un moment important de ce mouvement qui est loin d'être fini. Les perceptions du fonctionnement étant diverses, vous trouverez ici deux points de vues ainsi que l'appel issu de cette assemblée.

De l'Allier

Faisant suite à la première AsDAs de Commercy en janvier 2019 avec 75 groupes locaux participants, cette deuxième assemblée a réuni quelques 240 délégations soit 800 personnes. Les travaux se sont déroulés sur 3 jours, les 5, 6 et 7 avril 2019.

Composition des délégations

Les délégations présentes ne reflètent pas la sociologie des gilets jaunes. Cette sociologie qui depuis le 17 novembre 2018 a investi les ronds points et manifeste encore aujourd'hui tous les samedis, du moins dans nos zones rurales. Alors que ce mouvement dont l'origine se situe majoritairement en province et dans de petites communes, sont présentes en nombre des délégations de grandes villes plutôt représentées par une base militante large, allant de l'extrême gauche au réformiste, à l'aise avec les codes de prise de parole lors des assemblées plénières. Alors que ceux/celles que nous pourrions nommé.e.s, les délégué.e.s lambdas ont plus de facilité de parole lors du travail en groupes. Toujours dans les délégations une importante présence de femmes, ce qui fait suite aux constatations de leurs présences en forte proportion depuis le début du mouvement des gilets jaunes.

Déroulé

Le vendredi, des ateliers ont été créés suite aux propositions faites par certains groupes ou assemblées citoyennes de gilets jaunes, avec restitution d'une synthèse en assemblée plénière. Enfin presque, puisque au moins une n'a pas été restituée sans doute par une incompréhension des tâches de chacun.e.s plutôt que par mauvaise intention.

Le samedi s'est déroulé sur les mêmes critères. Cette fois 6 sujets étaient proposés. Etant donné que pour les petites délégations (2 délégué.e.s), nous ne pouvions assister à tous les sujets, notre mandat impératif portait sur le groupe 1 «définition & fonctionnement de l'assemblée des assemblées» et comme liberté nous avait été donnée par notre assemblée, notre deuxième choix s'est porté sur le groupe 4 «face à la répression». Pour le groupe 1, la synthèse s'est poursuivie tard dans la soirée, ce qui ne nous a pas permis d'apprécier le fabuleux feu d'artifice tiré depuis la maison de peuple, au moins du point de vue lumière car le son nous l'avons eu. Notre vision de la projection d'un film sur la lutte des gilets jaunes sur Saint-Nazaire et Rennes n'a été que partielle suite à la fin tardive de notre synthèse.

Le dimanche une plénière, pour retranscrire les synthèses de la veille a été très contraignante et fatigante, malgré les chants et mots d'ordre scandés des manifestations du samedi, repris pour détendre l'atmosphère à certains moments. Les textes qui en sont sortis, vu le bordel ambiant, restent une prouesse qui même critiquable montre une certaine intelligence collective. Un travail d'aller-retour entre la plénière et le groupe de rédaction s'est fait en temps réel. Alors que cette plénière regroupait à la fois délégué.e.s et observateurs (trices) cela aurait pu être une véritable impasse.

Epuisé.e.s mais content.e.s, enfin pas tout le monde, sinon cela n'aurait pas été drôle.

Remarque

Le travail préparatoire en assemblées et groupes locaux n'a pas été suffisant, les documents reçus tardivement n'ont pas permis un travail sérieux au sein des groupes locaux. Les délégations présentes manquaient de clarté sur les mandats et même pour certaines délégations s'est posée la réelle représentativité de leurs mandats, comme l'ont souligné lors d'une intervention faite le samedi des organisateurs de Saint-Nazaire, .

Le dimanche, lors des plénières la pression est montée d'un cran sur l'impératif d'écrire des appels, alors qu'il est entendu que l'assemblée des assemblées n'a pas les prérogatives des décisions, mais reste l'apanage des groupes locaux, puisque chaque texte sera soumis à l'approbation des groupes locaux.

Pour la prochaine Assemblée il serait préférable qu'une représentation des groupes locaux de petites communes soit en plus grand nombre parmi les délégations, ce qui rééquilibrerait entre militant.e.s et lambdas.

Propos recueillis auprès d'une délégation de l'Allier par OCL Moulins

De nantes

À propos de la représentativité des groupes locaux

Il y a un certain paradoxe à critiquer la trop grande présence de militant-e-s aguerri-e-s dans ce « foutoir » relatif, exigu plutôt joyeux de plusieurs centaines de personnes, qui semblaient contentes d'en être, pour preuve les slogans repris à pleine gorge comme un besoin de laisser échapper son plaisir de participer. L'assemblée de Saint-Nazaire s'est d'ailleurs placée « sous » les assemblées locales, seules à même de définir ce qu'elles veulent vraiment faire des suggestions de l'ADA. Si déjà chaque assemblée locale est capable d'emmener ses participants sur une de ses décisions (ce qui est peu le cas à Nantes!), les réseaux personnels, les liens tissés sur les rond-points semblent beaucoup plus effectifs que les AG. Donc l'ADA n'a pas vraiment de pouvoir, sinon d'être un symbole, la manifestation de la conscience de devoir s'affirmer et s'organiser mieux pour tenter de se faire entendre et voir et dépasser le blocage de la situation depuis le 17 novembre… Avant tout un symbole, on est bien dans l'idéologie et à tout prendre je préfère que certaines affirmations idéologiques prennent le pas sur d'autres. D'autant que dans ses déclarations post-Grand Débat du 25 avril, Macron a encore ressorti les soi-disant antisémitisme et xénophobie de Gilets Jaunes: ce n'est pas gratuit de sa part, avec des effets recherchés de rejets à l'extérieur, et des encouragements de ces tendances à l'intérieur du mouvement. Surtout ne pas faire apparaître les GJ comme une poussée unificatrice de classes prolétaires voulant plus d'égalité et de démocratie!

Si l'on regarde l'origine des différentes délégations présentes à Saint-Nazaire (chaque délégation mettait une punaise sur sa ville d'origine, située sur une carte de l'Hexagone) on constate des trucs intéressants.

Une agglomération comme Toulouse, qui proportionnellement à sa taille connaît peut-être la plus forte et virulente mobilisation, n'était représentée que par une délégation, alors que Bayonne, 10 fois plus petite et calme, en avait 4 qui se détestent cordialement, de leurs rond-points respectifs (ça remplace les clochers). Ça semble être le cas un peu partout: certains nazairiens sont restés sur leurs rond-points tout le week-end… Bordeaux, point chaud du mouvement n'avait que deux délégations… Y aurait-il une relation entre la virulence des manifestants de ses deux grandes villes, leur

activité déjà satisfaisante et leur peu d'intérêt pour un lieu un peu fantasmé…? On voit ainsi les villes moyennes être surreprésentées (en Bretagne, les Pyrénées, l'Occitanie), partout où un tissu militant existe, au contraire d'un centre Bretagne sinistré et déserté, et absent à Saint-Nazaire. Mais un autre facteur joue aussi: l'absence dans les GJ des personnes trop cassées et fragiles socialement pour avoir envie de sortir de chez elles.

Autre bizarrerie, des régions étaient sur représentées comme la vallée alsacienne (11 délégations) ou le couloir rhodanien entre Lyon et Montpellier, avec les Cévennes(18).

Inversement une diagonale du vide du Boulonnais aux Côtes de Champagne à l'exception de Lille (1) et Amiens et en Lorraine autour de Commercy (effet ADA). Si l'on prend l'implantation électorale du RN dans le nord-est de l'hexagone, et si l'on retient que les positions pro-RN sont un peu surreprésentées dans les GJS par rapport à la moyenne nationale, on peut y lire une correspondance dans leur absence à Saint-Nazaire, dont les pratiques collectivistes (squats, revendications unitaires, solidarité de classe, féminisme) étaient facilement perceptibles. Idem pour l'absence relative du sud-est - pourtant très peuplé-, hors région niçoise, Marseille, Toulon…

On peut raisonnablement supposer que des groupes comme le NPA ou LFI étaient « bien » représentés, au vu de motions mises au vote à 5 H du soir le dimanche, comme par exemple « la fin du capitalisme », cette assemblée des assemblées correspond à l'état des capacités des gens à se projeter à l'extérieur. Il serait plutôt bizarre qu'une population française anesthésiée pendant des années soit capable de produire en 5 mois des anticapitalistes « radicalisés » qui soient l'exacte expression du mouvement sur le terrain et pour l'autonomie de la classe. Mais ça peut venir si Macron s'entête à rester sourd aux signes avant-coureurs du chaos.

Un Gilet Nantais. Le 26/04/19

Nous Gilets jaunes, constitué·e·s en assemblées locales, réunis à Saint-Nazaire, les 5, 6 et 7 avril 2019, nous adressons au peuple dans son ensemble. À la suite de la première assemblée de Commercy, environ 200 délégations présentes poursuivent leur combat contre l'extrémisme libéral, pour la liberté, l'égalité et la fraternité.

Malgré l'escalade répressive du gouvernement, l'accumulation de lois qui aggravent pour tou·te·s les conditions de vie, qui détruisent les droits et libertés, la mobilisation s'enracine pour changer le système incarné par Macron. Pour seule réponse au mouvement incarné par les Gilets jaunes et autres mouvements de lutte, le gouvernement panique et oppose une dérive autoritaire. Depuis cinq mois partout en France, sur les ronds-points, les parkings, les places, les péages, dans les manifestations et au sein de nos assemblées, nous continuons à débattre et à nous battre, contre toutes les formes d'inégalité et d'injustice et pour la solidarité et la dignité.

Nous revendiquons l'augmentation générale des salaires, des retraites et des minima sociaux, ainsi que des services publics pour tous et toutes. Nos solidarités en lutte vont tout particulièrement aux neuf millions de personnes qui vivent sous le seuil de pauvreté. Conscient·e·s de l'urgence environnementale, nous affirmons, fin du monde, fin du mois, même logique, même combat.

Face à la mascarade des grands débats, face à un gouvernement non représentatif au service d'une minorité privilégiée, nous mettons en place les nouvelles formes d'une démocratie directe.

Concrètement, nous reconnaissons que l'assemblée des assemblées peut recevoir des propositions des assemblées locales, et émettre des orientations comme l'a fait la première assemblée des assemblées de Commercy. Ces orientations sont ensuite systématiquement soumises aux groupes locaux. L'Assemblée des assemblées réaffirme son indépendance vis-à-vis des partis politiques, des organisations syndicales et ne reconnaît aucun leader autoproclamé.

Pendant trois jours, en assemblée plénière et par groupes thématiques, nous avons tou·te·s débattu et élaboré des propositions pour nos revendications, actions, moyens de communication et de coordination. Nous nous inscrivons dans la durée et décidons d'organiser une prochaine Assemblée des assemblées en juin.

Afin de renforcer le rapport de forces, de mettre les citoyen.ne.s en ordre de bataille contre ce système, l'Assemblée des assemblées appelle à des actions dont le calendrier sera prochainement diffusé par le biais d'une plateforme numérique.

L'Assemblée des assemblées appelle à élargir et renforcer les assemblées citoyennes souveraines et de nouvelles. Nous appelons l'ensemble des Gilets jaunes à diffuser cet appel et les conclusions des travaux de notre assemblée. Les résultats des travaux réalisés en plénière vont alimenter les actions et les réflexions des assemblées.

Nous lançons plusieurs appels, sur les européennes, les assemblées citoyennes populaires locales, contre la répression et pour l'annulation des peines des prisonniers et condamnés du mouvement. Il nous semble nécessaire de prendre un temps de trois semaines pour mobiliser l'ensemble des Gilets jaunes et convaincre celles et ceux qui ne le sont pas encore. Nous appelons à une semaine jaune d'action à partir du 1er mai.

Nous invitons toutes les personnes voulant mettre fin à l'accaparement du vivant à assumer une conflictualité avec le système actuel, pour créer ensemble, par tous les moyens nécessaires, un nouveau mouvement social, écologique, populaire. La multiplication des luttes actuelles nous appelle à rechercher l'unité d'action.

Nous appelons à tous les échelons du territoire à combattre collectivement pour obtenir la satisfaction de nos revendications sociales, fiscales, écologiques et démocratiques. Conscient.e.s que nous avons à combattre un système global, nous considérons qu'il faudra sortir du capitalisme. Ainsi nous construirons collectivement le fameux « toutes et tous ensemble » que nous scandons et qui rend tout possible. Nous construisons toutes et tous ensemble à tous les niveaux du territoire.

Le pouvoir du peuple, par le peuple, pour le peuple. Ne nous regardez pas, rejoignez-nous.

Saint-Nazaire, 7 avril 2019

CA 290 mai 2019 :CA 28/04/19 15:57 Page6

Sous l'habillage médiatique des Actes et du « grand débat »

Depuis cinq mois, les médias servent le pouvoir en nous serinant que le mouvement des gilets jaunes est retombé ou va retomber : le nombre de ses manifestant-e-s n'a-t-il pas baissé le samedi précédent ? Mais le suivant vient démentir leurs savants pronostics… Concernant le « grand débat » macronien, si la presse a relayé les polémiques successives qu'il a déclenchées car elles brisaient la monotonie d'un processus trop lent pour plaire longtemps à l'Audimat, elle n'en a bien sûr pas moins appuyé ce que le gouvernement en attendait : le rétablissement de l'ordre social.

A longueur de semaine, dans tous les canaux médiatiques et jusqu'en milieu d'après-midi le samedi, des « experts » parlent au passé de ce qu'ils ou elles ont baptisé la « crise des gilets jaunes ». Des directions de rédaction comme celle du *Monde*, dont le lectorat appartient assez peu à l'Espèce Inconnue récemment surgie des zones rurales et périurbaines, ont décidé de ne plus « traiter le sujet » que le strict minimum, vu que ces jaunes spécimens osaient mettre en doute la Déontologie de la Profession.

Le gouvernement livre chaque samedi ses évaluations de l'Acte en cours à 14 heures, donc quand la plupart des manifestations commencent à peine, mais la presse ne relève pas pareil « détail ». Et pas davantage le fait qu'il comptabilise seulement les manifs se déroulant dans les villes assez grandes, alors que les collectifs gilets jaunes existent jusque dans des villages de quelques centaines d'habitants et privilégient les actions décentralisées. Pour ne prendre que l'exemple de la Vienne, à côté de ceux de Poitiers, Châtellerault ou Loudun, on trouve ceux de Chauvigny, Lussac, Saint-Savin… Mais les correspondant-e-s locaux susceptibles de relever le nombre et l'importance des rassemblements organisés dans chaque région, c'est d'un autre siècle ; et l'addition des résultats obtenus, visiblement hors du fameux « champ d'investigation » des petits reporters comme des grands envoyés spéciaux.

L'enfumage des journalistes vaut bien celui des lacrymos

Rares sont les médias qui précisent comme RTL, par une formule devenue rituelle, que l'estimation nationale unique reprise partout est « un décompte du ministère de l'Intérieur régulièrement contesté par les manifestants ». Et il est très peu fait état des autres chiffres, qu'ils soient fournis par Le Nombre jaune (sur la base des titres régionaux, de vidéos, etc.) ou par le syndicat de policiers CGT – alors que, parfois, on peut entendre jusque sur BFM que l'évaluation du pouvoir est vraiment trop en décalage avec la réalité des images.

De même, quand la préfecture de la Haute-Garonne décide en décembre, après plusieurs manifs dépassant les 10 000 personnes à Toulouse, de ne plus communiquer de chiffres, les journalistes s'en contentent et parlent ensuite de « milliers de manifestants » dans cette ville. Comment croire, sur de telles bases, à un total national hebdomadaire aussi précis que 287 710 manifestant-e-s le 17 novembre, ou au doublé grotesque de 84 000 pour les 12 et 19 janvier ?

A la vérité, loin de vouloir contredire le discours gouvernemental sur la « nécessité » de cesser une contestation préjudiciable au Commerce ou à l'Image de la France, les médias l'appuient en général (plus ou moins, selon leur tendance politique) ; mais pas seulement parce que ces samedis en Actes risquent de lasser le public par leur côté répétitif : parce qu'ils émanent d'un autre monde – de classes populaires qu'il faut renvoyer au silence des confins.

Et lorsqu'on se penche sur le traitement médiatique du « grand débat », on arrive au même constat. Depuis l'annonce de son lancement par Macron, le 10 décembre, ce thème occupe émissions de radio, chaînes de télé et colonnes de journaux. Impossible d'ignorer la tournée nationale (15 janvier-15 mars) du show présidentiel dont le bilan spectaculaire vise à masquer le caractère bidon : 10 000 réunions, une centaine d'heures de « discussions », 1,4 million de contributions en ligne, 16 000 cahiers de doléances – oui, bon, et une ardoise de 12 millions d'euros !

Les gilets jaunes sont loin d'être seuls à exprimer du scepticisme au sujet de cette « expérience démocratique inédite » : le doute quant à la méthode et à la forme retenues plane même chez les personnes qui y voient une nouvelle manière de faire de la politique, et de nombreux journaux admettent qu'il s'est agi là d'une super-opération de com' macronienne avec un cadre idéologique bien précis. BFMTV et France Info ont estimé respectivement à 11 h 27 et 10 h 10 le temps de parole présidentiel diffusé grâce à elle par la radio et la télé en janvier. Le décompte du temps de parole pour la campagne européenne ne débutera que le 13 mai, mais avec ça LRM a pris de l'avance sur ses adversaires. D'autant que, comme leur chef de file s'est ensuite rendu en Corse, dans les Pays de la Loire et en Bretagne pour rencontrer des édiles, sa déambulation médiatique a largement débordé sur le lancement officiel de la campagne européenne par En marche ! – son premier meeting s'est tenu le 30 mars à Aubervilliers.

N'empêche : tout en soulignant, comme *La Dépêche* le 15 avril, les mul-

Les conclusions du « vrai débat »

Lancé en novembre sur le net par des gilets jaunes de La Réunion, le « vrai débat » s'est déroulé du 30 janvier au 3 mars. Ses 870 000 votes et ses 25 229 propositions émises par 44 576 personnes, à partir de neuf sections dont une « expression libre », ont été traités par deux laboratoires universitaires, à Toulouse et Lyon. Selon leur synthèse rendue le 7 avril, la section « économie, finances, fiscalité » a été la plus alimentée, pour demander une revalorisation des bas salaires, pensions et minima sociaux. Le RIC a obtenu 91 % de votes « pour », alors qu'il a été très peu cité dans le débat macronien ; le rétablissement de l'ISF, 90 % ; la prise en compte du vote blanc, 89 %. La suppression du mariage homosexuel ou le refus de l'immigration et de l'Europe sont en revanche fort peu apparus. Au final, ont constaté les analystes, les contributeurs veulent une plus grande représentativité, une meilleure prise de décision et une fiscalité plus juste, par l'assainissement du système actuel plutôt que par son abolition. Ils ont toutefois rappelé qu'« une consultation en ligne n'est pas une enquête sociologique. On ne contrôle pas l'échantillon et on connaît très peu de choses sur les participant-e-s (…). 1 % des utilisateurs ont écrit 35 % des propositions et 44 % des arguments ».

tiples « dysfonctionnements embarrassants » dudit débat, la presse l'a accompagné, en particulier pour ne pas voir Marine le Pen triompher à la prochaine présidentielle.

On pointe tout ce qui cloche dans le « grand débat »…

Récapitulons les « dysfonctionnements » mis au jour tour à tour :

• *L'organisation de l'opération.* Sur les cinq « garants » désignés pour « assurer son indépendance et son bon déroulement », deux ont été directement choisies par le gouvernement (1). Cette opération était pilotée par deux ministres (2), une mission interministérielle était chargée de sa logistique, les kits diffusés avaient été rédigés par les ministères…

• *Le contenu des questionnaires.* La Commission nationale du débat public (CNDP), que Philippe avait saisie le 14 décembre pour étudier le déroulé de l'événement, n'a pas été suivie dans ses recommandations sur la méthode et les outils à utiliser. Les quatre thèmes retenus – fiscalité et dépenses publiques, transition écologique, démocratie et citoyenneté, organisation de l'Etat et des services publics – avaient en commun leur « présentation » : questions fermées et réponses cadrées servant à justifier l'action gouvernementale. Ainsi, a relevé Reporterre, « à quoi les recettes liées aux taxes sur le diesel et l'essence doivent-elles avant tout servir ? » débouchait sur « baisser d'autres impôts, par exemple l'impôt sur le revenu », « financer des investissements en faveur du climat » et « financer des aides pour accompagner les Français dans la transition écologique ». Ou alors les réponses étaient induites dans les questions : « Que faudrait-il faire pour protéger la biodiversité et le climat tout en maintenant des activités agricoles et industrielles compétitives par rapport à leurs concurrents étrangers, notamment européens ?»

• *La tenue des débats.* Macron a longuement animé des séances un peu partout en France, en tombant sa veste sur mesure pour dévoiler sa chemise sur mesure à des centaines de maires éberlué-e-s. Les garants ont critiqué unanimement, le 12 mars, son omniprésence : Nadia Bellaoui, secrétaire générale de la Ligue de l'enseignement, a estimé que l'hypermédiatisation de l'opération avait eu un effet désastreux sur son image et « pu nourrir le doute sur [s]a nature et [son] objectif » ; le politologue Pascal Perrineau a déclaré que les « trop nombreuses interventions [de l'exécutif avaient] peut-être été un frein à une participation encore plus importante ».

Comme l'ont noté des pros de la « démocratie participative », on n'a jamais vu Macron en position d'écoute, mais plutôt dans une forme de pédagogie visant à légitimer son programme et à reprendre la main sur un agenda politique et médiatique qui lui a échappé avec le mouvement des gilets jaunes. Il a procédé de même le 19 mars, en recevant à l'Elysée une soixantaine d'universitaires, économistes, spécialistes des sciences humaines ou de l'environnement. Selon la présidence, il s'agissait de « débattre des principaux défis et enjeux d'avenir auxquels la France est confrontée » – en décrypté, les sommités invitées ont posé une question et le Président y a répondu.

• *La composition du public.* Des premières études avaient souligné la sous-représentation des jeunes dans les réunions locales et des ruraux parmi les contributeurs en ligne. Chantal Jouanno, qui a refusé de présider le « grand débat » après la polémique sur sa rémunération exorbitante mais est présidente de la CNDP, s'est enquise le 13 mars sur Capital : « Les populations rurales, les jeunes ou les classes les plus défavorisées ont-ils suffisamment eu la parole ? »

• *L'utilisation du matériau recueilli.* Le site du « grand débat » assure que « le gouvernement s'est engagé à prendre en compte tous les avis et propositions exprimés », mais il ne s'est évidemment pas engagé sur la manière de le faire. A peine Philippe a-t-il présenté sa synthèse, le 8 avril, que celle-ci a été contestée de toutes parts. Au dire du cabinet Roland Berger (l'un des instituts chargés de procéder à l'analyse des données), le Premier ministre n'a au mieux pris en compte que 53,8 % des contributions « libres » car la BNF n'a pu les scanner toutes à temps ; il aurait aussi surestimé le nombre de participants aux cahiers de doléances, et, à l'inverse, sous-estimé certaines thématiques – au hasard, l'impôt de solidarité sur la fortune (ISF) *(voir l'encadré « vrai débat »)*. Selon le site Les Jours, une grande partie des cahiers « citoyens », comptes rendus de réunion et lettres n'a pas non plus été retenue. Enfin, d'après Lemonde.fr, quasiment la moitié des réponses en ligne seraient des doublons de propositions déjà faites, ce qui fausse totalement les chiffres livrés par Philippe.

… mais on disserte sur ses conclusions comme si on y croyait !

Etant donné les différences sociales existant entre les personnes qui se sont exprimées sur internet, lors d'un débat « citoyen » et sur un cahier de doléances, il est logique que le retour de l'ISF, le référendum d'initiative citoyenne (RIC) ou la fin des 80 km/h aient été bien plus cités dans les cahiers que sur les supports numériques. Mais de toute façon, loin d'être un reflet statistique des aspirations nationales, les vœux exprimés là ne pouvaient être que ceux des participant-e-s accommodés à la sauce gouvernementale.

Macron devait indiquer le 15 avril les « puissantes mesures » que ces vœux lui avaient inspirées, l'incendie de Notre-Dame l'a incité à repousser sa prestation télévisuelle (3). L'enjeu est pour lui national – il joue dessus la fin de son mandat – mais aussi international. Début décembre, le « premier de cordée » français a bien dévissé dans son ascension vers le sommet de l'Europe, et depuis ses concurrent-e-s attendent en ricanant par avance son catalogue Père Noël « spécial carottes et bâtons » édition 2019. Le ministre Lecornu a cependant prévenu que « le temps des propositions et de l'action [se déploierait] jusqu'à l'été »… donc après les européennes.

Quoi qu'il en soit, il est peu probable que le fameux « débat démocratique » ait contribué à apaiser la « crise de confiance dans les institutions » *(voir l'encadré Ifop)*. N'en déplaise aux médias et autres tenants du système, la conflictualité sociale devrait s'accentuer.

Vanina, le 15 avril 2019

1. Jean-Paul Bailly, ex-patron de La Poste, et Isabelle Falque-Pierrotin, présidente de la Commission nationale de l'informatique et des libertés.

2. Sébastien Lecornu et Emmanuelle Wargon.

3. Macron a aussitôt promis de reconstruire « cette part de nous » – l'Etat peut donc trouver facilement quelques sous ?

Les résultats d'un sondage

Une enquête Ifop-*JDD* du 14 avril a testé neuf décisions que pouvait prendre Macron. La proposition plébiscitée (à 88 %) par les personnes sondées est la réindexation des petites retraites sur l'inflation. Viennent ensuite l'obligation faite aux médecins de s'installer dans certaines zones rurales pour lutter contre les déserts médicaux (87 %), la baisse générale de l'impôt sur le revenu ainsi qu'un changment dans la politique économique et sociale du chef de l'Etat (82 %), la suppression de la redevance audiovisuelle (80 %) et « un assouplissement des conditions permettant aux citoyens de proposer des référendums » (76 %).

Les enseignants de plus en plus exaspérés

Les coups pleuvent sur l'éducation nationale. Parcoursup, suppression du bac, réforme du lycée professionnel, réforme du lycée général et technologique, suppression de milliers de postes, et loi Blanquer... Ça commence à faire beaucoup. Le tout sur fond d'un mépris complet des enseignant.e.s, des élèves et des familles.

La loi Blanquer et ses petits amendements croustillants auxquels les journalistes ne veulent rien comprendre, c'est la cerise sur le gâteau. Récapitulons. Une maternelle obligatoire juste pour pouvoir obliger les communes à subventionner le privé, un regroupement des écoles qui pourront être pilotées depuis les collèges, maternelle comprise, une loi sur la confiance qui oblige les profs au devoir de réserve, l'obligation de faire des heures supplémentaires en guise d'augmentation de salaire, des drapeaux en lieu et place des markers, de l'encre pour les photocopieuses et du papier....

Et en embuscade derrière, une réforme des retraites et du statut des fonctionnaires.

Certes, l'école actuelle est difficile à défendre telle quelle. Il faut dire que ça fait des années qu'elle subit réformes sur réformes. Des années aussi que les moyens sont réduits : salles de classe surchargées, manuels manquants, constructions insuffisantes, informatique défaillante, précarisation de l'enseignement, la FCPE a calculé qu'en moyenne, un.e élève de Seine Saint Denis perdait une année de scolarité en enseignant.e.s non remplacé.e.s. Et l'école a toujours eu une double face, émancipation par le savoir et normalisation idéologique, possibilité d'ascension sociale et reproduction de l'élite. Mais c'est à un véritable tournant qu'on assiste en ce moment, un alignement sur le modèle anglo-saxon. On peut parler d'une double promotion du privé : d'une part par la destruction du service public et d'autre part en introduisant dans le public la concurrence et le management du privé.

Le discours du pouvoir a toujours été un discours mensonger. Mais on atteint en ce moment des sommets : un ministre qui déclare le contraire des décrets qu'il vient de signer, un discours de liberté totalement orwellien alors qu'il est en train de restreindre les possibilités de choix des lycéens. L'autoritarisme est flagrant : c'est bien une taylorisation de l'enseignement qu'il est en train d'imposer : méthodes pédagogiques imposées dans le primaire, encadrement des pratiques pédagogiques dans le secondaire par une évaluation permanente contrôlée qui imposera son stress et son rythme, programmes prévus pour une élite dans des conditions qui l'empêchent d'être accessibles pour les autres, diminution drastique de l'enseignement général dans la voie professionnelle... On pourrait continuer longtemps sur ce thème.

Face à ça, l'éducation nationale gronde comme elle a rarement grondé, mais de façon un peu dispersée et sans atteindre la masse critique qui permettrait de bloquer les réformes. Il est difficile de faire le décompte du nombre de grèves reconductibles qui ont eu lieu dans un secteur qui n'est pas un habitué de la chose (aucun secteur ne l'est d'ailleurs). Mais elles sont parties à des dates différentes dans des endroits différents, et il n'y a jamais eu une grève reconductible massive à l'échelon national. Il faut dire que les enseignant.e.s, comme beaucoup, croient de moins en moins à la grève, et certainement pas aux grèves de 24h. Mais ce sont ces dernières qui sont le plus massivement suivies, comme celle du 2 avril qui a connu dans la région parisienne des taux de l'ordre de 70 à 80% dans le primaire. L'AG des instits à Paris a réuni environ 500 personnes.

Devant l'impasse des formes traditionnelles de mobilisation, d'autres outils ont été recherchés. Dans plus de 700 lycées (sur un total d'un peu plus de 1500) des actions ont été mises en place du type mettre 20/20 à tous les élèves, faire des conseils de classe silencieux, démissionner du poste de professeur principal, toutes formes d'action relativement nouvelles dans ce milieu. Un collectif contre les réformes s'est mis en place, qui certes s'adresse beaucoup aux syndicats pour les pousser à la mobilisation, mais qui fonctionne aussi relativement bien pour faire connaître les actions et tenter de les coordonner. De ce point de vue, on n'avait jamais connu un mouvement d'une telle ampleur.

Mais d'un autre côté, c'est un peu comme la mobilisation contre la loi travail ou les gilets jaunes (deux mobilisations auxquelles beaucoup se réfèrent). Il y a une minorité déterminée significative et active, mais qui n'arrive pas à étendre le mouvement à un point où le pouvoir pourrait céder. Tout est pourtant tenté : AG de villes, mobilisations communes avec les parents, écoles occupées, jonctions avec les gilets jaunes... Et le problème n'est pas tant l'acceptation par le milieu enseignant des réformes, après tout ce sont des fonctionnaires, et un fonctionnaire par définition ça fonctionne, mais plutôt un fatalisme lié à un grand sentiment d'impuissance, sentiment renforcé par la caporalisation et la dégradation des conditions de travail ainsi que du statut social des enseignants.

Bien sûr, en face, le pouvoir dégaine les outils qu'il maîtrise le mieux : désinformation et répression. Il y a eu des consignes des rectorats pour interdire les débats autour de la réforme, notamment ne pas laisser les enseignants s'inviter aux réunions d'information à destination des parents. Blanc'air est un vrai bateleur de foire et laisse les enseignant.e.s sidéré.e.s devant l'aplomb de ses mensonges, au point qu'il faut souvent se faire confirmer les consignes officielles par une administration qui ne sait souvent pas répondre. Les journaux se font les porte-parole officiels du gouvernement avec une unanimité et sans la moindre contre-enquête d'une façon qui laisse pantois. En ce qui concerne la répression, il y a en ce moment des affaires de mutations forcées de représentants syndicaux accusés de harcèlement, et beaucoup de dépôts de plaintes à l'occasion de plusieurs actions. Il faut dire que plusieurs rectorats ont été occupés, ce qui là encore n'est pas dans la tradition des fonctionnaires. Le grand jeu en ce moment semble être de pousser des salarié.e.s à porter plainte contre les militant.e.s (pour harcèlement, menaces, violence, ça dépend...). Ce qui a bien marché, c'est l'écrasement des lycéens cet hiver. La répression féroce qu'ils ont subie pèse sur les capacités de mobilisation actuelle, et d'autant plus fortement que les enseignant.e.s n'ont pas toujours su être à la hauteur de la solidarité.

Il est donc difficile de prévoir comment ce mouvement va évoluer. Va-t-il se faire écraser en rase campagne dans un silence médiatique complet, ou au contraire le bac est-il menacé cette année (pour dans 2 ans, il n'existera plus de toutes façons) ?

Enseignante en colère

CA 290 mai 2019 :CA 28/04/19 15:57 Page9

Migrant.es, réfugié.es à la rue ?
Ni expulsion ! Ni exclusion !

Les locaux de l'ancien Centre Régional de Documentation pédagogique (CRDP) de Limoges, sont squattés depuis le 11 mai 2019 par des migrant.es soutenus par le collectif Chabatz d'entrar. Devenus un lieu de vie à part entière, ils sont sous la menace d'une expulsion imminente. Nous allons retracer ici les activités du collectif et cette lutte pour l'hébergement inconditionnel.

Chabatz d'entrar

A l'automne 2016, à la suite des démantèlements de la « jungle » de Calais et de camps parisiens, des demandeurs d'asile sont relocalisés en Haute-Vienne. En complément des CADA et d'un CAO déjà en place, de nouvelles structures sont ouvertes : CAO, puis plus tard CPH, HUDA et PRAHDA.

Un CAO provisoire est créé à Saint-Léger-la-Montagne, dans les monts d'Ambazac, dans un centre de vacances du comité d'entreprise de la SNCF. Évidemment l'arrivée de ces réfugiés fait quelque peu grincer des dents : des réfugiés oui, à la télé, mais pas devant sa porte… Un collectif local de solidarité avec les migrants commence à se constituer pour répondre à ces inquiétudes.

Une quarantaine de personnes arrive quelques semaines plus tard sur Limoges dans des locaux de l'Afpa, servant également de CAO.

LE COLLECTIF CHABATZ D'ENTRAR EST CONSTITUÉ :

- **d'associations** : Ligue des Droits de l'Homme, Maison des Droits de l'Homme, Association des Sans-papiers 87, CIMADE, Le MAS (Montagne Accueil Solidarité), MRAP, Planning Familial, Dessine-moi un logement, Libre Pensée 87, Ateneo Republicano du Limousin,
- **de collectifs** : Coordination des intermittent(e)s et précaires,
- **de syndicats** : CGT, FSU, Solidaires, CNT, Syndicat Général des Lycéens, UNEF,
- **de partis politiques** : Ensemble !, Europe Écologie-Les Verts, Parti Communiste, Parti de Gauche, Nouveau Parti Anticapitaliste, Jeunesses Communistes, Lutte Ouvrière, Voie prolétarienne.
- **et de nombreux citoyens.**

Début novembre 2016, se retrouve à la Maison des droits de l'homme (MDH) une cinquantaine de personnes, représentant des associations, des syndicats, des partis politiques et des électrons libres, qui décident de mettre en place un collectif de soutien aux migrants. Son nom *Chabatz d'entrar*, « finissez d'entrer » est une formule d'accueil traditionnelle en occitan limousin pour inviter des personnes à ne pas rester sur le seuil de la porte et partager un café, un apéro, un repas…

Les principaux objectifs de départ de Chabatz d'entrar sont :

- soutenir l'ensemble des migrants et non les réfugiés au sens strict, puisque de nombreux demandeurs d'asile seront déboutés et deviendront des migrants sans-papiers…

- établir un accord sur trois approches complémentaires, dû aux nuances liées aux expériences et à la culture des uns et des autres, afin de coordonner les forces :

- *élaborer un outil commun*, avec un état des lieux des ressources militantes, des compétences dont nous disposons pour venir en aide aux migrants (une sorte de catalogue du « qui fait quoi » :juristes, traducteurs…), parce que chaque association, mouvement agit mais sans trop savoir ce que font les autres)

- *engager une démarche d'éducation populaire avec un discours positif sur les migrants* : défense et extension du droit d'asile, liberté de circulation… au moyen d'une expression publique commune aux différentes composantes du collectif (tracts, affiches, réunions publiques…)

- *mettre en place un réseau de vigilance face aux actions de l'extrême droite* et aux expressions de xénophobie, afin de pouvoir réagir rapidement.

Les actions du collectif

Le collectif Chabatz d'entrar se voit au départ tous les jeudis à la MDH pour se coordonner et organiser des manifestations publiques.

Les membres du collectif tentent de prendre contact avec les responsables du CAO de la rue de Babylone, mais il semblerait qu'ils soient perçus avec une connotation trop politique et se voient refuser l'entrée du centre. Des réfugiés, hébergés dans ce centre, viennent néanmoins à quelques réunions et manifestent leur besoin de suivre des cours de français, même s'ils bénéficient déjà de cours au CAO, mais pas assez à leur goût car ils ont soif d'apprendre rapidement la langue pour se débrouiller dans leur quotidien et s'intégrer comme on leur demande si bien…

Un groupe se forme pour animer des cours de français. Du soutien scolaire, pour jeunes mineurs scolarisés, se tient à la BFM (Bibliothèque municipale de Limoges).

Très vite les membres « réguliers » du collectif se sont retrouvés confrontés au problème de l'hébergement. Cette problématique étant difficile à résoudre, un deuxième groupe de travail se constitue se rencontrant hors des réunions générales du collectif. Une première tentative, avec plus ou moins de succès, se concrétise par des hébergements chez des tiers, des nuits d'hôtels payées (grâce au soutien financier de l'association des sans-papiers et de l'argent récolté lors de manifestations organisées par le collectif).

Novembre 2017 arrive, un an déjà que les membres de Chabatz d'entrar se rencontrent régulièrement, mais le nombre de personnes présentes aux réunions s'amenuise, l'énergie du départ s'étiole. Même si des choses concrètes ont été réalisées (un blog d'info, une mailing list, des manifestations qui ont rencontré un certain succès, des hébergements trouvés, des accompagnements dans des démarches administratives, des cours de français, etc.), une impression de stagner, de s'épuiser nous envahit.

En deux ans et demi d'existence de Chabatz d'entrar, a organisé ou participé activement à différents types de manifestations :

- des débats et réflexions : Table-ronde avec des étudiants, débat autour du film « *La mécanique des flux* », conférence-débat avec Catherine Withol de Wenden sur le thème « *Et si on ouvrait les frontières ?* », témoignages de femmes résidant au squat dans le cadre du festival « *Citoyennes de la diversité* », participation aux Etats Généraux des migrations.

- Des manifestations de rue : contre des menaces de reconduite à la frontière ou des placements en centre de rétention, contre les procès intentés pour délit de solidarité avec les migrants, contre la remise à la rue de personnes sans abri, contre la nouvelle loi asile et immigration, pour la régularisation de tous les sans-papiers, contre les tests osseux sur mineurs, etc.

- Des fêtes, concerts et repas collectifs

Comme tout groupe composé de membres d'horizons politiques, de passés militants différents, de personnes

LEXIQUE

CADA : Centre d'accueil des demandeurs d'asile
CAO : Centre d'accueil et d'orientation
CPH : Centre provisoire d'hébergement
HUDA : Hébergement d'urgence pour demandeurs d'asile
PRAHDA : Programme d'accueil et d'hébergement des demandeurs d'asile
SIAO : Système intégré d'accueil et d'orientation (gère le 115)

souhaitant simplement apporter leur aide, d'autres porteuses de réflexions et de méthodes plus alternatives, il a fallu apprendre à travailler ensemble, avec ses propres craintes, ses prérogatives, son manque d'expérience, etc. Ce qui au fil du temps n'est pas toujours simple pour s'organiser en tant que collectif.

Un squat ?

Fin novembre 2017, l'assemblée générale de Chabatz d'entrar réunit une soixantaine de personnes. Outre le bilan des actions passées, sont dégagées des perspectives, dont la plus urgente : se faire entendre sur la place publique concernant l'hébergement d'urgence. Décision est prise également, si rien ne se passe après la trêve hivernale (fin mars), d'ouvrir un lieu pour dénoncer les carences de l'État.

Pour préparer la manifestation, prévue début décembre devant le SIAO et étayer les demandes, des membres du collectif maraudent dans les rues de Limoges. Il suffira d'une seconde maraude pour rencontrer trois familles avec des enfants dans la rue. Le 115 est contacté « *désolé, il n'y a pas de place, nous vous mettons sur la liste d'attente* ». Bien sûr, ces membres du collectif ne peuvent repartir chez eux en laissant ces familles dehors. La raison humaine remporte sur la raison politique. Une solution temporaire sera trouvée et ensuite des nuits d'hôtels seront payées, mais le bas de laine s'épuise très vite. Le problème de l'hébergement devient de plus en plus crucial et fragilise le groupe.

D'un côté, le collectif n'a pas vocation à se substituer aux défaillances des pouvoirs publics mais doit avoir des actions politiques. D'un autre côté, nombre de personnes du collectif sont prises au dépourvu face à la détresse de ces personnes qui dorment à la rue.

Diverses possibilités d'ouverture d'un squat sont étudiées et un lieu retient particulièrement l'attention : les locaux inoccupés depuis huit ans de l'ancien Centre régional de documentation pédagogique (CRDP), installés sur le campus de la faculté de lettres. Les locaux sont suffisamment spacieux pour accueillir un nombre important de personnes et pas trop dégradés pour permettre une vie quotidienne presque normale.

En mai fais ce qu'il te plaît !

8 mai 2018, ce n'est pas une entreprise de sous-traitance de ménage qui vient nettoyer les locaux. Mais, de joyeux lurons armés de sceaux, de balais, de serpillières, et de produits d'entretien afin de rendre propres des pièces qui se transformeront en chambres. Pas même une effraction pour rentrer dans le bâtiment, nombreuses sont les entrées possibles par des fenêtres cassées au rez-de-chaussée.

Le 11 mai, au nez et à la barbe de voisins bienveillants qui appelleront la police car enfin des choses se passent près de chez eux, les militants aident les premières familles à s'installer dans ce squat, ce qui permet à des personnes de ne pas dormir dans la rue, à la gare, dans un jardin public…

Tant bien que mal, le lieu a été aménagé pour que les occupants y trouvent un minimum de « confort » et de repos pour survivre. Le lieu a été investi progressivement étage par étage, et aujourd'hui l'occupation est complète sur trois étages. Des demandes d'hébergement arrivent encore et pour l'instant ne peuvent pas être satisfaites. Le lieu accueille actuellement plus de 70 personnes exilées dont un tiers d'enfants de tous âges.

Si des personnes y sont à l'abri, le collectif ne se satisfait pas de cette solution précaire, qui n'est pas si simple à vivre pour les habitants. Alors, il continue ses actions :

Le 17, rencontre avec le secrétaire général du préfet : droit dans ses bottes, il déclare que la préfecture n'a pas pour vocation de reloger des personnes qui sont en situation irrégulière. Traduction : qu'elles retournent d'où elles viennent !

Le 24, est organisée une conférence de presse sur le lieu.

Le 26, un courrier est adressé au doyen de la fac de Lettres pour l'informer que nous sommes ses voisins… faut toujours avoir de bons rapports de voisinage.

4 juin, rencontre, à la demande de la région Nouvelle Aquitaine (propriétaire des locaux), qui se déroule à la MDH. Ils sont forts embêtés que nous ayons choisi ces bâtiments ayant le projet d'y réaliser un pôle de formation sanitaire et social et évidemment prévoient de commencer les travaux très rapidement. Néanmoins, ils souhaitent rassurer le collectif « *Nous ne vous expulserons pas… nous souhaitons une solution d'hébergement pour tous afin que vous puissiez libérer les lieux. Aussi, il nous est nécessaire de connaître le nombre de familles vivant au squat, etc. Nous devons rapidement lancer des appels d'offres.* »

Nous les laissons venir. Nous ne faisons aucune réponse très précise.

Le 22 juin, Mmes Almoster et Tortosa, MM. François Vincent, conseillers régionaux Nouvelle Aquitaine, M. Madia, directeur de cabinet adjoint, M. Fourgeot et M.Valadas et M. Lionel Pourtau, sociologue, directeur du pôle Accueil des réfugiés Habitat et Humanisme, ancien de Médecins du monde, tout ce beau monde se retrouve dans une salle du squat, assis sur une moquette usagée…

Ils veulent discuter avec les membres du collectif (une quarantaine de personnes, dont certaines hébergées sur le lieu, sont présentes).

M. Vincent : « *la région souhaite une solution humaine à une situation inhumaine.* »

« *Par expérience on a tous besoin d'une solution dans le champ d'humanité car c'est ce qui nous lie les uns les autres. Solution d'accompagnement qui ne peut se construire qu'avec vous, accompagnement pas que bâtimentaire, mais également social et financier.* »

« *Notre démarche est d'établir la confiance, ce que vous faites est très humain, nous devons trouver des solutions ensemble.* » Etc.

« *Afin de vous prouver notre bonne volonté, la région a décidé d'apporter une enveloppe de 70 000 euros. Grâce à cette enveloppe nous donnons pour mission à M. Pourteau, d'Habitat et Humanisme, d'évaluer la situation sociale de ces personnes, pour les reloger.* »

Ce à quoi il leur a été répondu : que nous étions attachés à des solutions pérennes d'hébergement inconditionnel, que les personnes sur le lieu étaient toutes pour la plupart au bout des recours (expulsés des CADA, dublinés, jeunes majeurs sortis des dispositifs…) et que si des solutions pouvaient être trouvées ponctuellement, il reste que structurellement il manque des places en Haute-Vienne et le 115 est saturé. Et nous voulons au moins la création de 200 places d'hébergement.

Au moment où il a été proposé de formaliser les discussions par écrit au moyen d'un document type « convention » l'ensemble des représentants de la région a voulu, en bloc, quitter la salle de réunion et la fin de la rencontre s'est faite sous forme de discussions par petits groupes : diviser pour mieux régner ?

Et oui, M. Vincent utilisera très souvent le mot confiance pendant ses interventions, mais il sera outré quand des membres du collectif lui parleront d'engagements écrits afin de s'assurer de la véracité de ses propos.

Juillet/août : les membres du collectif, qui ne sont pas tous en vacances, voient Mme Z. arpenter les couloirs du CRDP. Elle a été embauchée, via la Fédération Habitat et Humanisme, pour rencontrer et conseiller les habitants.

Premier procès

Le 14 août la Région dépose une requête en référé auprès du Tribunal administratif demandant l'expulsion des occupants (y compris durant la trêve hivernale !) arguant que :

- *l'urgence est constituée par le projet de réhabilitation du bâtiment en campus des for-*

mations sanitaires et sociales relevant de ses compétences légales ;

- le bâtiment est occupé par des personnes dont le nombre est estimé à une cinquantaine dans des conditions particulièrement précaires en raison de l'absence d'électricité ;

- l'occupation est illégale en raison de l'absence de tout titre et droit de ses occupants.

29 août, il fait beau et une centaine de personnes attendent patiemment de pouvoir rentrer dans la salle d'audience du tribunal administratif. Et oui, la confiance a ses limites et le Conseil régional de la Nouvelle Aquitaine a assigné les occupants devant le tribunal administratif pour demander notre expulsion en urgence. Pour la justice, la demande en référé, donc en urgence, ne se justifie pas. Le tribunal administratif estime que le projet de pôle de formation sanitaire et social que la région veut implanter dans le bâtiment désaffecté n'est pas suffisamment avancé pour que l'expulsion des migrants soit ordonnée. Ces messieurs ont peut-être mis la charrue avant les bœufs...

Depuis ce premier procès, le collectif n'a cessé de se mobiliser, invitant le Préfet de la Haute-Vienne et ses services – le Président de la Région Nouvelle Aquitaine – le Président du Conseil Départemental – le Président de l'Agglomération de Limoges – le Maire de Limoges et le Directeur du SIAO à une table ronde « pour discuter de la possibilité qu'un ou des lieux d'hébergement pérennes soient installés, permettant de répondre tout à la fois à la nécessité de l'hébergement inconditionnel, en proposant également l'accompagnement social indispensable. La seule réponse a été pour ces autorités de faire passer une commission de sécurité le 12 octobre.

Ce squat en plus d'être un lieu de vie, a permis de développer de nombreux ateliers et activités. L'association PAN! (Phénomènes Artistiques Non !dentifiés) y a organisé le 5 mars un café-géo permettant de raconter les trajectoires de vies des migrant.e.s entre circulations et enfermements. Des étudiants de la fac de lettre et sciences humaines et de l'ENSA (Ecole nationale supérieure d'arts) proposent chaque mercredi depuis deux mois une cantine collective. Ils récupèrent la nourriture le mardi soir et la prépare le mercredi avec les habitants des lieux. Cette cantine est à prix libre pour les étudiants et militants et gratuite pour les résidents du CRDP.

Yamina, une algérienne de 40 ans, photographe de l'autre côté de la Méditerranée apprécie beaucoup l'aide de ces jeunes : « *C'est trop bien parce que malgré la différence d'âge, on est à l'aise ici. Il y a tout, comme pour les autres. On a des cours de Français, des activités sportives et même du théâtre pour les enfants. S'il y a un autre endroit mieux que ça, on ira, mais sinon, on reste ici !*» Car Yamina y a trouvé une véritable chaleur humaine. Comme ce Camerounais qui préfère rester anonyme : « *On a trouvé une enceinte familiale. Et un partage pour tous. Nous qui vivons ici depuis un certain temps, c'est comme si on était coupé du monde. C'est comme si la société nous repoussait. Mais des hommes de bonne volonté, de bonne moralité, sont venus ici pour nous aider. Ça nous réconforte.* »

Nouveau procès et instance d'expulsion

Évidemment la Région Nouvelle Aquitaine a de nouveau demandé au tribunal administratif de se prononcer sur l'expulsion des résidents du CRDP. Ce procès a eu lieu le 5 avril. Alors que lors du premier procès, l'avocat de la Région n'avait pu démontrer l'urgence des travaux projetés, il a produit un dossier de 416 pages pour prouver l'urgence de la rénovation des lieux dans le cadre de « l'université du futur » : installer 950 étudiants en septembre 2020. L'avocate des occupants avait prévu de contester le caractère d'urgence sur le plan de la sécurité : « *Il n'y a pas eu d'incident depuis le début de l'occupation, ni avec l'environnement immédiat, ni en matière d'incendie. (…) Le site n'est pas aux normes, oui, il est désaffecté depuis 10 ans. Est-il pour autant dangereux ? Un constat d'huissier du 18 mars atteste la pose d'extincteurs le la libération des voies d'accès aux secours. Les conditions de sécurité sont assurées. (…) Beaucoup de familles hébergées là témoignent que les lieux sont plus salubres que certains hôtels où le 115 les a hébergés.* »

Malgré ces arguments, c'est ceux du propriétaire qui ont prévalu et le tribunal décidé le 10 avril que les lieux soient libérés sous quinze jours. Pour l'avocate, « *15 jours, ce délai est très décevant car il est extrêmement court pour trouver des solutions d'hébergement. Des personnes et des enfants vont inévitablement se retrouver à la rue.* » Un membre de Chabatz d'Entrar souligne « *Il n'y a aucune solution de logement*» Il a la sensation que le collectif tout comme les occupants se sont fait « balader » par la Région Nouvelle Aquitaine. Il déplore l'absence des collectivités locales et de l'Etat sur le dossier. «« *Il n'est pas possible de mettre 30 enfants, 60 adultes à la rue tout simplement parce que les collectivités locales et l'Etat n'assument pas leurs responsabilités. Il y a une mission d'hébergement, et quand on appelle le 115, le 115 est plein* »

La menace d'expulsion n'est pas facile à vivre pour les résidents comme Amelia. Persécutée en Angola, elle est arrivée en France il y a 3 ans et vit au CRDP depuis septembre dernier avec ses 4 enfants : « *C'est une situation difficile à gérer. On a créé une intimité avec les gens ici, avec cet endroit, avec les étudiants. On sait qu'un jour on va partir d'ici, mais c'est une tristesse, une préoccupation, c'est une angoisse qui reste dans nos cœurs. On ne sait pas où on*

peut aller. Cela fait 9 mois que j'appelle le 115 et qu'ils disent qu'ils n'ont pas de place. La région, elle veut récupérer cet endroit. Où est-ce qu'on va aller ? Ils n'ont pas cru en notre histoire, mais moi et mes enfants savons très bien ce que nous avons vécu en Angola. On ne peut pas retourner chez nous. Ce moment chaleureux nous donne de l'espoir pour croire encore que tout ira bien.»

La mobilisation continue

Chabatz d'entrar ne désarme pas et avait appelé à une manif bruyante le 23 avril au soir. Le matin même, à l'initiative du président de la communauté urbaine, le collectif a été invité à une réunion en préfecture avec la présence de tous les décideurs : Etat, Région, Département, Communauté urbaine, Ville de Limoges et SIAO. Ce type de réunion était demandé depuis plusieurs mois. Le préfet a annoncé un sursis d'un mois afin que les différentes institutions proposent des solutions. Comme ces différentes institutions ont tendance à se renvoyer la balle sans offrir de solution concrètes, la manifestation a été maintenue. Elle a rassemblé environ 300 personnes et a permis bruyamment de faire le tour des différentes institutions pour leur rappeler nos attentes.

A suivre…

Alain, sur la base d'un article de Sylvie, complété et actualisé
Limoges 24/02/19

L'économie en brèves

Les riches polluent…

On s'en doutait un peu. Ce sont les plus riches qui polluent le plus (mesuré par l'empreinte écologique) même si ce sont ceux qui prétendent le plus se préoccuper de l'environnement. C'est confirmé par un rapport du CREDOC. Plus intéressant, ce sont les moins riches qui pensent que pour protéger l'environnement il faut surtout modifier ses pratiques de consommation. Les plus riches pensent d'abord qu'il faut protéger la planète avant de modifier ses pratiques de consommation… En fait, les plus riches s'achètent une conscience en achetant bio et durable pour compenser leurs voyages en avion…

Source : CREDOC, consommation et modes de vie n°303, Consommation durable : l'engagement de façade des classes supérieures

Patriarcat et salariat

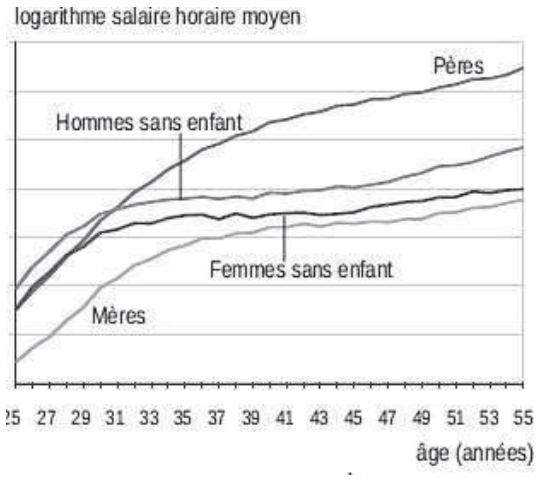
Là encore, on s'en doutait, mais c'est confirmé par une étude. La naissance des enfants aggrave les inégalités de salaires entre hommes et femmes. De fait, les femmes recherchent des entreprises plus près de leur domicile et avec des horaires plus flexibles. Le graphique l'illustre parfaitement : en moyenne, les pères gagnent plus que les hommes sans enfant, et les mères moins que les femmes sans enfant.

Source : INSEE analyse n°44, février 2019

L'impact des mesures budgétaires sur les inégalités de niveau de vie

Les impôts et les prestations diminuent dans le budget 2019. Ceci n'impacte pas tout le monde de la même façon. Les 30% les plus modestes devraient perdre des revenus, ceux qui se trouvent dans la tranche des 30 à 80% en gagner un peu, ceux qui sont au dessus des 80% en perdre, sauf les 1% les plus riches qui en gagnent beaucoup (suppression de l'ISF et flat tax). En fait, c'est surtout la suppression de la taxe d'habitation qui fait gagner de l'argent aux classes moyennes. Par contre, la sous-revalorisation des prestations sociales (qui ne suivent pas l'inflation), la hausse des taxes sur le tabac et l'énergie et la réforme de l'allocation logement font perdre de l'argent aux plus modestes. Les retraités sont les grands perdants car ils cumulent sous-revalorisation et CSG. Pour les actifs, la hausse de la CSG est compensée par la baisse des cotisations sociales.

Source : budget 2019, l'impact sur les ménages, institut des politiques publiques



Les groupes dans le commerce

Près d'une société commerciale sur dix fait partie d'un groupe en 2016. Bien que minoritaires en nombre, ces sociétés emploient 71 % des salariés et réalisent 80 % du chiffre d'affaires du commerce. L'organisation en groupe est particulièrement présente dans les grandes surfaces alimentaires et le commerce de gros. En 2015, les filiales implantées à l'étranger par les groupes commerciaux français emploient 1,2 million de salariés et réalisent un chiffre d'affaires de 230 milliards d'euros. Cette implantation à l'étranger est le fait d'un petit nombre de groupes, au premier rang desquels les cinq premiers concentrent 75 % des effectifs. Leur présence est particulièrement affirmée au Brésil et en Chine, où les multinationales commerciales françaises comptent près de 500 000 salariés.

Un rapport sur les conditions de travail en France

Le nombre d'accidents du travail est plutôt en baisse, de même que leur fréquence. Là, la baisse est plus légère ; en fait, leur fréquence diminue dans l'industrie et le bâtiment, et augmente dans les services. En 2016, la manutention manuelle était à l'origine de la moitié des accidents du travail. Les chutes de plain-pied et de hauteur constituaient quant à elles un quart des causes d'accidents. En ce qui concerne la fonction publique, c'est le secteur hospitalier qui est le plus dangereux. La fréquence des accidents de trajet, elle, demeure stable, à 4,7 accidents de trajet pour 1 000 salariés en 2016, comme en 2012 et en très légère augmentation par rapport à 2006 (4,5).

L'évolution du nombre total de maladies professionnelles depuis dix ans suit celle des troubles musculo-squelettiques (TMS) dont la prévalence est majoritaire parmi les maladies professionnelles : ils représentent 87 % de l'ensemble (42 535 MP en 2016). Les affections liées à l'amiante représentent quant à elles 6,8 % des MP (deuxième cause de MP avec 3 345 cas recensés en 2016). En moyenne, la Sécu reconnaît 61% des maladies professionnelles déclarées. Environ 1775 nouveaux cancers par an sont reconnus comme d'origine professionnelle. De plus en plus d'affections psychiques sont reconnues comme d'origine professionnelle.

On observe une intensification du travail depuis la fin des années 80. Les « normes de production à satisfaire en une journée au plus » concernent 48% des salariés en 2016. 43% des salariés déclarent ne pas pouvoir quitter leur travail des yeux. Le travail dans l'urgence est lui aussi plus fréquent, et ce particulièrement pour les femmes, plus nombreuses à « devoir fréquemment abandonner une tâche pour une autre plus urgente » : 68 % des salariées en 2016 contre 65% en 2013. En revanche, la pression temporelle ressentie demeure stable : 46% des salariés disent en 2016 devoir se dépêcher «toujours ou souvent», comme en 2013. En 2016, 73% des salariés déclarent être en contact avec le public. Ce contact est en hausse constante depuis 1998, et engendre souvent de l'intensité émotionnelle au travail : en 2016, 46% des salariés en contact avec le public déclarent côtoyer «des personnes en situation de détresse» et 54% disent devoir «calmer des gens», soit un peu plus qu'en 2013. Cependant la proportion de salariés déclarant «vivre des tensions avec le public» demeure stable, et le fait de «devoir toujours ou souvent cacher ses émotions» devient moins fréquent: il concerne en 2016 un salarié sur quatre, contre un sur trois en 2013. 43% des salariés déclarent « répéter continuellement une même série de gestes ou d'opérations ». Ils étaient 28% en 2005 et41 % en 2013 : le travail tend ainsi à devenir plus répétitif.

En ce qui concerne les relations au travail, 80% des salariés déclarent être aidés par les collègues et 66% par le supérieur hiérarchique en cas de travail délicat. 91% ont la possibilité de coopérer pour exécuter correctement leur travail. En 2016, 22% des salariés signalent avoir été la cible de comportements méprisants au travail, 22% d'un déni de reconnaissance de leur travail et 5% d'atteintes dégradantes, ces trois formes de comportements hostiles n'étant pas exclusives les unes des autres. Les femmes signalent plus souvent que les hommes avoir subi au moins un comportement hostile au cours des douze derniers mois: 31% des femmes et 28% des hommes. Si les situations de violence morale au travail sont encore très fréquentes, elles sont néanmoins en net recul puisqu'elles concernaient 37% des salariés en 2013. Les salariés intérimaires et à temps partiel subi ne semblent toutefois pas avoir bénéficié de cette amélioration. En 2016 comme en 2013, un salarié sur dix estime «devoir faire toujours ou souvent des choses qu'il désapprouve». L'obligation de travailler d'une façon qui heurte sa conscience professionnelle peut se révéler néfaste pour la santé mentale.

Le rapport s'est enfin penché sur l'influence du numérique sur les conditions de travail. Les réponses sont éloquentes. La majorité des salariés pensent que l'introduction du numérique a nui à la qualité du dialogue entre la direction et les syndicats, 45% qu'elle nuit à la coopération au sein de l'entreprise. Plus du quart estiment que la charge de travail, la pression sur les délais et le niveau de stress ont augmenté.

Source : Conditions de travail, bilan 2017, Ministère du travail.

Espèce d'espèce

Tremblez ! En vérité, je vous le dis, l'être humain n'est pas parfait !

C'est ce que démontre le biologiste Nathan L. Lents dans son dernier ouvrage (1).

D'abord nous avons des sinus mal placés et cela génère des tas de maladies dues à « *...un défaut d'écoulement... Quel plombier serait allé mettre ce genre de tuyau au-dessus des sinus et non en dessous* (2)... ».

Les cétacés ont un tuyau spécialisé pour respirer. Nous, nous devons cesser de respirer quand nous avalons, sinon gare à la fausse route et à l'asphyxie. La cause : la position de notre larynx qui, situé plus haut que celui des autres grands singes réduit l'espace pour la déglutition. « *Il s'agit vraiment d'une limite de l'évolution...* ». Mais cela a aussi un intérêt : nous permettre de parler.

Ce compromis évolutif se retrouve dans la reproduction. L'accouchement est un cauchemar pour les humaines. La faute à « *notre pelvis qui a bougé quand nous sommes devenus bipèdes... les mamans gorilles continuent souvent de manger ou de s'occuper de leurs autres rejetons pendant l'accouchement.* »

Que dire de nos os ? Le coccyx est inutile. Pourtant l'évolution ne nous en a pas débarrassé. C'est que les gènes associés au coccyx servent aussi à des milliers de structures vitales pour notre survie.

Cette croyance en notre perfection due à l'évolution est un legs des religions, du créationnisme et du scientisme qui ont irrigué l'ensemble des sociétés, représentations et conceptions du monde. Cette place que nous nous sommes attribués tout en haut du cocotier (pas encore submergé par le dérèglement climatique) de l'évolution a servi et sert encore à justifier de tout mettre en coupe, de dominer, d'écraser, de détruire, d'exploiter.

Transgénèse et Mutagénèse sont dans un bateau. Transgénèse tombe à l'eau. Que reste-t-il ? Monsanto-Bayer, Syngenta, Limagrain

La transgénèse correspond à la première génération d'OGM. Grossièrement on trafique un organisme en y introduisant un gène d'une autre espèce. Ainsi, pour créer des fraises qui ne gèleraient pas on y ajoute les gènes d'un poisson résistant au grand froid (cela a été abandonné car les fraises puaient le poisson).

Cela a permis de fabriquer des plantes OGM (maïs, soja, betteraves...) résistantes entre autres aux herbicides. Monsanto a ainsi pu relancer la vente de son Roundup dont le brevet tombait dans le domaine public (un baril de semence avec un baril d'herbicide) et surtout cette pseudo révolution biotechnologique leur a permis de mettre les agriculteurs totalement sous leur coupe.

Suite à la contestation en Europe, la directive européenne 2001/18 a limité l'usage des OGM (3), mais les empoisonneurs de l'humanité inventèrent... la mutagénèse.

Les mutations sont des phénomènes génétiques classiques. Elles sont un des outils de l'évolution des êtres vivants.

Mais chez les industriels, la mutagénèse se fait par irradiation, action chimique, « *par méganucléase, par Talen, nucléase à doigt de zinc...*(4) » afin de sélectionner les variétés « *qui induisent une nouvelle propriété d'intérêt commercial* (5) »

Le top c'est que « *Les plantes mutées peuvent être sélectionnées aux champs par exposition à... un herbicide. Ces plantes mutées sont « brevetables » !* » Les tournesols Clearfield de BASF et le colza ExpressSun de Pioneer en font partie.

Drame pour la mutagénèse et ses géniteurs. Le 25 juillet 2018 « *suite à une action de neuf organisations contre le gouvernement* (français) *qui considérait que les nouvelles techniques de mutagénèse devaient être exemptées de la directive OGM.* (6) » la Cour de Justice de l'Union Européenne tranchait : les organismes créés par mutagénèse sont des OGM.

Hurlements de la FNSEA. L'Union Française des Semenciers « *déplore cette décision... qui va priver les entreprises semencières et les agriculteurs européens des outils les plus prometteurs pour répondre aux enjeux agricoles, environnementaux et climatiques du XXIe siècle* ».

Si l'on peut s'esclaffer de leurs préoccupations climatiques, on peut faire confiance aux lobbies pour tenter de liquider cette décision.

Bizarrement l'Europe a traîné les pieds pour saisir le réseau européen de contrôle des OGM, l'ENGL. En octobre 2018, Inf'OGM tombe sur une note signée par « *la Commission européenne et Dupont Pioneer, l'une des entreprises les plus importantes dans le domaine des biotechnologies* (7)... » qui concluait à « *la non-traçabilité des nouveaux OGM, avant même que l'ENGL ne rende ses conclusions.* » tout en expliquant « *qu'il est possible de détecter et de tracer les nouveaux OGM mais il faut investir du temps et des ressources pour y parvenir. Cependant, ils concluent qu'il est impossible de faire la différence entre des mutations naturelles et des mutations induites par une activité humaine.* »

Admirons la logique vertigineuse : ces OGM ne sont pas traçables, mais on peut pourtant les détecter ! Mais cela coûterait cher. Donc, ne menons aucune recherche, d'ailleurs cela n'a aucun intérêt car il n'y a aucune différence avec une mutation naturelle.

Un stage de quelques mois au fond d'une cuve de Roundup en broutant du tabac transgénique, devrait remettre les idées en place à ces criminels techno-bureaucratico-scientifiques. Et une bonne BASF dans la gueule, aussi.

Gentil coquelicot, Madame, gentil coquelicot...

Les coquelicots ne sont pas seulement un symbole anglais en mémoire de ceux qui sont morts à la boucherie de 14-18. Ils sont aussi à la boutonnière de ceux qui disent « nous voulons des coquelicots (8) » et appellent à l'interdiction de tous les pesticides de synthèse. Insecticides, herbicides, fongicides, ce qu'il faut retenir c'est -cide, ça signifie « qui tue ». On ne rigole pas avec les -cides... Parfois, pour être encore plus explicites, tous ces produits sont regroupés sous l'appellation de biocides, ce qui veut dire « Produits qui détruisent les êtres vivants ». D'ailleurs, le fameux Zyklon B par exemple servira dans les années 30 en agronomie puis sera réutilisé un peu plus tard dans les chambres à gaz, tout ce qui a de plus -cide !

Donc il faudrait croire que tout ce qui tue limaces, champignons ou insectes dits ravageurs ne va pas nous détruire la santé ? Comme le dit un lobbyiste de Monsanto le professeur Patrick Moore (ancienne autorité à Greenpeace !) « *Vous pouvez tous boire un grand verre de glyphosate* », tous mais pas lui, qui a refusé en public le verre que le journaliste lui proposait (9)...

Le glyphosate, molécule de synthèse créée par l'homme et impossible à trouver naturellement dans l'environnement, est l'un des composants actifs du Roundup. Une centaine de citoyen.ne.s à travers la France en lien avec la campagne « nous voulons des coquelicots » a pratiqué des analyses d'urines pour en rechercher des traces (10). 100 % des analyses ont été positives, preuve de la présence des pesticides dans notre organisme. En 2015, le CIRC (Centre International de Recherche sur le Cancer) a classé le glyphosate comme « cancérogène probable ».

Dans ce débat d'experts/ contre-experts, il est parfois difficile de s'y retrouver, les connaissances sont difficiles à acquérir et se discutent. Par exemple, Gilles-Éric SÉRALINI, chercheur et lanceur d'alerte, insiste sur le fait que le Roundup contient en plus du glyphosate des dérivés de pétrole très mutagènes et de l'arsenic, bien plus herbicides et toxiques que le glyphosate lui-même.

Et on ne peut même plus dire « l'eau est polluée, buvons du vin » puisque la vigne et le raisin font partie des végétaux les plus traités. L'étude de « Que choisir » de 2013 montrait qu'il y avait 300 fois plus de résidus de pesticides dans le vin que dans l'eau potable...

Freux et Eugene the Jeep

(1) *Les spermatozoïdes tournent toujours à droite et autres bizarreries du corps humain* .Nathan L. Lents. Larousse, 2018
(2) Myopie, rhume, entorse... « L'homme a tort de se croire au top de l'évolution ». C. Mallaval. M. Bourel. *Libération* du 26/10/2018
(3)Hors Europe c'est une autre histoire : la pseudo coopérative agricole Limagrain fait son beurre sur la vente de semences transgéniques hors de l'Union européenne
(4) Qu'est-ce que la mutagénèse ? Inf'OGM. 30 juillet 2014. <https://www.infogm.org/>
(5) Petit tour d'horizon des manipulations génétiques. Eric Meunier. Inf'OGM. avril 2010
(6) Arrêt mutagénèse : des réactions très contrastées. Jean-Luc Juthier. Inf'OGM, 10 août 2018
(7) Nouveaux OGM : la Commission veut-elle leur traçabilité ? Eric MEUNIER. Inf'OGM, 29 novembre 2018
(8) https://nousvoulonsdescoquelicots.org/ et le livre éponyme de F. Nicolino et F. Veillerette. Les liens qui libèrent, 2018
(9)https://www.youtube.com/watch?v=03bkNRfHWh4
(10)http://www.campagneglyphosate.com/

Notre-Dame-des-Landes
La ZAD résiste

Depuis l'abandon du projet d'aéroport le 17 janvier 2018, le bocage reste un lieu de résistance collective autour d'une question centrale: comment habiter un territoire rural commun en refusant de se voir dicter un mode de vie dédié à la consommation et au fric.

Les terres

Courant Alternatif a déjà tenté un rapide bilan des différentes péripéties et enjeux du maintien d'une présence collective dans le bocage au nord de Nantes (1). Les 10 projets agricoles qui avaient obtenu des COP (conventions d'occupation précaire en juin 2018) se sont vus confirmés en début d'année 2019 avec des baux agricoles en bonne et due forme de 9 ans concernant près de 320 ha. Le Conseil départemental qui a racheté à l'état près de 900 ha a donc joué la carte de l'apaisement. Par contre les 8 autres projets artisanaux ou culturels de la ZAD n'ont toujours pas été pris en compte par la préfecture, qui se réfugie derrière le pouvoir des municipalités pour définir ce qui peut être fait ou non dans le cadre des PLUI (plan local d'urbanisation intercommunal). De même l'ONF (office national des forêts) refuse les propositions de gestion de la forêt de Rohannne, au coeur du territoire, dont dépendent plusieurs activités du bois, notamment l'autoconstruction… Reste à savoir comment l'ONF imposera ses projets de privatisation (qui se traduisent souvent par des coupes à blanc…) alors même qu'elle a reconnu la bonne qualité de l'entretien de la forêt par les zadistes. La préfecture soutiendra-t-elle les intérêts du lobby forestier au risque de rallumer la mèche d'une mobilisation de terrain de plusieurs décennies? Elle attirerait l'attention des populations de Loire-Atlantique sur les projets de la direction de l'ONF pour les forêts de l'Hexagone, menacées de coupes très sévères au nom d'une rentabilité inexploitée.

Les bâtiments

Les zadistes et leurs soutiens regroupés dans l'association qui a remplacé l'ACIPA (2) se sont dotés d'un fond de dotation, validé par l'administration, pour pouvoir acheter collectivement sur une base juridique solide, certaines terres et des bâtiments de ferme et habitations de la ZAD, squattés jusqu'ici et menacés d'être repris par des agriculteurs extérieurs cherchant à s'agrandir. Tout comme pour les projets agricoles, les lieux de vie collective constituent bien sûr un élément important pour tenter d'y développer à long terme une autre façon d'habiter un territoire (infos complémentaires sur le site de la ZAD). Ces lieux font l'objet de rivalités entre les deux composantes qui s'étaient opposés lors de la réouverture de la bien-nommée « route des chicanes », la D281. Aujourd'hui il y a deux logiques face à face sur la ZAD, sous l'oeil gourmand du préfet : la première qui découle des squatts revendique l'illégalité et le refus de la propriété privée comme lignes directrices de leur présence, l'autre qui vise une présence sur le long terme pour s'investir dans une pratique de vie et d'activités agricoles communes différentes du productivisme que l'on connaît. Cette division bien réelle, qui complique un peu les relations avec le voisinage, explique les soubresauts que connaît la zad en interne. S'il n'est pas simple de résister aux injonctions administratives de normalisation du préfet et aux appétits du lobby agricole, il est « étonnant » de subir les accusations de « bourgeois », « négociateurs », « vendus », proférées par des personnes qui voient leurs cabanes rasées pour la troisième fois (en janvier dernier) alors que les flics ont démontré depuis avril 2018 qu'ils ne reculeraient plus, qu'ils reviendront forcément et qu'une autre stratégie mérite peut-être d'être explorée.

Légaliser une occupation peut amener à devenir un propriétaire classique (comme par exemple l'ancien quartier berlinois de squatts de Kreuzberg), mais justement les zadistes partisans de cette démarche ont introduit des garde-fous - inspirés de différentes expériences européennes - pour éviter cette « privatisation » rampante dénoncée par les premiers.

Répression

Si la ZAD participe activement aux mobilisations sociales en cours, comme le soutien par exemple à la maison du peuple de Saint-Nazaire pour organiser l'accueil de l'assemblée des assemblées des Gilets Jaunes les 5,6,7 avril, elle doit « en même temps » faire face à des arrestations (le 21 janvier) et des mises en accusation de cinq de ses participant-e-s, suspects aux yeux des juges d'avoir organisé un service d'ordre interne, en fait une auto-défense, pour se protéger contre un individu trés perturbé et dangereux, en septembre dernier. Etayée sur des dépositions anonymes d'autres zadistes (qui se revendiquent pourtant ennemis irréconciliables de l'Etat) cette procédure nommée « dossier Indymédia » par les gendarmes, car basée sur des dénonciations nominatives en ligne sur ce site nantais (qui ne mérite pas ça!), illustre à quel point les tensions internes peuvent devenir un frein au projet global de création d'une alternative concrète dans le bocage. On comprend mieux dès lors pourquoi la préfecture se garde bien de toucher à certains lieux pourtant présentés comme « les plus radicaux », effectivement sans aucun contact officiel avec elle.

Initiatives

La ZAD avait accueilli depuis deux ans une « Semaine Intergalactique » pour rencontrer d'autres actrices-acteurs de luttes, en lien avec ses interrogations et activités. Cette année la Semaine Intergalactique se déplacera au Pays Basque en aout, pour participer du 19 au 23, au contre-sommet du G7 de Biarritz (cf articles dans CA).

De même l'initiative ZAD En Vie, qui s'était déroulée début juillet 2018 pour pallier dans une certaine mesure à la disparition du rassemblement annuel de l'ACIPA, sera reconduite pour un week-end sur la même période en 2019. Il y a bien sûr beaucoup d'autres initiatives publiques, consultables sur le site de la ZAD, comme des opérations «Portes Ouvertes » des lieux collectifs, des présentations de livres ou des débats à la bibliothèque du Taslu, des semaines de chantiers pour avancer sur des projets.

Notamment le projet de lieu d'accueil internationaliste et de formation de l'Ambazada, situé au centre de la ZAD, a connu deux semaines de chantier collectif, pour avancer la construction de cet outil visant une ouverture de la ZAD aux autres mouvements et luttes. Si vous avez le temps et l'énergie, n'hésitez pas à venir au prochain, annoncé sur le site de la ZAD !

OCL-Nantes, le 26/04/19

Ambazada

1) n°283 d'octobre 2018, avec deux articles « NDDL, une ZAD qui se normalise..? » et «ZAD…Zone à déminer? ». Consultables sur le site de l'OCL.

2) L'association « Poursuivre Ensemble,» regroupe depuis septembre 18 environ 380 personnes qui ont refusé la dissolution pure et simple de l'ACIPA. Les administrateurs de l'ACIPA pour la dissolution n'arrivent pas à confier les reliquats (caisse, fichier adhérents,..) au nouveau groupe. Celui-ci revendique pourtant la continuation de l'action de défense du bocage…

Pays Basque

Le G7 et son monde mortifère, ni à Biarritz ni ailleurs (suite)

Dans le numéro 288 de mars 2019 de Courant Alternatif, un article présentait la plate-forme du Pays Basque qui sert de base aux opposant.es au G7, prévu du 24 au 26 août à Biarritz. Ici, il s'agit de présenter les axes d'actions que se donneront les 7 chefs d'Etat participant au sommet des pays dits les plus riches du monde et de faire le point sur les avancées de la mobilisation de ceux et celles qui s'opposent au G7.

Les organisateurs du G7 à Biarritz s'activent

Préfet (tout nouvellement nommé), sous-préfet et maire de Biarritz, Michel Veunac (centre-droit dévoué à Macron) ont rappelé, fin janvier, les «contenus» du sommet tels que présentés le 18 décembre, à Biarritz, par le ministre Le Drian : «La présidence française du G7 doit servir à élaborer un nouveau cadre d'actions internationales contre les inégalités». Ainsi c'est «la lutte contre les inégalités» qui a été choisie comme fil directeur des priorités de la présidence française ! En plein conflit des gilets jaunes qui a mis sur le devant de la scène les inégalités flagrantes en matière sociale et fiscale, en pleine politique de rejet des migrants, faire de la lutte contre les inégalités la priorité a quelque chose de la novlangue orwellienne ! Le président français prétend lutter au niveau mondial contre un fléau qu'il entretient avec zèle dans son propre pays. La caricature est totale quand le G7 énonce ses objectifs : lutter contre les «inégalités de destin», en favorisant particulièrement l'égalité hommes-femmes, l'accès à l'éducation et à des services de santé de qualité ; renforcer «les liens» avec l'Afrique ; favoriser la réduction des inégalités environnementales par des financements en faveur du climat et une transition écologique juste ; promouvoir des politiques commerciales, fiscales et de développement plus justes et équitables ; lutter contre le terrorisme et ses financements ; exploiter les opportunités offertes par le numérique et l'intelligence artificielle, en prenant en compte le développement éthique et responsable de cette technologie... Lors de 9 rencontres préparatoires au G7 d'août, programmées d'avril à juillet dans des villes différentes, les ministres des 7 pays planchent sur certains de ces thèmes (cf. encart). Comme c'est touchant de savoir que les grands dirigeants exploiteurs et destructeurs des humains et des ressources de ce monde se penchent sur l'urgence climatique et environnementale ainsi que sur la protection des plus vulnérables et des victimes des inégalités qu'ils créent et perpétuent !

Les autorités parlent de G7 «élargi». C'est l'habitude lors de ces sommets : au-delà des 7 pays membres (Allemagne, Canada, États-Unis, France, Italie, Japon, et Royaume-Uni) sont invités les «grandes démocraties mondiales» (!) - Inde, Mexique, Australie, Afrique du Sud ... - et «certains pays du continent africain» (on ne sait encore lesquels), ainsi que des ONG ; et, bien évidemment, la Commission européenne, le FMI et la Banque mondiale. Comme les grands débats où «la parole est donnée aux citoyens», «premiers impliqués», sont plus que jamais à la mode, ceux et celles-ci, dénommés «société civile» (ONG, chercheurs, entreprises...), seront étroitement «associés» aux travaux du G7. Le site officiel du sommet (qui s'intitule comme il se doit «Un G7 contre les inégalités») claironne: « Le G7 sera une œuvre collective»... Ainsi, d'ici le mois d'août, des mini-sommets, désignés en globish, rassembleront les jeunes (Youth 7), les femmes (Women 7), les ONG (C7), les syndicats (Labour 7), les employeurs (Business 7), les centres de recherche (Think tanks 7) et les académies des sciences (Science 7)... Toutes les classes, les genres, seront pris en compte, selon un bel oecuménisme niveleur ! De plus, trois conférences, dites « Forums des solutions », seront organisées avant le sommet, portant sur des thèmes inscrits au menu du G7 : l'égalité hommes-femmes, l'égalité des territoires, l'éducation et la citoyenneté. Enfin, «une séquence du One Planet Summit, du 20 au 22 août, portera des solutions concrètes en faveur du climat, de la biodiversité et des océans en réunissant tous les acteurs concernés (comme les associations et les entreprises) (...) On ne peut avancer vraiment et de manière efficace sans mettre tout le monde autour de la table : décideurs publics, mais aussi entreprises et citoyens, acteurs de leur destin», n'est-il pas vrai ?

Les thématiques affichées pour le G7 de Biarritz, de même que la «participation de la société civile» ne sauraient masquer le but de cet évènement : «donner une image optimale de ceux qui sont les oligarques du monde occidental» (Bertrand Badie, professeur à Sciences-Po et spécialiste des relations internationales)

Comme cela a été montré à l'issue des sommets précédents, les belles promesses et les forts engagements ne seront pas tenus. Les déclarations finales des G7 sont chaque fois une liste de bonnes intentions jamais suivies de mesures concrètes ou contraignantes. Les exemples abondent : aide au développement (Écosse, 2005), paradis fiscaux (Irlande, 2013), droits des réfugié-e-s (Italie, 2017), changements climatiques (Québec, 2018)... Ainsi, lors du sommet au Canada, la belle déclaration finale, comme on pouvait s'y attendre, avait voulu souligner l'importance des discussions sur la «croissance qui profite à tout le monde» ainsi que sur «le monde plus pacifique et plus sûr».... Mais le président Trump avait rompu un consensus de façade en retirant le soutien de son pays au communiqué commun final. De toute façon, ces déclarations de clôture ne sont que du baratin ! Des gouvernements font publiquement des promesses vides afin de cacher les actions réelles faites en coulisses.

Des opérations de communication, avant tout

Au Pays Basque, des campagnes de communication sont programmées par les organisateurs du G7. Dès le mois de mars, des visites sont organisées pour

Les 5 et 6 avril, à Dinard, Le Drian, ministre de l'Europe et des Affaires étrangères, et ses homologues ont cogité sur la lutte contre les inégalités mondiales, les «crises régionales», le renforcement du soutien du G7 aux «opérations africaines de paix et à la lutte contre les trafics au Sahel» ; l'objectif de l'Etat français, engagé au Sahel avec 4500 militaires, étant d'encourager un effort continu, y compris financier, sur le terrain de son intervention armée.

Simultanément, à Paris, Castaner et les autres ministres de l'Intérieur ont médité sur menace terroriste, internet et trafic de migrants. C'est à cette occasion que Castaner s'est fait remarquer par sa collusion avec son homologue italien Salvini, d'extrême droite, en dénonçant des ONG en Méditerranée qui, en secourant des migrant.es, « *ont pu se faire complices* » des passeurs....

Les 5 et 6 mai, c'est Metz, désignée ville hôte par le ministre de la Transition écologique et solidaire De Rugy, qui accueille les 7 Ministres de l'Environnement, des Océans et de l'Energie. Pour l'occasion, de réjouissantes visites guidées sont programmées, des G7 tours printaniers, pour faire découvrir «les hauts lieux et les acteurs inspirants de l'écologie urbaine et de l'environnement» de la Ville....

CA 290 mai 2019 :CA 28/04/19 15:57 Page16

1- Ont été annoncés l'envoi de 15.000 policiers pour protéger le G7, la réquisition de tout le tribunal de Bayonne pendant la tenue du sommet et l'interdiction de manifester. C'est une véritable machine à broyer l'opposition que le gouvernement est en train de préparer, avec le consentement d'élus locaux. Une brutalité organisée et disciplinaire censée faire peur, avec l'appui de la nouvelle loi «anti-casseurs».
Lors de la manifestation pacifique protestant contre la réunion préparatoire au G7 avec le ministre des affaires étrangères, le 18 décembre, une étudiante avait eu la mâchoire brisée par un tir de flash-ball.
2 - Ce chiffre de 24 millions d'euros avancé par les autorités comprend uniquement les deìpenses de l'Eìtat pour les quatre jours de sommet sur Biarritz. Pour comparaison, différentes sources donnent un budget officiel total de plus de 600 millions de dollars pour le G7 de 2018 soit preìs de 400 millions d'euros.
3- Au Canada, en 2018, les manifs n'étaient pas autorisées en deçà de 200 km du lieu du G7…

les journalistes ; pas «folkoriques» ni «pour faire du tourisme», prévient le maire de Biarritz : «Les invités iront surtout à la rencontre d'entrepreneurs» . Une campagne de promotion "Welcome G7" (yes !..), issue du travail du Comité de valorisation et de développement du territoire (CVT) qui regroupe six institutions locales, est prévue avec une série de conférences, et une plateforme G7 Bai (G7 Oui) - une manière de s'afficher face aux opposants du G7 EZ (G7 Non) - est en préparation. L'opération séduction doit se poursuivre pendant le G7 via un « espace de valorisation »: soit une exposition mettant en avant «les actions et entreprises innovantes du territoire». Tirer profit du G7, c'est l'objectif du CVT et l'idée est bien sûr d'inciter tous les présents au sommet à consommer au maximum afin de générer des retombées économiques directes.

Une délégation de la plate-forme «G7 EZ, contre le G7 et son monde» (cf. CA de mars) a rencontré le maire de Biarritz pour réclamer l'annulation du sommet. Le but : interpeller l'édile sur l'inutilité, la vacuité et le gaspillage du sommet, sur les mesures sécuritaires envisagées et les risques de ces mesures (1), sur les illusoires retombées économiques locales. Comme attendu, la réponse du maire a été : «Je veux le G7 à Biarritz. Le territoire pourra profiter des retombées économiques TRÈS importantes comme on l'a vu le 18 décembre *(lors de la venue en éclaireur de Le Drian à Biarritz accueillant 400 diplomates)* avec la préparation de 300 repas par un restaurateur Biarrot » … Pour ce qui est des coûts, selon Veunac, le sénat et la cour des comptes considérant que les dépenses prévues étaient trop trop élevées, «le budget pour ce G7 a été diminué» et sera (seulement !) «de 24 millions d'euros» (2). Quant à la sécurité, «les casseurs et casseuses seront tenu.e.s à distance». Il pourra y avoir manifestation si elle se passe dans « le silence (!) et le calme », et ce sera hors zones rouge et bleue, espaces interdits à la libre circulation. De son côté, le sous-préfet l'a confirmé : les manifestations ne seront pas autorisées à Bayonne, trop proche de Biarritz.

Les opposant.es s'organisent avec l'objectif de «perturber le G7»

La plate-forme «Non au G7» travaille à dégager un schéma général d'action autour de trois enjeux : «bataille idéologique, mobilisation de masse, désobéissance civile».

Un schéma général commence à s'esquisser. Jusqu'en juillet, il est envisagé des semaines thématiques s'appuyant sur les initiatives prévues par différents acteurs.rices : lutte féministe le 8 mars, mobilisation pour le climat les 15 et 16 mars, lutte des travailleurs.ses le 1er mai, droit des migrants le 5 mai ; conférences sur l'agriculture et le monde paysan, sur l'éducation, sur les inégalités sociales…

Des réunions publiques sont prévues dans les bourgs de l'intérieur et au Pays Basque sud. Une manifestation est appelée à Biarritz le 13 juillet, réunissant les forces de tout le Pays Basque (nord et sud).

Pour la semaine du G7 (du 19 au 26 août), des propositions sont encore en discussion. La question du lieu «autorisé» à la liberté d'expression et de manifestation est primordiale et on sait que beaucoup d'espaces, même à bonne distance de Biarritz, seront interdits d'accès (3).

Du 19 au 23 août, sont en projet un «Village des alternatives», peut-être sur un mode décentralisé, par quartiers, sensibilités ou secteurs de lutte ; un alter-sommet, avec débats, conférences, témoignages autour de thèmes et animations diverses/concerts, soit format «université d'été« soit semaine intergalactique : l'Ambazada de la ZAD a annoncé que cet été, pour sa troisième édition, la semaine intergalactique s'exporterait à Biarritz (4).

Du 24 au 26 août, manifestations, marches, blocages. Le 26 août au soir, une manifestation de clôture.

Une Commission juridique, «legal team», est constituée, indispensable pour faire face à l'arsenal répressif qui sera mobilisé : sont en cours des ateliers (autodéfense juridique et face aux violences de l'Etat), des contacts avec des avocat.es locaux et extérieurs. Une commission médicale est également en préparation.

Une plateforme de jeunes militant.es anticapitalistes, "Oldartu" («Résister»), s'est constituée en février pour mener lutte idéologique et actions. Le groupe a organisé un débat intitulé «Euskal Herria (= Pays Basque) Terre d'accueil» le 21 mars, contre les politiques migratoires criminelles des Etats. Le 23 mars, les militant.es ont interrompu la circulation sur le pont qui relie Hendaye à Irun, en s'allongeant sur le sol pour simuler la mort des personnes risquant leur vie pendant leur migration. «Ce sont les différentes facettes de la domination capitaliste que sont les guerres fomentées par les puissances impérialistes, les pays appauvris et les discriminations liées aux idées politiques, aux orientations et identités sexuelles ou à la religion qui sont sources de migrations «.

Le 24 mars, Oldartu a organisé la venue d' un membre du collectif «Désarmons-les» pour une conférence-débat-témoignages sur les armements du maintien de l'ordre et les blessures de guerre pendant les manifestations.

Le «G7 Fan club», qui a choisi d'intervenir sur le mode satirique, donne un nouveau rendez-vous à Biarritz, le 11 mai, pour une parodie visant à se moquer des promoteurs du G7 et à dénoncer la mascarade de ce sommet mortifère des «grands de ce monde».

Les liens avec le Pays Basque sud se poursuivent : des "plateformes" locales ont été créées dans les 4 capitales des provinces (Saint Sébastien, Bilbao, Vitoria, Pampelune).

Des relations se tissent aussi hors Pays Basque.

Outre l'Ambazada de la ZAD de Notre-Dame-des Landes qui invite à organiser la semaine intergalactique de l'été prochain au Pays Basque, une réunion d'information s'est tenue à Nantes le 9 avril et les Gilets jaunes ont lancé là un appel pour se rendre à Biarritz en août : « Les Gilets Jaunes ne peuvent pas rester indifférents à ce sommet immonde et grotesque, où 7 puissants larrons cachés derrière une armée de 15 000 policiers joueront la pièce du pouvoir pour mieux légitimer leur monde d'injustices et de dominations. GJ OUI, G7 NON! «. Cet appel a été lancé également (acte 41) par des Gilets jaunes de Bayonne, lors de l'AG des AG à Saint Nazaire, les 6 et 7 avril. La décision sera prise lors de la prochaine AG en juin.

Un Collectif contre le G7 situé à Paris s'est créé sous l'impulsion d'Attac. Il regroupe, outre cette association, divers syndicats et groupes essentiellemnt à coloration citoyenniste. Il compte s'impliquer dans la préparation et l'animation du Village des alternatives prévu avant le G7. Il a tenu à rédiger une plateforme propre, ouverte à signatures. Le texte est modéré et comporte des contradictions, ce qui n'est pas surprenant au vu des signataires. Certes il contient une dénonciation du gouvernement fançais et des politiques «néo-libérales» : «*Alors qu'il est secoué par le mouvement des gilets jaunes qui dénonce - entre autres - la croissance des inégalités, le gouvernement français prétend mettre la lutte contre les inégalités au cœur de l'agenda du G7. Mais à qui cette augmentation des inégalités est-elle due, si ce n'est aux politiques néo-libérales mises en œuvre par les pays les plus riches ! Pompiers pyromanes ?*« Mais, «en même temps», il s'adresse à ces mêmes tenants du pouvoir pour réclamer qu'ils manifestent leur bonne volonté : «*Que les pays du G7 nous démontrent le contraire en s'attaquant réel-*

CA 290 mai 2019 :CA 28/04/19 15:57 Page17

lement aux politiques structurelles, mises en œuvre depuis des décennies, qui sont à la racine des inégalités actuelles.» Et un peu plus loin, une des «propositions» est ainsi formulée : *«Des États au service du bien commun, régulant les multinationales pour assurer les droits des citoyennes et citoyens»* , ce qui dénote un aveuglement total sur la réalité des Etats et de leurs fonctions. Est-ce bien sérieux de réclamer de la «régulation» à des Etats qui, en bons serviteurs des intérêts capitalistes, mènent des politiques inégalitaires, liberticides et destructrices, et, qui plus est, viennent donner des leçons d'égalité et de respect des humains et de l'environnement ?

Plusieurs choses restent en suspens

A ce jour, les lieux des rassemblements ne sont pas encore arrêté (ils pourraient se situer à Hendaye-Irun), le parcours et la forme des manifestations pas encore définis tant sont vastes les périmètres interdits par les autorités, sur un territoire étroit, densément aménagé et peuplé, la saison estivale ajoutant une difficulté supplémentaire. Sans compter que les autorités se plaisent évidemment à jouer la montre.

Autre problème, lié à celui des lieux, ce sont les violences éventuelles et la capacité (et l'engagement) des organisateur.trices de l'anti-G7 à empêcher leur exercice par des manifestant.es, «en cas d'agrégation d'extrémistes» (comme le dit joliment le préfet). Cette exigence de «garanties» anti-violence est imposée non seulement par les pouvoirs publics et les autorités mais aussi par certains groupes politiques qui vont jusqu'à en faire un préalable à leur participation (abertzale de gauche du Pays Basque sud (5), altermondialistes de Bizi), de syndicats et d'associations citoyennistes anti G7.

Sur ce thème de la violence, des messages qui se veulent alarmistes ont commencé à paraître en avril, par voie de presse écrite et télévisée. Ainsi, le 9 avril, un article d'un quotidien des Pyrénées-Atlantiques relaie un écho paru dans le *Journal du dimanche*. «Un haut responsable de la gendarmerie» aurait déclaré «sous couvert d'anonymat» et à propos de l'organisation du G7 à Biarritz : «A part ceux qui ont pris cette décision, tout le monde s'accorde à dire que c'est une absurdité !» Le journaliste conclut :» Il risque de faire (très) chaud sur la côte cet été...» TF1 s'y est mis aussi, révélant que «les services de renseignements craignent des violences». L'Express a relayé :» Les gilets jaunes, les ultras qui brûlent d'en découdre et la physionomie du site qui accueillera en août le «groupe des sept» font craindre tous les débordements»…. Messages destinés à intimider mais qui ne refroidissent pas la volonté des anticapitalistes de se faire entendre. A ceux qui demandent des «garanties» contre les violences des manifestant.es, ils.elles renvoient la balle aux organisateurs du G7 : ceux-ci ont tenu à imposer un sommet des chefs d'Etats riches et puissants à Biarritz, à eux d'en assumer la responsabilité.

Pays Basque, le 20 avril.

4- «Par sa présence et le déploiement de 15000 de ses flics, c'est à l'histoire de la lutte (au Pays Basque) que Macron veut s'en prendre. Il veut nous cracher au visage une fois encore, en jouant au roi, barricadé derrière ses forces brutales de répression, nous faisant croire qu'il agit pour le bien commun. Alors, pour cette année, la plage. Contre le sommet du G7 et pour la semaine intergalactique, venez soutenir les forces déjà vives au Pays Basque, du 19 au 26 août prochains.» Le thème général sera l'inter-connexion des luttes, notamment en vue du lendemain du G7 (comment mieux se connaître, continuer de s'organiser...)
5- Le parti de la gauche abertzale au Pays Basque sud, Sortu, affiche un parti pris de totale non-violence depuis que ETA a abandonné la lutte armée et que s'est enclenché un «processus de paix», toujours aussi unilatéral.

Vient de paraître

Murray Bookchin

Pouvoir de détruire, pouvoir de créer
Vers une écologie sociale et libertaire
éd. L'Echappée

Faut-il encore présenter Murray Bookchin, depuis que les kurdes du Rojava s'en sont inspirés, en ont fait une star, et que le municipalisme (plus ou moins libertaire) est en débat dans beaucoup de cercles plus ou moins libertaires ? C'est peut-être justement à cause de cette soudaine célébrité, un peu limitée à ses idées de la dernière période de sa vie, qu'il faut rappeler la très longue et complexe vie militante de Bookchin, et ses écrits extrêmement foisonnants.

Disons que ce militant de toujours est passé par le marxisme et l'anarchisme associés à une attention constante à l'écologie, pour aboutir ensuite à ce qu'il a appelé le « communalisme », la théorie qui sous-tend un municipalisme fédéraliste. Cet ancien ouvrier passionné de philosophie et de polémique devenu professeur d'écologie sociale et fondateur d'un institut du même nom a martelé un même message, de plus en plus affiné, durant les 40 dernières années de sa vie, et jusqu'à sa mort en 2006. Pour dire les choses sommairement : dans la lutte que nous devons mener à la fois contre le capitalisme et contre l'état et pour l'écologie et la justice sociale, de manière inséparable, le chemin et le but passent par la décentralisation, la démocratie directe dans des collectivités de taille humaine.

Le recueil de textes publié par l'Echappée a l'intérêt, précisément, de nous donner une sélection d'écrits très variés de Bookchin qui s'étalent sur une très longue période, des années 60 à 1995, et qui montrent bien à la fois sa pugnacité dans le combat des idées et son souci de convaincre par des développements à la fois politiques, philosophiques et « moraux » - c'est à dire d'ordre profondément humaniste, s'adressant à nous en tant que personnes au ressenti à la fois affectif, psychologique et social, façonnées par l'économie de marché et en révolte contre elle.

Ce ne sont pas tous des textes théoriques, mais aussi des textes de combat : le premier est un manifeste pour le petit groupe écologiste, Ecology Action East, dont il faisait partie dans les années 60, tandis que la « Lettre ouverte au mouvement écologiste » illustre sa lutte contre les tendances réformistes de « l'environnementalisme » et énonce clairement sa définition très précise et radicale de l'écologie sociale.

Quel que soit le sujet, on est frappé par deux leitmotifs constants : d'une part, la dénonciation de la domination sous toutes ses formes, de l'humain sur l'humain (avec un accent particulier sur la domination de l'homme sur la femme, des vieux sur les jeunes, d'un groupe ethnique sur un autre...) et d'autre part, les longs développements sur « ce qui pourrait être », en contrepoint de ses dénonciations.

Quand on lit Bookchin, on n'est pas toujours d'accord avec lui : ses positions sur la possibilité de faire un usage libérateur d'une technologie redessinée par ses utilisateurs sont très contestées, de même que son municipalisme libertaire (voir la critique publiée par CA en janvier 2001). Mais en tout cas, on est toujours stimulé : il donne envie de débattre, et de se battre.

H.A.

Traduction de Helen Arnold, Daniel Blanchard et Renaud Garcia Textes choisis et commentés par Helen Arnold, Daniel Blanchard, Renaud Garcia et Vincent Gerber
Préface de Daniel Blanchard
204 pages | 14 x 20,5 cm isbn 978-23730905-1-2 18 euros

chroniques du contrôle et de la répression

Big Brother

Loi anticasseurs définitive … provisoirement !

La loi dite anticasseurs, a été publiée au Journal Officiel le jeudi 11 avril.

Le texte, définitivement adoptée par le Parlement en mars, avait été partiellement censuré début avril par le Conseil Constitutionnel. Ce dernier n'avait pas validé un article qui donnait à l'autorité administrative le pouvoir d'interdire de manifestation toute personne présentant une « menace d'une particulière gravité pour l'ordre public ». Inspirée de l'interdiction de stade, cette mesure s'accompagnait d'une inscription au fichier des personnes recherchées (FPR) qui ainsi disparaît. Le Conseil constitutionnel a, en revanche, validé les deux autres dispositions controversées de la loi : l'article 2, qui autorise les fouilles de sac et de véhicule dans les manifestations et à leurs abords sur réquisition du procureur, et l'article 6, qui crée un délit de dissimulation volontaire du visage puni d'un an d'emprisonnement et 15 000 euros d'amende.

A noter que Bruno Retailleau, sénateur Les Républicains, à l'origine de la proposition de cette loi, a réclamé après la censure du Conseil Constitutionnel « un réexamen » par le Parlement de la mesure sur les interdictions administratives de manifester. Cela ne se fera pas … cette fois-ci ! Mais ce sera très certainement que partie remise. En effet, le Conseil Constitutionnel n'a pas invalidé le PRINCIPE de ces interdictions administratives de manifester mais il a seulement considéré cette disposition trop floue sur l'appréciation des motifs susceptibles de justifier l'interdiction par un préfet. Ne crions donc pas victoire !

Sources : lemonde.fr, Rennes DTR, …

Tentatives de l'Etat d'enrayer la solidarité avec les migrants

L'association la Roya Citoyenne qui dénonce la carence de l'Etat dans la prise en charge effective des mineurs et des demandeurs d'asile, à la frontière franco-italienne comme dans la vallée continue, depuis 3 ans, de subir la répression policière. Le mercredi 13 mars 2019 à l'aube, sept personnes, dont 3 membres du Conseil d'administration de l'association Roya citoyenne, ont été interpellées dans un déploiement inouï de forces de police armées. Cette opération a été menée sur commission rogatoire d'un juge d'instruction de Nice par l'Office Central pour la répression de l'immigration irrégulière et l'emploi d'étrangers sans titres, qui a dépêché une soixantaine de gendarmes des brigades de Eze, Menton, La Turbie, Cap d'Ail, La Trinité, Villeneuve-Loubet…

Plus de 30 heures de garde à vue pour « aide à l'entrée et au séjour irrégulier », des interrogatoires sans fin révélant des placements sur écoutes de plusieurs d'entre eux depuis bientôt un an, des perquisitions accompagnées de chiens, avec saisies des ordinateurs de la trésorière et de la chargée de communication, ainsi que de son téléphone portable, de pièces comptables, manifestement à la recherche d'une incrimination pour « bande organisée » pour, in fine, des libérations sans suite… L'enquête se poursuit néanmoins ! De toute évidence, les pouvoirs publics visent à rendre impossible le fonctionnement de l'association.

Au niveau judiciaire la répression tombe aussi en complément. C'est ainsi que Loïc, membre de l'Anafé (association nationale d'assistances aux frontières pour les étrangers), vient d'être condamné par la cour d'appel d'Aix-en-Provence à 3 000 euros d'amende avec sursis pour « aide à l'entrée d'un étranger en France » alors même qu'il avait été relaxé par le tribunal correctionnel de Nice en première instance le 14 mars 2018.

Sources : roya-citoyenne.fr ; anafe.org

Un outil indispensable : la Boîte à fichiers de l'Anafé

Il existe une pléthore de fichiers. Leur complexité tient au fait qu'ils sont nombreux mais également à la superposition de fichiers nationaux, européens et internationaux.

L'association nationale d'assistance aux frontières pour les étrangers (anafé) a rassemblé des informations concernant les fichiers utilisés dans le contrôle des frontières, à l'égard des personnes étrangères mais également de citoyens européens.

Si la surveillance des personnes est un objectif connu de longue date du fichage, un changement d'échelle et de perspective s'est opéré pour s'adapter aux grands changements des politiques européennes. La Boîte à fichiers ainsi créée est un outil rassemblant des informations concernant la date de création, les objectifs, le contenu des données, les critères d'inscription dans le fichier, les autorités compétentes, l'accès au fichier, la durée de conservation, l'interconnexion avec d'autres fichiers, les lois qui régissent le fichier, comment obtenir la communication et la rectification des données, pour les fichiers suivants : AGDREF 2 (Application de Gestion des Dossiers des Ressortissants Etrangers en France) ; DNA (Dispositif National d'Accueil des demandes d'asile) ; FAED (Fichier Automatisé des Empreintes Digitales) ; Fichier S (Atteinte à la sûreté de l'Etat) ; FNAEG (Fichier National Automatisé des Empreintes Génétiques) ; FPR (Fichier des Personnes Recherchées) ; GESTEL (Gestion de l'Eloignement) ; GIPI (Gestion Informatisée des Procédures d'Immigration) ; INEREC (Instruction et Recours) ; OSCAR (Outil de Statistique et de Contrôle de l'Aide au Retour) ; RMV2 (Réseau Mondial Visa) ; SILCF (Système Informatisé concourant au dispositif de Lutte Contre les Fraudes) ; TAJ (Traitement d'Antécédents Judiciaires) ; TES (Titre Electronique Sécurisé) ; VISABIO (Visa Biométrique) ; EURODAC (EU Biometric Data Base) ; SIS II (Système d'Information Schengen) ;VIS (Visa Information System) ; API-PNR (Advance Passenger Information - Personal Name Record) ; EUROPOL (European Police Office) ; INTERPOL (Organisation Internationale de Police criminelle).

Source : anafe.org

Le RSA sera-t-il supprimé aux manifestants ?

Une proposition de loi a été déposée à l'Assemblée nationale le 20 mars 2019 par 22 député-e-s de Droite. Elle vise à suspendre, pour une durée maximum d'un an, les droits au revenu de solidarité active pour les personnes qui se rendent coupables d'exactions lors des manifestations et qui se trouvent être bénéficiaires de cette prestation.

Source : assemblee-nationale.fr

Parcoursup : un fichage C des lycéennes et lycéens ?

Cette année, sur la « fiche avenir » de Parcoursup qu'ils doivent remplir pour chacun de leurs élèves, les professeurs principaux de terminale voient apparaître la rubrique « engagement citoyen », et doivent absolument y cocher soit oui soit non, car il est impossible de ne rien cocher !!! Demanderait-on maintenant aux professeurs principaux de faire le tri entre leurs élèves « bons citoyens » et « mauvais citoyens ». Un prof aurait-il dorénavant la compétence d'évaluer ses élèves sur leurs activités extra-scolaires ?

Source : CGT Educ'action

Brother

Occupation d'un lycée débouchant sur le fichage S

Le 22 mai 2018 alors qu'une manifestation du service public se termine à Paris, le lycée Arago est occupé par des lycéens et des grévistes afin de tenir une assemblée générale contre le dispositif Parcoursup. Immédiatement la police intervient dans l'établissement pour interpeller et placer en garde à vue 102 occupants dont 40 mineurs.

Ces lycéens seront parqués pendant des heures dans des bus de la police, puis dans les cellules de différents commissariats parisiens, fouillés des dizaines de fois, empêchés de boire ou d'aller aux toilettes, les conditions de leur privation de liberté, —qui a duré jusqu'à 79 heures pour certains—, sont alors largement dénoncées.

Plusieurs mois après, au moins trois de ces lycéens devenus étudiants ont constaté, lors de leurs déplacements à l'étranger, qu'ils faisaient systématiquement l'objet de vérifications d'identités prolongées aux postes de frontière ainsi que d'attentes inexpliquées au cours desquelles serait mentionnée à demi-mot l'existence d'une « fiche S » à leur endroit. Ce jeudi 21 mars 2019, l'une des prévenues du lycée Arago, contre laquelle les poursuites avaient été abandonnées à l'audience, a averti son avocat qu'au deuxième jour de son voyage scolaire en Italie, des policiers italiens étaient venus interroger ses professeurs à son sujet. Une telle pratique ne laisse guère de doute quant à l'existence d'un fichage « S », soit « atteinte à la sûreté de l'Etat », la concernant. D'ailleurs, c'est toujours aux passages des frontières que nous pouvons nous apercevoir que nous sommes victimes d'un tel fichage criminalisant.

Les fiches S sont couvertes par le secret défense. Les personnes fichées ne sont donc pas autorisées à accéder à leur contenu et sont donc dans l'incapacité d'en contester la véracité ou la légitimité. Elles ont cependant la possibilité de saisir le Conseil d'État afin qu'il vérifie la légalité de ce fichage ainsi que les mentions qui y figurent.

Source : lundimatin

Des micros bientôt installés dans la rue, à Saint–Etienne, sous couvert de « lutte contre l'insécurité »

C'est à Tarentaize-Beaubrun-Couriot, un quartier de St-Etienne de près de 8000 habitants, que va être instaurée la pose d'une cinquante de capteurs de sons ayant pour but d'alerter la police municipale en cas de « bruit suspect ». Après le système de reconnaissance faciale imposé à Nice, nous assistons à une nouvelle attaque liberticide. Ces capteurs seront capables de détecter certains sons alarmants, comme celui de verre qui se casse ou d'un coup de feu. S'ils détectent un tel bruit, une alerte automatique sera envoyée à la police. La remontée de ces alertes sonores transitera par une plateforme développée par Serenicity, société stéphanoise spécialisée dans la sécurité informatique et des réseaux. Les capteurs, dont le format est à peine plus gros qu'une pièce de deux euros, seront placés en hauteur, pour disposer d'un meilleur angle pour traquer les bruits. Différentes technologies pourront être utilisées pour transmettre l'information aux services de police : LoRA, 3G ou 4G, Wi-Fi. La start-up stéphanoise se veut rassurante. Ses dirigeants assurent que ce ne sont pas des micros. Les boîtiers ne permettront donc pas d'enregistrer des sons (par exemple des conservations), ni de les écouter. Ils agissent plutôt comme des systèmes d'alarme classiques. « D'un point de vue législatif, à partir du moment où on n'enregistre rien et que l'émetteur du son ne peut être identifié, on peut faire ce que l'on veut. Il n'existe aucun cadre juridique. La Commission nationale informatique et libertés (Cnil) a d'ailleurs donné son feu vert pour cette expérimentation », affirme Fabrice Koszyk, dirigeant de Serenicity

Source : revolutiopermanente.fr

La Cour nationale du droit d'asile (CNDA) est dans la tourmente.

Une grève des avocats perturbe depuis le 14 mars la tenue des audiences de cette juridiction administrative qui examine les recours des demandeurs d'asile déboutés par l'Office français de protection des réfugiés et apatrides (Ofpra). Les avocats spécialisés dans ce contentieux sont vent debout contre la mise en œuvre d'une disposition de la loi asile et immigration de 2018, qui permet de rendre obligatoires les vidéo-audiences pour les demandeurs d'asile relevant des tribunaux administratifs de Nancy, de Lyon et de Strasbourg. Selon cette expérimentation, la cour siège dans ses locaux à Montreuil (Seine-Saint-Denis), tandis que le requérant, éventuellement accompagné d'un avocat et d'un interprète, est entendu à travers un écran vidéo depuis une salle à Lyon ou à Nancy. Un procédé jugé inhumain par les avocats grévistes.

Mercredi 27 mars, la présidente de la CNDA, Dominique Kimmerlin, a reçu une délégation composée de bâtonniers, du Conseil national des barreaux et de la Conférence des bâtonniers, pour négocier une sortie de crise alors que le mouvement provoque des reports massifs d'audiences. La réunion n'a pas débouché.

Source :lemonde.fr

Coup d'arrêt judiciaire au fichage des manifestants

Florian avait été condamné en première instance à 6 mois d'emprisonnement avec sursis pour des violences, outrage et rébellion à l'encontre de policiers qui tentaient de le contrôler, au cours d'une manifestation contre la loi travail organisée le 15 septembre 2016, à Nancy. Alors qu'il se trouvait en garde à vue, il avait refusé de se soumettre à un prélèvement salivaire destiné à le faire inscrire au Fnaeg, le Fichier national automatisé des empreintes génétiques ; de même, il s'était opposé, « pour ne pas participer à une entreprise de fichage généralisé », à la prise de ses empreintes digitales en vue d'une inscription au Fnaed, le Fichier national automatisé des empreintes digitales. Pour ces deux infractions, Florian avait écopé de deux mois supplémentaires, également assortis du sursis. Florian avait fait appel à ce jugement.

Si elle confirme sa condamnation pour son comportement violent envers les forces de l'ordre, la cour d'appel le relaxe pour les deux délits de refus de se soumettre aux relevés d'empreintes. Elle reconnaît que les délits de violences, d'outrage et de rébellion entrent bien dans le champ d'application de l'article 706-55 du Code de procédure pénale autorisant les relevés pour une inscription au Fnaeg. Mais la cour estime que ces mesures ne respectent pas, « en l'espèce », le « principe de proportionnalité » qui doit prévaloir entre l'atteinte au respect de la vie privée, d'une part, et le but poursuivi (la sûreté et l'ordre public), d'autre part. Visant l'article 8 de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme sur le droit à la vie privée et les « ingérences » dont un État peut se prévaloir, les magistrats nancéiens ont estimé que l'équilibre n'avait pas été respecté dans cette affaire. A noter que l'arrêt de la cour de Nancy reprend presque mot pour mot les termes de l'arrêt Aycaguer contre France, rendu en 2017 par la Cour européenne des droits de l'homme et condamnant la France pour atteinte disproportionnée à la vie privée. Rappelons que Jean-Michel Aycaguer, est un agriculteur des Pyrénées-Atlantiques, faucheur d'OGM, qui avait été condamné en appel à 500 euros d'amende pour avoir refusé de se soumettre à un prélèvement biologique destiné au Fnaeg.

Source *Le point*

Quand on lutte pour un, on lutte pour tous

Le 30 mars 2017, Angelo Garand, membre des gens du voyage est tué de 5 balles par 2 gendarmes de l'antenne du GIGN de Tours. Le 28 septembre 2018, c'est Henri Lenfant, également membre des gens du voyage, qui a été abattu d'une balle dans la nuque par l'antenne du GIGN de Reims. Voici les paroles de ces deux familles compilées et restituées par un camarade lillois, paroles qui sont l'expression de leur douleur mais surtout le récit de leur combat face à l'institution judiciaire et policière.

Angelo Garand, non-lieu inique couvert par la Loi (1)

Cela fait deux ans que notre cher Angelo a été exécuté sans sommation, de 5 balles dans le torse, par deux gendarmes d'un commando de l'antenne GIGN de Tours venu l'interpeller à Seur (village de Sologne au sud de Blois), pendant un repas de famille ; deux ans que chaque 30 du mois, nous revivons la terreur du 30 mars 2017 ; deux ans que nous avons rejoint la grande famille combattant depuis des décennies l'impunité quasi-garantie par l'État à ses agents de la force publique qui en abusent. Dans la mort d'Angelo, une juge n'ayant pas instruit l'enquête a ordonné un non-lieu à Blois en octobre 2018, au prétexte que les tueurs auraient agi en légitime défense. Il est exceptionnel que la justice ose, sur ce motif, préserver les auteurs avérés d'un homicide d'avoir à en être publiquement jugés, au mépris des parties adverses et de leur droit à un vrai procès. Cette décision inique a été durcie en appel à Orléans le 7 février 2019, par un arrêt selon lequel les deux tireurs auraient tué dans le cadre légal propre aux gendarmes et policiers. Selon les termes du récent article L435-1, dénoncé par nos familles en lutte en tant que permis de tuer (2), les agents peuvent faire feu à la condition première de répondre à une « absolue nécessité et de manière strictement proportionnée ».

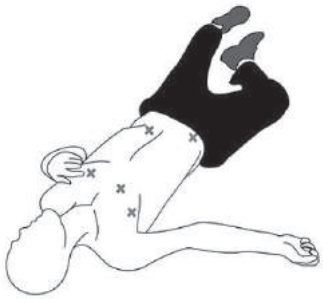
Mais en aucun cas l'interpellation d'Angelo ne nécessitait ce déchaînement de violence armée, comme en témoignent nos proches présents sur les lieux. Un procès doit avoir lieu pour que soient publiquement examinés les faits. Nous avons donc formé un pourvoi en cassation, car notre parole de Voyageuses et de Voyageurs compte. Nos vies de discriminé.es comptent. Nous menons notre combat, dans la force et la dignité de nos liens avec toutes celles et tous ceux qui luttent pour leurs mort.es, pour leurs blessé.es, avec les exilé.es, les précarisées, les racisé.es, les humilié.es, les invisibles, pour l'égalité réelle, pour nos enfants, qui ne doivent pas grandir dans cette société-là sans nous voir combattre tant qu'il le faudra son injustice. Seules nos solidarités pourront en venir à bout.

Angelo était ce Voyageur âgé de 37 ans. Il était cet homme solaire que nous aimions. Il était ce père, et récemment grand-père, ce fils, ce frère, oncle, cousin, ami…Il n'avait pas regagné la prison de Vivonne où il était détenu pour des faits de vol. Après une journée de permission de sortie familiale, il avait choisi de rester auprès des siens, de ses parents gravement malades, de ses enfants. Cela faisait-il de lui un homme à abattre six mois plus tard en guise d'interpellation ? Était-il nécessaire et proportionné de lui envoyer l'antenne du GIGN ? Était-il absolument nécessaire et strictement proportionné que ces gendarmes surentraînés, surarmés, en tenues d'assaut, se précipitent sans négociation à l'intérieur de la grange où un bruit avait trahi sa présence, pour aussitôt le cribler de balles ? Les deux tireurs ont prétendu avoir agi en légitime défense, selon un déroulement invraisemblable formellement démenti par les témoins de notre famille. Les décisions rendues reconnaissent que les deux mis en examen pour « violences volontaires ayant entraîné la mort sans intention de la donner » ont bien commis les faits. Ils ont tué Angelo mais ce ne serait pas un crime. Ils n'en seraient pas pénalement responsables, et il n'y aurait pas lieu d'en juger dans le cadre d'un vrai procès public.

Pourtant des contradictions existent entre leurs deux récits, et ceux de leurs trois collègues présents avec eux dans la remise. Mais tous s'accordent, en complicité, à prétendre qu'Angelo aurait sorti un couteau et furieusement résisté à son interpellation à mains nues ; puis à plusieurs tirs de pistolet à impulsion électrique ; puis aux premières balles. Un dernier tir ayant eu raison d'Angelo, il se serait écroulé en avant, mortellement touché. Alors le tireur déclare l'avoir d'abord menotté, puis détaché et repositionné sur le dos. L'enquête s'appuie dès lors sur une scène modifiée. Le fameux couteau est retrouvé dans le prolongement du bras droit d'Angelo, alors que son corps a été disposé ainsi par l'un de ses deux tueurs. Angelo est torse nu, alors qu'à son entrée dans la remise, il était revêtu non seulement de son pantalon de jogging, mais aussi d'un tee-shirt, jamais retrouvé ni même évoqué dans le procès-verbal.

Nous attendons peu de l'institution judiciaire. En tant que famille du Voyage, nous avons toujours eu à en souffrir et à nous en méfier. Nous savons tout du théâtre des tribunaux, des procédures et des jugements expéditifs réservés aux pauvres et aux discriminé.es. Angelo comme tant d'autres en a fait les frais toute son existence. Que ce soit dans les médias relayant la thèse de la légitime défense, que le procureur de Blois a toujours privilégiée tout en déclarant vouloir « faire la lumière » ; que ce soit dans ses réquisitions, ou dans l'ordonnance puis l'arrêt de non-lieu à poursuivre les tueurs, il y a toujours eu lieu de mettre en avant le casier du mort, et même de lui reprocher des faits non avérés, dont il ne peut plus se défendre.

Deux ans après, seule la parole des deux tueurs assermentés est tenue pour vraie par la justice. Face à eux, notre appartenance à la « communauté des gens du voyage » est sans cesse rappelée, pour justifier le dispositif disproportionné utilisé contre nous le 30 mars 2017, souligner la supposée dangerosité ayant valu à Angelo d'être tué, et disqualifier les témoins de notre famille. De nos déclarations ne sont retenues que des bribes déformées, interprétées à charge, jusqu'à en déduire que notre Angelo aurait été une personne déprimée voire suicidaire, ayant préféré la mort à l'interpellation. On se moque de nous dans ces écrits, ces décisions de papier, rendues dans un bureau puis à huis-



1 – En partie, tirées d'un texte d'appel écrit par le comité Justice pour Angelo qui a organisé une manifestation le 30 mars dernier à Blois.

2 - L'article L435-1 (du 28 février 2017) étend la possibilité pour les membres des forces de l'«ordre» de faire usage de leurs armes, dans certaines conditions.

clos, qui nous bâillonnent pour ne pas nous laisser dire en personnes ce qui s'est vraiment passé. À travers notre pourvoi en cassation, nous maintenons qu'un vrai procès public doit avoir lieu, même si ce sera toujours celui du « gitan en cavale », avant celui de ses bourreaux. C'est le moins qui nous soit dû, ainsi qu'à l'ensemble de la société. Nous exigeons la justice et nous crions la vérité car ce que nous savons, il est de notre devoir de le faire connaître et reconnaître. Nous réaffirmerons haut et fort la nécessité humaine et politique de notre combat. Plus les institutions étalent leur mépris, et plus cette nécessité est démontrée. Plus la vérité reste recouverte d'un non-lieu, et plus il y a lieu de la révéler à toutes et tous. Plus l'État nous refuse le procès auquel nous avons droit, et plus nous sommes en droit de mettre en procès ses institutions protectrices d'un ordre injuste, inégalitaire, faussement démocratique.

Henri Lenfant, même scénario, « même justice » ? (3)

Le 28 septembre 2018, les gendarmes de l'antenne du GIGN de Reims étaient en embuscade, vers 3 h du matin, près d'un camp de gens du voyage à Fouquières-les-Lens dans le Pas-de-Calais. Ils voulaient arrêter Henri dont la caravane se trouve dans ce camp et qui était soupçonné de vol dans un camion. Henri est arrivé et, alors que sa voiture était à l'arrêt, un gendarme lui a tiré, à bout portant ou presque, une balle dans la nuque. Henri n'avait aucune arme. Il n'avait pas encore 23 ans et était père de 2 petites filles de 3 et 5 ans. Henri était autoentrepreneur en récupération de ferraille. Il aimait la mécanique. Tout le monde se souvient de lui comme une personne agréable, très attentionnée et soucieuse des autres. Il était très attaché à sa famille et à ses enfants.

Réveillés par le bruit, la famille de Henri, son père et sa compagne ont voulu s'approcher pour savoir qui était le blessé qu'ils entrevoyaient. Ils ont été repoussés, menacés par des chiens policiers et par les fusils des gendarmes, cibles laser pointées sur leur corps. Les autorités leur ont caché le plus possible la vérité et ce n'est qu'à 10 h du matin et par le journal local que la famille a appris la mort d'Henri. Le gendarme a été placé sous contrôle judiciaire et mis en examen pour « violence ayant entraîné la mort sans intention de la donner ». Mais comment peut-on tirer à bout portant dans la nuque sans intention de donner la mort ? En réalité, tout semble bien indiquer qu'il s'agit d'un meurtre.

Les gendarmes et les autorités vont ensuite faire tout ce qu'ils peuvent pour que l'affaire fasse le moins de bruit possible. Comme après chaque drame semblable, ils vont salir la victime dans les médias. Un procureur va rapidement recevoir le père et la veuve de Henri, mais dans le but de les endormir ; cela se déroulera dans un petit bureau agréablement décoré, et il leur dira qu'il leur parle comme le ferait un père de famille et qu'ils n'ont pas à s'inquiéter : ce gendarme serait condamné. Quand, en mi-janvier, ils déposeront le parcours pour une manifestation à Béthune, le maire et le sous-préfet vont les harceler au téléphone, utilisant tous les arguments possibles pour les amener à annuler la manif. Mais ils ont tenu bon : la manif a bien eu lieu et la famille, ses amis, ses soutiens y ont crié, avec toute la colère et la force calme longtemps retenue, qu'ils veulent obtenir toute la vérité et qu'un procès d'assises ait lieu. Henri n'avait jamais été signalé comme violent. En réalité, quand il s'agit d'intervenir contre les gens du voyage, c'est comme quand il s'agit de le faire dans les quartiers populaires, surtout si ce sont des noirs ou des arabes ou des gitans qui sont visés : on part de l'a priori que ces gens seraient dangereux et on déclenche les grands moyens (ici l'antenne du GIGN) avec, à la clé, des violences policières et même des meurtres policiers.

Conclusion commune aux deux affaires

Nous ne sommes pas des victimes-nées, ni des délinquants génétiques, et encore moins des cobayes. Nos terrains en campagne, nos quartiers populaires en ville, ne doivent plus servir de laboratoires aux créateurs et profiteurs de nos misères, ni de zones d'entraînements pour « forces spéciales » militaires ou policières, envoyées ensuite contenir nos colères. Nous le disons depuis le début, tout le monde est concerné : cette violence d'État expérimentée de longue date sur les discriminé.es est faite pour s'étendre à la répression des mouvements sociaux, des ZAD, des gilets jaunes, avec une férocité croissante, dans le même déni médiatique, politique et judiciaire.

3 – D'après un texte écrit par la famille pour appeler à une manifestation à Béthune le samedi 19 janvier 2019.

A paraître en mai 2019

Julien Vignet

« Egoïste, point ne seras »

Esquisse d'une histoire sociale de l'associationnisme

éd. Noir et Rouge

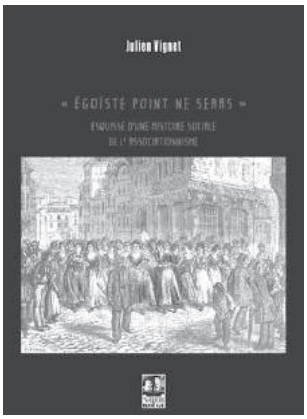
L'associationnisme est le premier socialisme, celui des partageux, et revendiquait l'auto-organisation et la solidarité entre égaux. A l'âge d'or de l'associationnisme lors de la révolution de 1848, va succéder un premier infléchissement par la répression et par un encadrement via le paternalisme et la philosophie bourgeoise de la philanthropie. La construction de l'Etat social va finir de dissoudre ce socialisme antiautoritaire, après que nombre de socialistes se soient rangés du côté de la prise de pouvoir de l'appareil d'Etat. L'associationnisme va toutefois ressurgir ici et là, en étant réinventé, notamment chez les anarchistes.

Le rapport à l'histoire s'est lentement effacé. Comme si rien auparavant n'avait existé comme rébellions, expérimentations sociales et luttes d'émancipation, comme si nous n'étions pas en partie les héritiers et héritières de celles-ci. C'est un bout de cette histoire qui est tenté d'être raconté, parce que nous ne pouvons pas laisser l'histoire aux vainqueurs. Non par seul goût pour les études sociales, mais du fait que cette histoire peut permettre de s'approprier et d'éclairer nos luttes d'aujourd'hui.

Face au développement des ravages capitalistes et industriels, il n'y a pas à chercher aveuglément la réédition des exploits des partageux. Les conditions ne sont plus les mêmes. Ils ont de toute façon échoué à renverser le « vieux monde », qui à l'époque était encore jeune. Pour autant, ils peuvent encore inspirer des pratiques et des intentions. Cet ouvrage est donc aussi une proposition, sous le signe d'un pari.

Julien Vignet, docteur en sociologie, a produit sa thèse sur *L'ambivalence des associations : du capitalisme associatif à l'espace public oppositionnel.* Il a collaboré à l'ouvrage : *La technocratie en France – Une nouvelle classe dirigeante ?* et a écrit des articles pour la revue *Contretemps.*

Illustration de couverture : Les « Vésuviennes » allant déposer une pétition à l'Hôtel-de-Ville, Bibliothèque du centenaire de 1848.



Bruno Latour

Où atterrir ? Comment s'orienter en politique

éd. La Découverte, 2017

A partir de l'élection de Trump, en 2016, le sociologue et philosophe Bruno Latour relie trois phénomènes qui, selon lui, constituent une énorme énergie politique, à condition que l'on s'en saisisse : la dérégulation (la globalisation), l'explosion des inégalités et l'entreprise systématique pour nier l'existence de la mutation climatique. Le climat est entendu comme le rapport des humains à leurs conditions matérielles d'existence. Ces phénomènes préexistent à Trump mais ils sont les symptômes d'une même situation historique incarnée par le président américain : les classes dirigeantes sont arrivées à la conclusion qu'il n'y a pas assez de place sur terre pour elles et le reste de ses habitants et donc, il n'y a plus de monde commun à partager. Le repli des Etats unis sur ses frontières signifierait cela. Pour comprendre les positions politiques depuis cinquante ans, il faut donner une place centrale à la question du climat et à sa dénégation. Pour résister à cette perte d'orientation commune, il faut atterrir quelque part, d'où le titre du livre. Ce nouveau paysage impose de dessiner une carte des positions pour redéfinir les affects de la vie publique et ses enjeux. La question climatique est au cœur des enjeux géopolitiques et elle est directement liée à celle des injustices et des inégalités : « Fin du monde » et « Fin de mois » sont bien replacés dans le même problème.

La fin d'une certaine conception de la mondialisation

Les Etats-Unis de Trump et le Royaume-Uni du Brexit ont une nouvelle attirance pour les frontières après en avoir prêché le démantèlement systématique. Cette nouvelle situation marque la fin d'une certaine conception de la mondialisation. Parallèlement à cela, l'amplification des migrations sous l'action cumulée des guerres, des échecs du développement économique et de la question climatique marque un changement de nature de la notion de sol et de territoire habitable. La crise migratoire s'est généralisée puisque nous sommes tous en migration vers des territoires à redécouvrir et à réoccuper : les migrants de l'extérieur et ceux de l'intérieur dont le monde devient inhabitable. Les ancien.nes colonisé.e.s qui ont été « modernisé.e.s » de force savent depuis longtemps ce que veut dire « se voir chassé.e.s de sa terre ». Ils sont devenus des experts sur la question de survivre à la conquête, à l'extermination et à la saisie de leur sol. Ces questions se posent à présent aux peuples « modernisateurs », les anciens colonisateurs. Ils doivent à présent apprendre de ceux qu'ils méprisaient ou « paternalisaient ». Mais en sentant que le sol est en train de céder pour tout le monde, il se fonde une nouvelle universalité par le lien qui se crée entre les uns et les autres : « Comment avez-vous fait pour résister et survivre ? », peuvent ainsi demander les anciens colonisateurs aux anciens colonisés. « Voilà ce qu'il serait bon que nous apprenions de vous, nous aussi. » Notre seule issue est de découvrir quel territoire est habitable et avec qui le partager. Revenir aux anciennes protections de l'Etat national serait vain parce que de toute façon, le nouveau régime climatique n'a pas de frontière. Il provoque des migrations qui n'ont ni forme ni nation : le climat, l'érosion, la pollution, l'épuisement des ressources, la destruction des habitats. « Ni la souveraineté des Etats ni l'étanchéité des frontières ne peuvent tenir lieu de politique ». Ce qui implique de redéfinir l'antagonisme politique pour retrouver de la puissance.

Il est nécessaire de rompre avec la première modernité qui en mettant en son centre l'individu, son enrichissement et la négation de son environnement a engendré cette situation. On peut penser une nouvelle modernité avec au centre le terrestre, les Terriens et l'écoute de toutes les interactions. Pour Latour, le Terrestre est un nouvel acteur politique. Ce qui renvoie au « Ecouter Gaïa » de la philosophe des sciences Isabelle Stengers dans son ouvrage : *Au temps des catastrophes, résister à la barbarie qui vien*t (1). Le Terrestre n'est plus le décor de l'action des Humains. Il participe pleinement à la vie publique. C'est un « nouveau monde » qui ne ressemble pas à celui que les modernes avaient jadis « découvert » en le dépeuplant préalablement. Ce qui amène à repenser tout l'antagonisme politique, notamment en renonçant aux coordonnées gauche/droite, vieilles de deux siècles et nommer les nouveaux adversaires.

Le retour de la Terre ne signifie pas le retour à la terre chère à Pétain. Le retour de la terre, ce sont par exemple les ZAD qui repolitisent l'appartenance à un sol. Les questions territoriales définissent des intérêts et des mondes : les Zadistes et les gens qui veulent construire un aéroport ne sont pas sur le même sol. Le Terrestre est fait pour se différencier en s'ouvrant. A l'inverse le local est fait pour se différencier en se fermant. Le Rassemblement national qui vient d'intégrer la question du local et des circuits courts dans son programme en est l'exemple. A partir de la pensée sur le Terrestre, nous pouvons créer de toutes pièces les lieux où les différents types de migrants vont venir habiter. Pour mener ces combats, il faut imaginer un ensemble d'alliances nouvelles, autour du changement de paradigme, celui du passage d'une analyse en termes de systèmes de production à une analyse en termes de systèmes d'engendrement. L'universelle condition, aujourd'hui, c'est de vivre dans les ruines de la modernisation, en cherchant à tâtons où habiter.

Latour nous propose une méthode pour avancer dans ces voies qu'il nous propose : la rédaction de cahiers de doléances. Il ne s'agit pas de celle d'un « grand débat » initié par un président qui avait la pétoche et qui a voulu sonder un pays pour « recadrer » la conflictualité sociale mais de renouer avec l'expérience des cahiers de doléance qui ont précédé de quelques mois les grands bouleversements politiques de 1789, avec de multiples rédactions, des descriptions précises et méthodiques de multiples terrains de vie. Il pense que ça pourrait être une voie à suivre en invitant chacun à réfléchir à partir de son quotidien et à exprimer ce qu'il veut ou refuse, à partir de l'endroit où elle.il vit, et en élargissant le champ par paliers. Personnellement, j'ai participé à un atelier animé par Latour, sur cette question, dans une salle où personne ne se connaissait avant la réunion. Cette méthode a permis un très riche débat entre les participants. Et de là, peut-être imaginer des perspectives, des alliances pour s'investir sur des terrains de lutte.

Christophe

(1) Isabelle Stengers, Au temps des catastrophes: Résister à la barbarie qui vient, La Découverte, 2013

CA 290 mai 2019 :CA 28/04/19 15:57 Page23

Antisémitisme, antisionisme. La confusion entretenue

Nous publions ce mois-ci la première partie d'un texte de Pierre Stambul qui nous montre comment s'est construite dans l'Histoire la confusion entre antisémitisme et antisionisme qui sert de socle aux dirigeants de «l'Etat juif» pour renvoyer aux oubliettes toute critique d'Israël. Une confusion sur laquelle s'appuient, hors d'Israël, les bonnes âmes qui veulent criminaliser les campagnes de boycott du pays et discréditer tout soutien à la résistance palestinienne.

Nous publierons la suite portant sur l'après seconde guerre mondiale dans le prochain numéro de CA.

Les origines des Juifs, mythes et réalités

La Bible n'est pas un livre d'histoire. L'avancée des découvertes archéologiques et des travaux historiques a permis d'aboutir aux connaissances suivantes : les Hébreux ne sont pas arrivés de Mésopotamie. Ils ne sont ni entrés ni sortis d'Égypte. Les épisodes d'Abraham et Moïse sont largement légendaires.

La conquête sanglante de Canaan par Josué, épisode sur lequel se fondent les colons de Cisjordanie pour justifier l'occupation et le nettoyage ethnique actuels, est légendaire. Les Hébreux sont un peuple autochtone, ils ne se sont pas conquis eux-mêmes.

Dans l'Antiquité, plusieurs peuples, plusieurs religions et plusieurs langues ont cohabité dans cette région. L'existence du royaume unifié est plus qu'incertaine. À l'époque présumée de Salomon et David, Jérusalem était un petit village de l'Âge de fer. Les deux premiers royaumes dont l'existence est attestée sont le royaume d'Israël, détruit en 720 av. J.-C. par les Assyriens et le royaume de Juda détruit par les Babyloniens en 586 av. J.-C. avec destruction du Temple et exode des « élites » à Babylone. Beaucoup d'historiens pensent que la Bible hébraïque a été essentiellement écrite pendant les 50 ans d'exil à Babylone.

La région sera plus tard soumise aux Perses, aux Grecs et aux Romains. Dès cette époque, la religion juive se diffuse dans de nombreuses régions.

L'exil des Juifs, après la destruction du deuxième temple de Jérusalem par l'empereur romain Titus en 70 apr. J.-C. (qui est à la base de la théorie sioniste de l'exil et du retour) n'est attesté par aucun témoignage ou chronique. Au moment de la guerre entre Byzantins et Perses au début du 7e siècle apr. J.-C, il y a encore de nombreux Juifs dans la région et ils joueront un rôle décisif.

La religion juive, pendant les premiers siècles de l'ère chrétienne a été prosélyte. On trouve à cette époque des communautés juives dans tout l'empire romain, mais ce sont essentiellement des convertis.

Après la chute de l'empire romain, il y aura deux grandes vagues de conversion au judaïsme. Celle de plusieurs tribus berbères au Maghreb et celle de l'empire Khazar, empire turco slave entre Mer Caspienne et Mer Noire entre le 8e et le 10e siècle apr. J.-C . On doit donc considérer que les Juifs sont majoritairement descendants de convertis de différentes époques et différentes régions. Et que les descendants des Juifs de l'Antiquité sont essentiellement ceux qui n'ont pas bougé, les Palestiniens. Des peuples juifs vont se former (les peuples yiddish, séfarade, judéo-berbère, judéo-yéménite …) mais il ne semble pas pertinent de parler d'un peuple juif unique.

De l'antijudaïsme chrétien à l'antisémitisme racial

Dans l'empire romain, plusieurs religions ont été en concurrence : culte d'Isis, culte de Mithra, judaïsme, christianisme (qui est au départ une dissidence du judaïsme), arianisme (qui est une dissidence du christianisme). Quand le christianisme l'emporte au 4e siècle ap JC, il s'en prend aux Juifs. Ceux-ci sont accusés d'être le peuple déicide, de commettre des crimes rituels, de vouloir dominer le monde. De nombreux métiers leur sont interdits, et surtout ils n'ont pas droit à posséder la terre. Ils sont enfermés dans des quartiers qui prendront plus tard les noms de juderia ou de ghetto. Dans les royaumes chrétiens, on va souvent leur confier les métiers interdits aux Chrétiens : la banque et l'usure. S'il y a eu quelques moments calmes dans l'histoire des Juifs européens, cette histoire est marquée par de nombreuses expulsions, des spoliations, des massacres (qui prendront plus tard le nom de pogroms) et l'expulsion d'Espagne (1492). L'inquisition pourchassera même les marranes, ces Chrétiens descendants de Juifs convertis (de force), inventant là la notion de « race » juive.

Et dans le monde musulman ? On trouve dans le Coran des passages contradictoires sur les Juifs. Mais ceux-ci ont bénéficié du statut de dhimmi (= protégé) avec d'autres « religions du livre » (chrétiens, zoroastriens). Ils n'ont pas eu la citoyenneté qui n'existait nulle part, ils payaient l'impôt à la différence des musulmans, mais ils n'ont jamais subi de massacres ou d'expulsions comme en Europe.

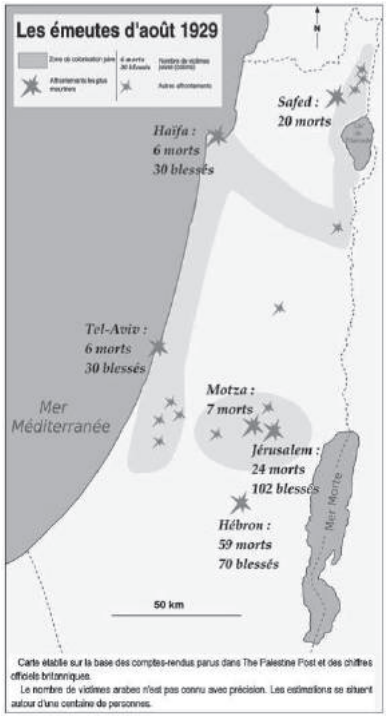
L'émancipation des Juifs européens commence en Allemagne, puis en France dès le 18 e siècle. Petit à petit, les Juifs sortent du ghetto. Ils acquièrent en France la citoyenneté. Les Juifs deviennent alors une minorité invisible, obstacle à la construction d'États ethniquement purs sur les ruines des empires déclinants. Vers 1850, plusieurs « théoriciens » (Gobineau, Chamberlain, Marr …) inventent les concepts de races aryenne et sémite. Cette époque voit aussi le développement des idées eugénistes. Et c'est le début d'un colonialisme triomphant qui répand l'idée, pour se justifier, que des peuples développés apportent la civilisation à des populations arriérées.

Le mot « antisémite » est une invention de l'ennemi (Wilhelm Marr), mais il s'imposera alors qu'il n'y a pas de race sémite et que les Juifs ne sont pas les descendants des Judéens de l'Antiquité.

La plupart des dirigeants européens seront gagnés par cet antisémitisme. Les stéréotypes de l'antijudaïsme chrétien demeurent, mais s'y ajoute le fait que les Juifs comploteraient pour dominer le monde (voir le Protocole des Sages de Sion, faux fabriqué par la police tsariste).

La situation des Juifs européens à la fin du 19e siècle

La majorité des Juifs du monde entier vit à cette époque dans un seul pays : l'empire russe. Cet empire compte 135 millions d'habitants au recensement de 1881 dont 6 millions de Juifs. Dans la « zone de résidence » (Pologne, Ukraine, pays Baltes …), ils forment 10% de la population. Les Juifs de cet empire sont massivement des prolétaires, ouvriers, colporteurs, artisans et ils vivent dans la misère.



Pour empêcher la montée des idées révolutionnaires, le régime tsariste va mener une politique antisémite ouverte et organiser des pogroms. Ces persécutions provoqueront une émigration massive vers l'Europe Occidentale et surtout vers l'Amérique (États-Unis, Argentine…). Face aux persécutions et à la misère, de nombreux Juifs abandonnent la religion et se rallient à des mouvements révolutionnaires. On trouvera des Juifs en nombre dans tous les courants (Bolcheviks, Mencheviks, Socialistes Révolutionnaires, Anarchistes …). Il y aura même un parti révolutionnaire juif, le Bund, revendiquant l'autonomie culturelle sur place dans le cadre de la révolution. Ces Juifs pensaient que leur émancipation, comme minorité opprimée, passait par l'émancipation de toute l'humanité.

Les Juifs religieux « haredim » (orthodoxes) prônent la soumission aux autorités. Mais ils refuseront très majoritairement le sionisme pour des raisons religieuses. Pour eux, il est interdit de retourner en terre sainte avant l'arrivée du Messie.

En Europe Centrale et Occidentale, la situation sociale des Juifs est meilleure. La grande majorité des Juifs voudraient s'intégrer, mais il y a contre eux toute une série d'interdits sociaux ou professionnels. Pour les antisémites selon les mots d'Hannah Arendt, les Juifs sont des parias asiatiques inassimilables.

Les caractéristiques de l'idéologie sioniste

Il y a eu, dès le 17 e siècle, un sionisme chrétien dans le monde protestant anglo-saxon. Pour ces religieux, le retour des Juifs en terre sainte favoriserait le retour du Christ. Pour ces millénaristes, les Juifs devraient alors se convertir à la vraie foi, sous peine de disparition.

Le sionisme juif apparaît à la fin du 19 e siècle avec la parution du livre « L'État des Juifs » de Theodor Herzl, un bourgeois de l'empire austro-hongrois. Les sionistes considèrent que l'antisémitisme est inéluctable et qu'il est vain de vouloir le combattre. Le sionisme, dès le départ, est une théorie de la séparation qui affirme que Juifs et non Juifs ne peuvent pas vivre ensemble, ni dans le pays d'origine, ni dans le futur État juif. Du vivant même d'Herzl, sionistes et antisémites partagent le même but : qu'un maximum de Juifs quittent l'Europe. Cette idée sera violemment combattue, tant par les Juifs laïques que par les religieux.

Les sionistes imitent les nationalismes européens, ceux qui mèneront aux boucheries des deux guerres mondiales, en revendiquant le slogan simpliste et meurtrier « un peuple = un État ». Mais ce nationalisme est très particulier puisqu'il invente le peuple, la langue (les Juifs d'Europe orientale parlaient yiddish, il y avait d'autres langues juives, ladino, judéo-arabe. L'hébreu était réservé à un usage religieux) et la terre.

Le sionisme va s'appuyer sur les dirigeants antisémites de l'Europe et sur les grandes puissance coloniales pour entreprendre une conquête coloniale de la Palestine. Il s'agit là d'un colonialisme particulier qui ne vise pas à asservir le peuple colonisé, mais à le remplacer et à l'expulser. Les premiers colons sionistes vont acheter des terres à des féodaux absents pour expulser les métayers présents.

Le sionisme va entreprendre une gigantesque manipulation de l'histoire, de la mémoire et des identités juives en affirmant qu'après 2 000 ans d'exil, les Juifs font leur retour dans leur patrie. Les premiers dirigeants sionistes étaient agnostiques (comme Herzl) ou athées (comme Ben Gourion). Ils ont utilisé la Bible comme un livre de conquête coloniale. La blague qui se raconte à leur sujet, c'est « Dieu n'existe pas, mais il a donné cette terre au peuple juif ».

Le sionisme a été dès le départ négationniste sur l'existence, les droits et la dignité des Palestiniens. Ce mot était proscrit (on parlait des Arabes) et la Palestine était forcément « une terre sans peuple pour un peuple sans terre » pour reprendre les mots d'Israël Zangwill.

C'est un dirigeant antisémite, Balfour, un chrétien sioniste, qui va leur donner la Palestine avant même que la Grande Bretagne ne l'ait conquise (1917). Il n'y a pas de contradiction entre le Balfour dénonçant les Juifs polonais venus prôner la révolution à Londres et le sioniste. Pour lui, les Juifs en émigrant devenaient des colons européens en Asie.

La construction d'une société séparée

On croit souvent à tort qu'Israël est une réparation après le génocide nazi. C'est oublier que l'ensemble des institutions du futur État d'Israël, qui ont expulsé le peuple palestinien de son propre pays, ont été créées des décennies avant le génocide. La Banque Coloniale Juive date de 1898. Le Fonds National Juif, celui qui plante des arbres là où il y avait un village palestinien, date de 1901. Le syndicat Histadrout, fondé en 1920 a pour article n°1 de ses statuts la « défense du travail juif ». Sa première action, dès sa création, fut de lancer une grève sur le thème « boycottez les magasins arabes, achetez juif ». Déjà l'idée de la séparation. La Histadrout a fondé la compagnie de travaux publics Solel Boneh (qui construira plus tard les colonies), la compagnie de navigation Zim, la banque Hapoalim, la compagnie de bus Egged, les caisses de sécurité sociale (qui doivent des millions de shekels aux Palestiniens licenciés), la compagnie des eaux Mekorot (qui vole aujourd'hui l'eau aux Palestiniens) et même la Haganah, ancêtre de Tsahal. Le colonisateur britannique donnera à ces institutions et à l'Agence Juive le droit de quasiment tout gérer : l'éducation, la poste, la santé, les transports.

Les kibboutz, souvent cités comme exemple de socialisme, étaient interdits aux Palestiniens. La colonisation individuelle étant impossible, ils ont été essentiellement un instrument de conquête, y compris militaire. Ils ont été installés aux frontières, en Galilée où vivaient beaucoup de Palestiniens et en bordure du désert du Neguev. Aujourd'hui les cantines des kibboutz ont été privatisées, ils sont côtés en bourse et l'activité principale bien souvent n'est plus l'agriculture mais la fabrication de matériel militaire.

Le mouvement sioniste s'est divisé à partir de 1920. La majorité était plutôt social-démocrate. L'autre courant (qui a pris le nom de révisionniste) a été fondé par Vladimir Jabotinsky. Celui-ci a été, dès le départ, un admirateur du fascisme italien et c'est à Civitavecchia que se trouvait la radio des révisionnistes.

Les Palestiniens se sont révoltés à plusieurs reprises (1920, 1929 et 1936-39) en constatant que la colonisation sioniste

Marek Edelman

avait pour but de les expulser. La Haganah et l'armée britannique les ont réprimés ensemble. La répression de 1936 fera 12 000 morts. Dès les années 1930, il y a un consensus dans les élites sionistes, tous courants confondus, sur le concept de « transfert », c'est-à-dire l'expulsion des Palestiniens au-delà du Jourdain.

Beaucoup de Juifs sont arrivés en Palestine parce qu'ils ne savaient pas où aller. Il convient de distinguer la population juive de l'idéologie sioniste. En 1944, il y a des élections syndicales dans le « Yichouv », c'est-à-dire dans la population juive de la Palestine mandataire. 45 % se prononcent pour un État binational. Mais l'idéologie sioniste avait prémédité de longue date l'expulsion des Palestiniens et ce courant pour le « vivre ensemble » disparaîtra aux premiers coups de feu de la guerre de 1948.

En Europe, le sionisme est resté minoritaire chez les Juifs jusqu'au déclenchement de la guerre, comme en témoignent les élections en Pologne et dans les pays Baltes où le Bund était en tête dans les zones à forte population juive. Pour le Bund, le sionisme, c'était le parti de la bourgeoisie.

Le génocide nazi

Dès l'arrivée d'Hitler au pouvoir, les Juifs du monde entier se mobilisent contre le nazisme. Ils seront nombreux à s'engager pendant la guerre d'Espagne. Pourtant en 1933, les sionistes signent avec les autorités nazies les accords de Haavara (= transfert) qui permettent aux Juifs allemands de partir en Palestine avec leurs biens. Il y a des contreparties : qu'il n'y ait aucun boycott de l'Allemagne et que le Yichouv consomme les produits allemands. Cet accord durera jusqu'en 1939.

Il ne peut y avoir aucun doute sur l'ampleur du génocide nazi. Entre la « Shoah par balles » menée par les Einzatzgruppen et les camps d'extermination, il y a bien eu 6 000 000 de juifs exterminés. Quand Nétanyahou déclare qu'Hitler ne voulait pas tuer les Juifs et que c'est le grand Mufti de Jérusalem qui lui a soufflé l'idée, c'est une déclaration révisionniste (même si effectivement le mufti a été un collabo).

Il y a eu, dans l'Europe occupée une résistance juive, mais elle a été essentiellement communiste, bundiste et parfois sioniste. Quand les dirigeants israéliens évoquent aujourd'hui la révolte du ghetto de Varsovie, ils omettent volontairement de parler du bundiste Marek Edelman (commandant en second de l'insurrection), resté antisioniste jusqu'à sa mort (2009).

Les dirigeants sionistes du Yichouv, pendant l'extermination, ont continué de privilégier la construction d'un État juif sur toute autre considération. Pire, les révisionnistes qui avaient créé en 1937 un groupe terroriste, l'Irgoun (dirigé par Menahem Begin), ont déclaré la guerre à la Grande-Bretagne en 1939 quand celle-ci a fait cesser l'immigration juive en Palestine. Issu de l'Irgoun, le groupe Stern a continué d'assassiner des soldats britanniques jusqu'en 1944 et a même fait des offres de collaboration aux Nazis. Ce qui n'a pas empêché son dirigeant, Yitzhak Shamir, d'être Premier ministre d'Israël dans les années 1980-90. Pourquoi ne dit-on jamais qu'Israël a eu un Premier ministre collabo ?

Après la chute du nazisme, l'Europe va se débarrasser de sa responsabilité majeure dans l'antisémitisme et le génocide sur le dos des Palestiniens. Pour les rescapés, les puissances victorieuses n'ont offert qu'une seule destination possible : la Palestine mandataire. Ces rescapés vont jouer, souvent malgré eux, un rôle majeur dans la création de l'État d'Israël. Ils seront néanmoins fort mal accueillis. Les sionistes opposaient leur prétendue résignation face à la chambre à gaz au courage du soldat israélien combattant les Arabes.

La Nakba et le consensus mondial pour la création d'Israël

En 1988, l'ouverture des archives israéliennes a permis de confirmer ce que les Palestiniens avaient toujours dit : le nettoyage ethnique (Nakba = catastrophe) était prémédité et il a été accompagné de nombreux crimes de guerre, celui de Deir Yassin étant loin d'être un cas unique. Environ 800 000 Palestiniens ont été chassés de chez eux. Les troupes sionistes connaissaient parfaitement les villages palestiniens. L'aviation

Combattants de la milice d'Israël qui a précédé l'État occupant le village de Deir Yassin, avril 1948.
La plupart des chercheurs établissent que 110 habitants du village y ont été tués.

et les exécutions sommaires ont joué un grand rôle. Le plan Daleth (la lettre D en hébreu) prévoyait une expulsion totale. Ceux qui ont pu rester sont quelque part des miraculés. La propagande sioniste affirme régulièrement que « les Arabes sont partis d'eux-mêmes » et que leur « armée est la plus morale du monde », ce qui est une forme de négationnisme absolu. Elle agite régulièrement la menace que les Juifs soient jetés à la mer. En 1948, les Palestiniens ont été jetés à la mer par dizaines de milliers à Jaffa, Haïfa, Ashkelon, Saint-Jean d'Accre ...

La communauté internationale a une responsabilité énorme. Les deux nouvelles super puissances, les États-Unis et l'URSS, ont permis le vote du plan de partage de novembre 1947 à l'ONU (avec même « achat » de quelques votes). Ce plan donnait 54 % du territoire au futur État juif alors que ceux-ci ne formaient qu'un tiers de la population. Aussitôt, la guerre éclate. L'embargo sur les armes fonctionne mais pas pour Israël qui recevra des armes, notamment venues des pays « communistes ». Dans le futur État juif, il y avait 400 000 Palestiniens. La quasi-totalité d'entre eux seront expulsés avant l'entrée en guerre des pays arabes voisins.

Dans cette deuxième phase de la guerre qui commence le 15 mai 1948, le déséquilibre des forces est clair, d'autant que chaque pays arabe se bat pour ses propres intérêts. Quand il y a l'armistice, les sionistes ont conquis 78 % de la Palestine, mais il n'y aura pas d'État palestinien, la Jordanie et l'Égypte annexant ce qui n'a pas été conquis.

L'ONU vote fin 1948 la résolution 194 exigeant le retour des réfugiés palestiniens. Que fait Israël ? Le nouvel État interdit ce retour. Il entreprend la destruction systématique des villages palestiniens, s'empare des terres et efface les noms arabes des lieux. Israël est pourtant admis à l'ONU avec la mention « qu'il respecte le droit international ».

Les destructions de villages et les expulsions se poursuivront pendant des années. Les « Arabes » qui ont échappé à l'expulsion vivront sous couvre-feu jusqu'en 1966.

Les sionistes s'insurgent régulièrement en disant que la « légitimité » d'Israël est indiscutable. La Nakba n'est pas et ne sera jamais légitime.

Pierre Stambul
(à suivre)

Christchurch
L'arroseur arrosé

On sait que le « fasciste ethno-nationaliste » australien Brenton Tarrant avait décidé de diffuser en direct sur les réseaux sociaux, grâce à une caméra connectée, l'attaque qu'il a mené contre deux mosquées de Christchurch en Nouvelle Zélande le 15 mars 2019 et qui fit une cinquantaine de morts.

L'ampleur de l'émotion suscitée par ce massacre n'a pas été, en France, à la hauteur de ce qu'elle fut en d'autres occasions. Les victimes n'étaient que des musulmans dans un pays lointain dont on ne connaît que le rugby et non de jeunes sociaux démocrates suédois tués en 2011 ou des israélites massacrés à Buenos-Aires en 1994, ni même des prêtres catholiques à Tibérine où à St-Etienne du Rouvray. Passés les pleurs conventionnels, les medias ont mis très vite le focus sur la première ministre de Nouvelle-Zélande, qui a exprimé une compassion digne et convaincante envers les victimes qui tranchait avec l'attitude convenue et compassée de bien des dirigeants du monde en de pareils moments.

Mais au-delà des louanges adressées à Jacinda Adern, peu se sont penchés sur les raisons d'un tel massacre, au-delà de la folie d'un seul homme.

Le contexte Australien

Deuxième pays du monde le plus développé après la Norvège, l'Australie est pour beaucoup une sorte d'Eldorado où la vie est douce, le chômage inexistant et les vagues surfeuses ! On détourne juste un peu le regard quand on fait allusion au sort des Aborigènes, mais bon, on n'a rien sans rien : les femmes blanches y ont le droit de vote dès 1894 (les aborigènes, eux, ne l'obtiendront qu'en 1962 !), et ce fut le premier pays a être dirigé par des travaillistes !

C'est la politique australienne qui produit des Tarrant

Loin de ces clichés la réalité actuelle c'est l'obsession des deux grands blocs politiques (travaillistes et *Coalition* de droite) pour la protection des frontières, ce qui a pour effet d'amplifier progressivement un niveau de racisme envers les réfugiés déjà élevé dans la population blanche. Un ensemble complexe de visas nécessaires aux travailleurs migrants permet aux employeurs de les empêcher de revendiquer leurs droits. La surexploitation de ces travailleurs migrants ainsi que slogans à courte vue sur les «emplois australiens» que les dirigeants syndicaux adoptent ne peut qu'encourager le racisme et diviser par là même la classe ouvrière. Se crée ainsi, encouragée par de nombreux politiciens, une atmosphère islamophobe (mais de fait anti-immigrés) à partir de laquelle les fascistes australiens ont faits leur miel relayés à plein temps en dehors du Parlement, par la presse Murdoch, et les émissions de télé du matin au soir.

Il n'y a guère de différence, dans cet Eldorado australien, entre la droite dure et les fascistes en ce qui concerne les positions sur les problèmes politiques quotidiens. La différence réside encore parfois dans le diagnostic et dans les solutions qu'ils proposent pour faire face à la question de la protection des frontières. Les fascistes qui accusent des cabales mondiales (souvent des Juifs) prônent ouvertement la nécessité d'un État autoritaire et l'utilisation de la violence, tandis que les politiciens classiques misent encore sur la capacité du parlementarisme pour mener cette politique discriminatoire ! Et Brenton Tarrant, dérangé ou non du ciboulot, est le fruit direct de cette situation.

Le « scandale » du meurtre en direct

Plutôt que de se pencher sur le terreau qui a produit un Tarrent, par exemple en évoquant la politique australienne de relégation des migrants sur des îles lointaines (à Nauru ou sur l'île Christmas) dans des camps dont ils ne peuvent sortir, bien des journalistes et des politiques ont trouvé un motif d'indignation bien plus important à leurs yeux puisqu'il les concerne directement : les plateformes, qui se sont déclarées « débordées », sont accusées de n'avoir pas agi assez vite pour empêcher la diffusion du «reportage» en direct de la tuerie qui s'est répandu à des millions d'exemplaires grâce à You Tube, Twitter et Facebook (ce dernier, par exemple ne l'a supprimé que 29 minutes après le début de la diffusion). Pourquoi cette indignation ? Parce qu'il est bien plus simple d'attribuer le développement du terrorisme et du racisme à l'utilisation des réseaux sociaux par des éléments mal intentionnés, que d'en chercher les causes dans les politiques sociales, économiques et migratoires des Etats.

Même si rien n'indique véritablement que les relations de cause à effet entre racisme et présence sur les réseaux soit soient aussi déterminantes qu'on le prétend, c'est plus simple de réduire cette question à des problèmes techniques. On demande alors aux plateformes d'être plus performantes dans la traque des messages à supprimer. Mais il y a beaucoup d'hypocrisie car les efforts faits sont aussi proportionnels aux politiques des Etats : ainsi la traque des islamistes sur les réseaux est-elle devenue ces derniers temps beaucoup plus performante. En revanche les contenus racistes anti arabes ou noir sont en grande partie légitimés dès lors que des Trump ou Bolsonaro déclarent officiellement qu'il n'y a pas de danger du côté des suprémacistes blancs.

Mais de toutes les façons que la relation soit réelle ou non, ou simplement exagérée, le problème n'est ni technique ni conjoncturel, il est structurel : les réseaux sociaux ne peuvent fonctionner que sur l'émotionnel, l'image ou le texte-choc et court dans la mesure où le but du jeu c'est de toucher au plus vite (en étant vu plus que lu) le maximum de gens en un temps le plus court possible, un peu à l'image des tabloïds de la presse à scandale. Le choc des mots, le poids des photos qui avait fait les beaux jours de certains magazines des années 60 s'est actualisé avec l'utilisation de l'image en général, filmée ou non, mais qui ne peut fonctionner que sur le sensationnel et le scandaleux pour toucher (choquer) au plus vite.

L'intervention technique des « surveillants censeurs » ne peut qu'infléchir dans un sens ou dans un autre (plus de vigilance contre les islamistes que contre les suprémacistes blancs), mais nullement résoudre le problème, sauf à carrément fermer ces plateformes. Une fermeture qui serait techniquement possible (eh oui la toile n'est pas un espace de liberté incontrôlable comme le prétendaient certains naïfs il y a 20 ans !), mais politiquement impossible compte tenu des intérêts financiers énormes et déterminants dans le développement du capitalisme actuel que cela représente.

JPD

ALGÉRIE : LE SENS DU MOUVEMENT ACTUEL

Cela fait bientôt 20 ans que la société algérienne est sclérosée, et nous la pensions inerte pour longtemps. Et puis, d'une manière inattendue, l'avènement d'un mouvement démarre, mine de rien, contre le 5ème mandat du «président» Bouteflika. Ce sursaut émis de Kabylie sur les réseaux sociaux a rapidement gagné toute l'Algérie.

Les intellectuels locaux ainsi que la société civile n'ont apparemment, nous semble-t-il, pas émergé depuis la grande répression de 2001 en Kabylie. Aujourd'hui, des millions de gens occupent l'espace public et les rues des grandes villes (17 millions tous les vendredis, mais «seulement» 8 millions selon le ministère de l'intérieur algérien). L'Algérie comptant un peu plus de 40 millions d'habitants, donc c'est presque la moitié de la société qui manifeste tous les week-ends. Une telle mobilisation aurait fait tomber n'importe quel pouvoir, y compris les plus dictatoriaux, mais cela n'est pas (encore) le cas en Algérie. D'où, en filigrane ces questions :

- Quelle est la véritable nature du régime algérien ?
- L'Algérie est en mouvement, quelle analyse et où va-t-on ?
- Du non rôle apparent des islamistes
- La singularité de la Kabylie
- In fine, le mouvement est-il révolutionnaire ?

Quelle est la nature véritable du régime ?

Les analystes éclairés, de gauche notamment, ont fait un parallèle entre le système algérien et le système égyptien. Pourquoi ? Les deux systèmes sont issus de leurs armées «libératrices». La comparaison s'arrête là même s'il y eut des similitudes dans les années 70.

Pour résumer, on peut dire que le système égyptien tient sa «légitimité» du coup d'État à l'encontre de la monarchie. La dite monarchie fut renversée par ce qu'il est appelé les «officiers libres». Son vecteur tiers-mondialiste et sa lutte contre l'influence britannique donnèrent plus tard une assise étendue au monde avoisinant (Afrique du Nord notamment). Tandis que le système algérien tient la sienne du coup de force militaire contre le GPRA (Gouvernement Provisoire de la Révolution Algérienne), et contre le congrès de la Soummam qui affirmait que le politique devait primer sur le militaire (1956). L'Histoire est longue mais les actes fondateurs sont là. La nomenklatura s'est assise sur le peuple avec sa justification historique, à savoir la lutte pour l'indépendance. Il en est de même par ailleurs en Égypte… Si le parallèle entre les deux régimes était significatif dans les années 70, la comparaison s'arrête là depuis les années 1980 à nos jours. Pourquoi ? Le mouvement berbère de Kabylie a inauguré une contestation ouverte et intéressante en Algérie (Printemps Berbère d'Avril 1980). Sa dynamique a fini par déboucher sur un régime acceptant les partis d'opposition. Mais nous verrons qu'ils seront assez rapidement domptés, voire créés pour certains par le pouvoir, avant de servir de garants au régime .

Mais revenons au système. Quel est-il finalement ?

Le système algérien n'a, en réalité, pas son pareil dans le monde. Il est à la fois fondé sur des mœurs politiques fascisants et sur une démocratie de façade, essentiellement à usage externe. D'une part, le fascisme est pour nous l'accaparation absolue par les grands nantis de l'organisation de la société : finies les grèves, terminés les syndicats, plus d'oppositions car les intérêts des maîtres doivent être optimisés sans entraves. D'autre part, et c'est dans l'ère du temps, les politiques de service doivent donner au monde une image présentable du système. D'où cette désignation du régime algérien comme fascisant, compradore et pseudo-démocrate. Relevons cependant qu'il faut différencier le fascisme d'une dictature. Une dictature peut être de «gauche» ou de «droite». De gauche comme par exemple les abominables Khmers rouges, ou encore l'autoritarisme de la «révolution culturelle de Mao» ; de droite aussi comme elle est vécue à Haïti par exemple. Pour résumer, la dictature peut être de gauche comme elle peut être de droite, mais le fascisme relève exclusivement de la droite.

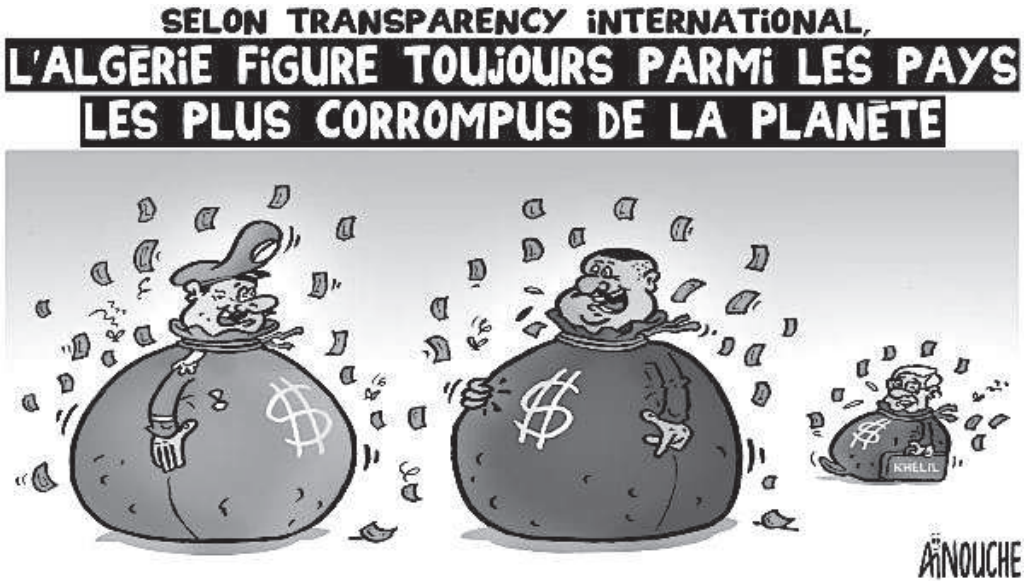
Revenons-en à l'Algérie où trois vecteurs historiques ont façonné sa colonne vertébrale :

a) L'adhésion du PPA (Parti du Peuple Algérien, ancêtre du FLN) aux phantasmes arabo-islamiques : monolithisme de la langue saoudienne que personne ne parle, et de l'islam imposé comme supra-religion. Il convient néanmoins de relever que la direction du PPA ne fut pas unanime. Les Kabyles, notamment ainsi que d'autres électrons libres, ne se sont jamais reconnus dans ce choix.

b) Le coup de force contre le congrès FLN de la Soumman (Kabylie). Les deux résolutions principales de ce congrès (1957, donc avant l'indépendance de 1962) furent la primauté de l'intérieur sur l'extérieur (i.e. les dirigeants établis à Tunis), et du politique sur le militaire (dont l'état-major était basé lui aussi à Tunis). Les plus gros des maquis étaient en Kabylie (encore). Mais les politiques, hors sol, se sont alignés à la umma (islamo-baathisme), c'est-à-dire la grande nation arabe accouplée de la religion islamique.

c) L'adoption par le FLN au pouvoir en 1962 du jacobinisme français. Les élèves suivent les maîtres, c'est connu. La préservation de l'État colonial est transmise aux nouveaux potentats. Le nouvel État «révolutionnaire» s'appuiera désormais sur deux béquilles solides : l'armée et la «nouvelle» idéologie dont l'essentiel est l'arabe à la place du français, puis l'islam à la place de la laïcité,

CA 290 mai 2019 :CA 28/04/19 15:57 Page28



et pour finaliser, république compradore contre république impérialiste. Beau bouquet qui prend l'eau aujourd'hui.

Pour simplifier, l'Algérie s'est dotée, idéologiquement et par la violence de sa dictature, d'un système assis sur l'articulation de deux éléments fondamentaux : un État compradore, une essence cosmopolite (langue et religion supranationales). Combler le manque de « Nation-Algérie », fut finalement simplet, enfantin. L'idéologie dominante a eu recours au cosmopolitisme. Le cosmopolitisme est la théorie qui consiste à nier les réalités nationales et à leur substituer un impérialisme de valeurs supranationales. En général, ce sont les religions et les langues officielles qui jouent ce rôle. A nuancer car les droits de l'homme sont aussi une valeur supranationale au sens de l'universalité. En Afrique du Nord, nous relevons deux cosmopolitismes permanents, l'islamisme et l'arabisme. Pour l'Algérie, il y en a occasionnellement un troisième, l'anticolonialisme.

Le moule arabiste pour créer l'Homme Nouveau (sic), le pouvoir central s'est beaucoup servi de ce moulage dans les années 1970. On a assisté à une arabisation forcée et forcenée tout azimut. La Kabylie était en quelque sorte le maillon faible de la umma, i.e. la mère patrie arabe qu'il fallait renforcer. Cette thèse faisant par la suite moins recette (dissensions entre les pays du Moyen-Orient, etc.), les idéologues du régime ont plus largement mis en exergue l'islam. L'islamisme, religion d'État, l'islam a servi de plus en plus d'opium et d'embrigadement au profit des maîtres du pays. Tout réfractaire sera réprimé tant la religion semblait être le dernier paravent de l'État central. L'anticolonialisme, voici les inepties que nous pouvons entendre : le colonialisme n'a pas fait de distinction entre les régions ; il a autant frappé la Kabylie que le reste du pays ; nous sommes donc tous identiques. Cet argument est souvent utilisé contre les kabyles.

L'idéologie, distillée par l'État algérien se fonde de visu sur ce package ou triptyque arabo- islamique-anticolonial. Il fut qualifié de bonapartisme dans les années 1970 (fusion des élites et adhésion populaire). Mais la négation des langues et des luttes de classes est évacuée. Cette thèse est largement dépassée aujourd'hui. Entre temps, le malaise perdure et s'accentue. Les richesses naturelles du pays servent de moins en moins les «gens d'en bas» et de plus en plus ceux «d'en haut». Au passage, il n'y a plus de production économique, ni même de classe tampon. Il reste juste la rente et l'affrontement. La rupture avec ce système est à l'évidence nécessaire. Toute tentative de composition ou recomposition s'avère inutile, voire nuisible pour les générations futures.

L'Algérie est en mouvement, quelle analyse et où va-t-on ?

L'appareil étatique, calme jusqu'à un certain moment, semble maintenant sérieusement inquiet. La mobilisation ne faiblit pas et le peuple veut en finir avec le régime. La question du «que faire» est double. Elle se pose autant pour le pouvoir que pour le peuple dans la rue. Pour le pouvoir, il est évident que l'aspect répressif redevienne la norme pour sa survie. Les gaz lacrymogènes et autres canons à eau sont les réponses qui commencent à être données. Le peuple, quant à lui, a résolument choisi la voie pacifique. La leçon de la décennie noire (1990-1999) est tirée, mais reste un constat amer de cette période avec tout de même plus de 200 000 morts, une islamisation profonde de la société des oppositions démocratiques et/ou révolutionnaires «innovantes» satellisées, voire carrément inféodées : RCD (social-libéral à ancrage kabyle), PT (lambertiste) pour ne citer que ces deux formations), l' École gravement sinistrée et le pillage des ressources du pays par les castes au pouvoir, etc. Aujourd'hui, tranquillement, le camp du peuple s'élargit et se renforce de semaine en semaine. Ce camp sait intuitivement qu'un choc frontal avec le pouvoir lui sera fatal. Donc il prend son temps pour s'enraciner davantage. Une bonne chose car il se fait force et rouleau compresseur.

A la lumière des éléments que nous possédons au moment où nous écrivons ces lignes, nous pouvons constater deux choses :

a) Le mouvement est bien lancé, et on ne voit pas pourquoi il pourrait s'affaiblir. Les conflits internes au régime ne sont pas véritablement résorbés -ils s'accroissent au contraire-, et donc la rue remplit le vide en s'amplifiant de semaine en semaine. L'Histoire ne choisit pas son heure. Que ce soit par ailleurs le jour de la défaite ou celle de la victoire.

b) Le pouvoir mi- théocratique, mi- compradore ne peut que se réaménager, puis rebondir pour sa survie politique. Il ne peut, à l'évidence, abandonner ses immenses dividendes. Les instances «légales» ayant déserté les apparitions publiques ne peuvent que se préparer à une conclusion à l'égyptienne. Clairement à une nouvelle dictature militaire qui sera soutenue par la France. A ce propos, les cas Libyen et Nigérien sont éloquents. Nous pouvons les résumer en un slogan :«Que perdure le gaz du Sud Algérien, que continue Areva au Nord du Niger» !

Du non-rôle apparent des islamistes

Les islamistes *semblent absents* de la révolte pacifique du peuple. Et pourtant ils sont une réalité criante, tangible et non négligeable. Ils ont tenté de lancer des prières publiques lors des premières manifestations, mais ont été manu-militari évacués par les jeunes. Depuis, ils sont invisibles physiquement et politiquement. Cette question pourra devenir à terme un véritable poison. Pourquoi ? Trois raisons essentielles peuvent expliquer ce «non rôle» : d'une part, ils ont été défaits mili-

tairement suite à la «décennie noire», mais ont gardé toute leur capacité de mobilisation et d'autre part, ils ont obtenu toutes les garanties, grâce à la «Concorde Civile» de Bouteflika (1999). Ils peuvent le congratuler. Rappelons néanmoins que la «Concorde Civile» a aussi largement bénéficié au pouvoir. Cela lui a notamment permis de se dédouaner de sa responsabilité dans la guerre faite aux civils. Cette loi de la concorde dite civile a non seulement amnistié les islamistes en armes, mais leur a aussi permis de réintégrer la vie civile. Plus encore, ils ont rapidement bénéficié de rentes à titre d'anciens combattants. Plus de 6 000 combattants descendirent ainsi des maquis. Les partis de l'opposition *légale* dite *démocratique*, embarrassés à s'opposer «à la paix», capitulèrent sans honneur. Ils ne donnèrent pas de consignes à leurs militants. Bref, quand bien même ils en auraient données, cela n'aurait servi à rien car il est connu que ces partis sont les suppôts et les toutous du pouvoir. Sociaux-démocrates et extrême-gauche compris.

Mais le pire n'est pas là… Le pire sont les conséquences qui s'en sont suivies. Notamment les programmes éducatifs. Les fondements et l'idéologie de ces programmes sont aujourd'hui entièrement islamisés. Les référents ont totalement changé. La «révolution algérienne» a remplacé l'exemple cubain par la pureté saoudienne, le socialisme par l'espoir du paradis. Revenons à notre questionnement, pourquoi les islamistes se tiennent en réserve ? L'islamisme politique est plus lucide que l'on ne pense. Il a compris qu'il n'aura rien à gagner d'une confrontation ouverte. Il se met donc en embuscade «citoyenne» tout en laissant libre le terrain aux manifestants. Ceci pour deux raisons : la sociologie électorale lui est favorable et les urnes lui donneront une véritable légitimité en cas d'assemblée constituante, et plus encore dans la perspective d'élections organisées par le pouvoir.

La singularité de la Kabylie

La Kabylie est singulière tant sur le plan géographique que sur le plan historique. Elle est aux abords d'Alger, elle est montagneuse et possède un long rivage sur la méditerranée. Elle a toujours été en opposition aux pouvoirs en place. Souvent indicatrice ou initiatrice, puis fer de lance des révolutions, elle en fut finalement durement victime. Un temps mort, puis les jeunes générations reviennent et persévèrent. Incontournable que ce bout de pays, très densément peuplé, et estimé à environ 8 millions d'habitants perchés essentiellement sur les cimes des montagnes ! Aujourd'hui, tous les militants kabyles sont dans les rues, y compris les plus affirmés et les plus rompus aux luttes. Mais une question lancinante se pose dans leur esprit : n'allons-nous pas faire accoucher un nouveau monstre ? Ou alors un espoir inassouvi peut-il devenir enfin réalité ? Étant moi-même kabyle, le rêve d'un espoir inassouvi serait idyllique. Je n'y crois pas et la désillusion sera de nouveau amère.

Que veulent les kabyles finalement ? En un mot, ils rejettent l'État central, l'arabo-islamisme, le pouvoir mortifère en place. Ils ne se reconnaissaient pas dans le fatras de l'État-nation. Ils sont proches des revendications catalanes, mais les moyens constructifs manquent pour faire de même. Des formations politiques autonomistes ou indépendantistes existent. Mais cela ne prend pas faute, à notre avis, d'une politique basée sur une idéologie convaincante. La question reste entière. La Kabylie est encore sur le «revendicatif» et pour le moment suiviste, mais avertie. Une veille militante kabyle est tout de même à relever : «*La situation que traverse la Kabylie depuis quelques semaines interpelle et doit inciter les Kabyles à mener une réflexion pour mettre en place une stratégie à même de protéger la Kabylie et lui éviter toute aventure qui la fragiliserait davantage.*»

In fine, le mouvement est-il révolutionnaire ?

D'emblée, nous dirons qu'il ne l'est pas. Pas encore en tout cas. Il y a certes un bouleversement ouvert des mœurs sur les places publiques, mais le fond idéologique pêche cruellement. Les partis des oppositions démocratiques, ainsi que les syndicats ont largement été laminés par les services algériens. Tous sont passés à la trappe : FFS (social-démocrate), RCD (social-libéral), PT (trotskiste-lambertiste), PST (trotskiste-pabliste), MDS (pseudo-léniniste), les syndicats autonomes (nous ne pouvons tous les citer vu leur nombre). Notre conviction est que ces catégories, sont somme toute théoriques et ne peuvent convenir dans une société où le politique tient plus d'un organigramme de parti et d'ego que de pensée conséquente. Ces organisations, après avoir manifesté une certaine réserve, ont fini par se joindre au mouvement en ordre dispersé. La jeunesse tumultueuse les a rejetés dans un premier temps par crainte de récupération. Puis elle a admis certains et mais pas tous… C'est que le «dégagisme» est ancré en profondeur ! Il va à l'évidence au-delà du «dégagisme» du pouvoir officiel… Il faut admettre l'incapacité structurelle actuelle d'une entente sur un minima démocratique, et encore moins sur un socle révolutionnaire de base car les postures idéologiques de la «décennie noire» restent vivaces (entre autres). Ceci étant, du côté de la politique informelle, les réunions fourmillent, des plateformes émergent çà et là. A boire et à manger car on ne sait d'où elles viennent. Du côté des «réseaux sociaux» -d'où d'ailleurs le mouvement fut lancé- des pages de faux opposants pullulent. Le DRS (services algériens) fait son travail de sape, mais cela ne semble pas prendre. Le mouvement, très puissant et le plus massif depuis «l'indépendance en 1962», a conscience de sa force mobilisatrice. Au milieu du gué, il ressent cependant une impasse à terme. Certes, la classe politique doit être dissoute, mais que faire après ? Les populations ont recours depuis des semaines aux grèves et aux manifestations pacifiques. Les leçons de la Tunisie et de l'Égypte sont assimilées. Mais les places ne sont pas réellement occupées comme elles l'ont été par les islamistes en 1991 à l'occasion de leur grève insurrectionnelle, ou comme les Kabyles en 2001 qui ont complètement vidé leur territoire de l'appareil répressif du pouvoir.

Quelques camarades espèrent qu'un consensus pourra se dessiner, il est difficile d'y croire !

Malgré les slogans généreux, malgré les démonstrations de rue, malgré l'enthousiasme du renouveau ainsi que les apparences, nous ne sommes pas en situation révolutionnaire même si la cristallisation possède incontestablement des potentialités en ce sens.

Gérard LAMARI,
Toulouse le 20 avril 2019

La situation politique au Venezuela (suite)

Voici la deuxième partie de l'article du camarade Rafael Uzcàtegui sur la situation politique au Venezuela. Pour se remémorer le contexte, reportez vous à la première partie dans le n°289 de Courant Alternatif (avril 2019).

Le carrefour de 2019

Le 21 janvier 2019, environ 30 militaires de la Garde Nationale Bolivarienne (1) retirent leur soutien à Nicolas Maduro via les réseaux sociaux et notamment une vidéo du sergent Luis Bandres. Ceci provoqua un engrenage de la contestation surtout dans les quartiers de l'Ouest de Caracas et aussi dans d'autres grandes villes. Pendant toute une semaine, les classes populaires du pays prennent la tête des révoltes mais elles sont durement réprimées par le gouvernement à cause de la grande symbolique d'un tel soulèvement : 43 personnes sont tuées. Parmi les victimes, beaucoup ont participé au blocage des rues mais aussi à des saccages et des émeutes de colère.

Désormais, on peut dire que l'actuel conflit vénézuélien n'est plus :

- un conflit de classes étant donné que les classes populaires demandent aussi un changement politique, visiblement depuis 2017 mais très clairement depuis 2019
- ni un conflit idéologique car l'ancienne polarisation entre pro-chavisme et anti-chavisme a laissé place à une nouvelle : celle entre la démocratie ou la dictature ; comme le reflète l'incorporation des chavistes dissidents aux mobilisations pour la transition démocratique.

Vision tronquée et inique de la gauche anti-impérialiste

Les causes profondes du conflit que sont l'atroce pauvreté de la population et le manque de démocratie sont complètement omises par ceux qui essaient de résumer la situation à une confrontation entre l'impérialisme américain gouverné par Donald Trump et le « bolivarisme » de Nicolas Maduro. Ce point de vue manichéen ne tient pas compte du rôle des autres gouvernements latinos dont la plupart se sont regroupés dans le « groupe de Lima » (2). Ceux-ci ont notamment pris des mesures contre la forte émigration vénézuélienne même si dans une moindre mesure, le Mexique et l'Uruguay se sont démarqués et sont moins hostiles au Venezuela. Autre contrepoids international, celui de l'Union Européenne où la plupart des pays membres n'ont pas reconnu le 2eme mandat de Nicolas Maduro (depuis les élections de mai 2018) car le fruit d'une vaste fraude électorale (voir CA n°289). L'UE a ainsi mis en place un « groupe de contact » (3) pour mettre la pression sur la situation politique actuelle et négocier de nouvelles élections. Qui plus est, la plupart ont reconnu Juan Guaido comme président par intérim du pays.

Arrêtons nous maintenant sur le rôle des États-Unis. Je partage ici une des analyses du journaliste français Marc Saint Upery (4) que je juge la meilleure. Celui ci range en deux catégories, les « stupidités » que l'on peut rencontrer dans les rangs de la gauche internationale : « 1/ Un délire total à propos de l'intervention impérialiste entre l'empire et les pauvres et innocents latino-américains. Ces divagations montrent à quel point l'anti-impérialisme latino-américain, et pas seulement latino-américain, est aujourd'hui une *idéologie zombie* et, paradoxalement un vecteur d'ignorance colossale de l'empire étatsunien et des mécanismes de son fonctionnement réel (…) Il est curieux de constater à quel point une grande quantité de gens qui ont toujours défendu la perspective d'un monde multipolaire, lorsque ce même monde commence vraiment à émerger, sont incapables de l'analyser et deviennent furieusement nostalgiques des certitudes binaires du passé. 2/ Une ignorance théorique et empirique abyssale de la nature et de l'évolution du régime chaviste-maduriste, associée à un manque total d'imagination morale et d'empathie humaine envers le sort du peuple vénézuélien réel et non fantasmé ».

A propos de l'ascendant de Washington sur la situation vénézuélienne actuelle, il répond : « Plutôt que de « se réfugier sous la tutelle de Washington », il me semble qu'il y a eu une sorte de bluff croisé, un pari quelque peu théâtral et risqué, entre Voluntad Popular (parti d'opposition qui tient l'Assemblée

Chronologie choisie des événements encore en cours.

10 janvier 2019 : Maduro prête serment pour son nouveau mandat. Juan Gaido conteste. Il se fait arrêter trois jours plus tard par les services de renseignement. Il sera ensuite libéré.

21 janvier : appel à la rébellion de quelques militaires. Ils sont arrêtés. Maduro déclare illégitime l'Assemblée Nationale tenue par l'opposition. De nombreuses émeutes éclatent. A l'international, de nombreux pays se rangent derrière Guaido qui se proclame président par intérim. Mais l'armée ne suit pas et reste avec Maduro qui est soutenu par la Russie, la Chine, la Corée du Nord, la Turquie ou encore Cuba. Les impérialismes sont partout !

23 février : l'opposition tente de faire rentrer des convois humanitaires venus essentiellement des Etats-Unis. Le pouvoir bloque les frontières, des affrontements font 7 morts. Les convois ne passent pas tandis que l'ONU tire la sonnette d'alarme sur la situation humanitaire du pays

7 mars : début d'une énorme panne électrique qui entraîne aussi une pénurie d'eau car les pompes ne fonctionnent plus. C'est surtout le barrage de Guri qui produit 80 % de l'électricité du pays qui ne fonctionne plus. Maduro parle d'une cyber attaque des yankees tandis que d'autres soulignent le mauvais état généralisé des installations nourri par une corruption à tous les étages. En tout cas, le gouvernement met en place des mesures draconiennes pour rationner l'énergie : les écoles sont fermées et les journées de travail sont réduites.

2 avril : la Cour Suprême et l'Assemblée Constituante acquises au pouvoir en place, lèvent l'immunité parlementaire de Juan Guaido et l'accusent « d'usurpation de la fonction présidentielle »

6 avril : nouvelles grandes manifestations pro et anti Maduro. Guaido travaille à garder l'élan populaire pour chasser le gouvernement tandis que Maduro de son côté appelle à un « grand dialogue intervénézuelien pour la paix» notamment avec l'intermédiaire du Mexique et de l'Uruguay.

Mi avril : arrivée autorisée d'un convoi humanitaire géré par le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) tandis que les Etats-Unis annoncent des sanctions économiques contre 34 navires de la compagnie pétrolière vénézuélienne (PDVSA)

En guise de bilan partiel, citons les propos de l'écrivain journaliste vénézuélien Alberto Barrera Tyszka qui déclare que « le gouvernement a un talent particulier pour transformer la crise en routine »

1 - Une des cinq composantes des Forces armées vénézuéliennes. La Garde nationale peut servir de gendarmerie, avoir des rôles dans la défense civile, ou servir comme force de réserve d'infanterie légère.

2 - Créé en 2017, le Groupe de Lima inclut aujourd'hui l'Argentine, le Brésil, le Canada, le Chili, la Colombie, le Costa Rica, le Guatemala, le Honduras, le Mexique, le Panama, le Paraguay, le Pérou, le Guyana et Sainte-Lucie. Le Mexique s'est de fait distancé du groupe, ne partageant pas sa position sur la crise vénézuélienne.

3 - L'Union européenne va diriger un groupe de contact international (dont Allemagne, Espagne, France, Italie, Portugal, Pays-Bas, Royaume-Uni et Suède ainsi que la Bolivie, le Costa Rica, l'Équateur et l'Uruguay pour les pays d'Amérique latine qui se donne trois mois pour résoudre l'actuelle crise politique au Venezuela. Si non, des mesures économiques seront prises contre le Venezuela.

4 – Engagé à gauche, il a écrit Le rêve de Bolivar. Le défi des gauches sud-américaines aux éditions la Découverte et tient aussi un blog sur mediapart sur lequel on trouve l'intégralité du texte La gauche et les faux semblants de la crise vénézuélienne

couv 290 mai 2009:CA 28/04/19 18:54 Page31

A propos de Rafael Uzcátegui

Il a écrit aussi un livre sur la situation politique au Venezuela, Venezuela Révolution ou spectacle ? Aux éditions Spartacus. Voici une présentation proposée par l'éditeur :

Malgré les déconvenues qu'il a causées depuis un siècle, et malgré les crimes qui ont été commis en son nom, le socialisme continue à susciter l'espoir d'une vie meilleure, dans une société libre et égalitaire. Aussi, quand dans un pays riche en pétrole comme l'est le Venezuela, un gouvernement, fort de victoires électorales successives, annonce qu'il s'engage sur le chemin du socialisme, d'un socialisme nouveau, il s'attire à travers le monde le soutien enthousiaste d'une partie de la gauche. Mais un discours véhément contre l'Empire états-unien, la haine que lui témoignent certains de ses adversaires, des ventes de pétrole à bon marché à des régimes amis, des expropriations d'entreprises locales ou étrangères suffisent-ils pour justifier cet enthousiasme ? Rafael Uzcátegui, militant libertaire vénézuélien, contributeur de longue date à El Libertario, le périodique anarchiste de Caracas, et responsable du service d'enquête de PROVEA, une organisation vénézuélienne de défense des droits de l'homme, ne le pense pas.

Au sujet de ce que ses dirigeants appellent le « processus bolivarien », il nous dit : « Deux interprétations grossières de ce processus se font concurrence sur la scène mondiale : d'un côté, on affirme que le gouvernement de Caracas a engagé une série de transformations radicales qui déboucheront sur le «socialisme du XXIe siècle», une trajectoire qui s'oppose aux politiques et aux valeurs de l'impérialisme capitaliste ; de l'autre, au contraire, on assure que le président Chávez est un dictateur qui instaure par la force le communisme au Venezuela. Toutes deux, comme nous essaierons de le démontrer, sont fausses. »

On peut suivre aussi les activités de Rafael sur son blog : https://rafaeluzcategui.wordpress.com/

nationale avec Juan Guaido à sa tête) et les néoconservateurs étatsuniens (5), chacun essayant d'instrumentaliser l'autre au service de ses propres objectifs immédiats, avec la médiation complexe d'une série d'acteurs qui jouent tantôt les bad cops (le président de l'Organisation des États américains [OEA] Luis Almagro, le Groupe de Lima), tantôt les good cops (l'Uruguay gouverné par la gauche, l'Union européenne avec son groupe de contact). Tant la prétendue « menace d'intervention militaire » étatsunienne que la « présidence » de Guaidó sont des fictions productives qui ont permis de débloquer une situation totalement bloquée par le pouvoir, mais peuvent entrer dans une spirale destructrice en fonction de l'extrême volatilité du scénario. Donc, à proprement parler, la question n'est pas de savoir s'il y a un Plan B, mais s'il y a un Plan C. »

Selon ce point de vue que je partage, l'alliance entre les conservateurs américains dirigés par John Bolton (au passage, conseiller de la sécurité nationale à la Maison Blanche) et les « faucons » plus spécialisés dans la politique sud-américaine comme Elliot Abrams ou Marco Rubio (qui aimeraient bien une intervention militaire) ne bénéficie pas du consensus patriotique du Congrès ou de l'opinion publique très hostile à une nouvelle guerre. Enfin, il n'y a même pas le soutien du Pentagone et de l'appareil sécuritaire en général craignant à juste titre un enlisement dans la situation complexe du Venezuela. A partir de là, est il possible de s'opposer à un impérialisme américain tout en dénonçant le modèle oppresseur porté par Nicolas Maduro et son gouvernement ? Bien sûr que oui, et d'ailleurs c'est ce que beaucoup de vénézuéliens sont en train de faire en ce moment !

Virer Maduro comme condition première

L'éclipse du progressisme latino-américain et l'absence de critique du chavisme par la gauche internationale a offert sur un plateau d'argent les aspirations démocratiques du peuple vénézuélien aux classes les plus conservatrices. Si nous ajoutons à cela, le profond échec dont le bolivarisme a été victime dans chaque projet alternatif au capitalisme mis en place au Vénézuéla, il est compréhensible que pour beaucoup de jeunes de moins de 25 ans actifs dans la contestation actuelle, la gauche ne soit plus la référence mais plutôt l'idéologie à combattre. D'ailleurs, je rejoins là encore les propos de Marc Saint Upéry lorsqu'il affirme que « bien que cela nous coûte, il faut regarder la réalité en face : le « socialisme », la « révolution », l'« anti-impérialisme » sont aujourd'hui des mots obscènes au Venezuela, et sans doute le resteront-ils pour au moins vingt-cinq ou trente ans. »

Toutefois, il reste des espaces pour l'espoir. Tout compte fait, le bolivarisme n'a pas constitué une rupture mais une continuité des principales matrices politiques, économiques et socioculturelles du pays. C'est pourquoi, n'importe quel mouvement à venir offrira l'opportunité de dépasser ses aspects les plus négatifs comme le caudillisme (dictature militaire) et la dépendance à l'extractivisme (comme par exemple le pétrole et sa rente trop fluc-

5. Il les définit comme suit : « d'une part, on voit resurgir la fraction néoconservatrice interventionniste des années 2000, dirigée par John Bolton et une alliance avec des « faucons » plus spécialisés dans la politique sud américaine, comme Elliot Abrams ou Rubio.

tuante). D'autre part, malgré l'actuelle popularité de Juan Guaido qui avait lancé les grandes manifestations de janvier dans tous le pays, y compris dans les zones rurales, la crise de représentativité politique persiste car le rejet des politiques reste très majoritaire. Ainsi, il y a des conditions objectives pour promouvoir d'autres formes d'actions politiques moins dépendantes des étiquettes et plus efficaces comme la refondation et le renforcement d'un tissu associatif et coopératif au niveau de la base.

L'éviction de Nicolas Maduro et le retour aux règles démocratiques permettront aux mouvements sociaux autonomes et indépendants, actuellement muselés par la dictature, d'agir ! Il est non seulement improbable mais aussi inconcevable de promouvoir une hypothétique proposition de sortie par la gauche comme le propose une bonne partie du trotskysme local et international ou encore via un maximalisme répété par certains anarchistes « ni Maduro, ni Guaido ».

Pour l'instant, tous les efforts doivent se concentrer sur la fin de la dictature afin de générer un climat socio-politique différent où nous puissions à nouveau aspirer et appliquer des alternatives sociales et libertaires pour le Venezuela.

Écrit par Rafael Uzcàtegui
Traduit et annoté par nos soins

RENCONTRES LIBERTAIRES DU QUERCY ORGANISÉES PAR L'OCL DU 16 AU 23 JUILLET 2019 INCLUS

Les rencontres que l'Organisation communiste libertaire (OCL) propose chaque été se dérouleront cette année encore – du mardi 16 au mardi 23 juillet inclus – dans les coteaux du Quercy, à trente minutes au nord de Montauban ou au sud de Cahors et à une heure de Toulouse.

Ces rencontres sont ouvertes à toutes les personnes que les discussions programmées intéressent ; nous souhaitons qu'elles soient un espace de dialogue, d'échanges formels et informels sur nos investissements militants. Les débats auront lieu comme d'habitude le soir et certains après-midi, mais il sera possible de proposer et organiser d'autres discussions afin de partager une expérience ou de présenter une lutte particulière.

Nous camperons sur le terrain arboré d'un gîte, La Maison carrée, situé à Lauzeral, sur la commune de Vazerac, et bénéficierons de ses installations pour collectivités. Il y aura également là des tables de presse ainsi qu'une vidéothèque.

Le mode de vie quotidienne et la gestion de ces rencontres demeurent inchangés : confection des repas et ménage sont assurés par des équipes qui changent chaque jour, et les tarifs pour la nourriture et la participation aux frais de location des lieux sont échelonnés selon les revenus.

Le programme des débats n'est pas encore arrêté, mais nous vous proposons d'ores et déjà les thèmes suivants :

- Le mouvement des gilets jaunes. Ses caractéristiques, son bilan… ce qu'il nous dit de la période actuelle et les enseignements que l'on peut en tirer pour l'avenir.
- L'évolution des conditions d'emploi. La casse du code du travail, la multiplication des contrats précaires, les incidences sur les luttes dans les boîtes…
- La situation politique/politicienne française après les européennes
- Les « réformes » de l'éducation, de l'hôpital et de la fonction publique que veut imposer le gouvernement, et la répression des mouvements qui s'opposent à elles
- Un bilan des luttes sur l'aménagement du territoire – leur évolution depuis nos échanges de l'an dernier sur le sujet
- La montée des régimes autoritaires dans le monde, et en particulier en Europe, et les moyens de les contrer
- La solidarité par rapport aux migrant-e-s
- La solidarité contre la répression. Que faire par rapport à l'institution judiciaire ?
- Après les élections israéliennes, la situation pour les Palestiniennes
- La situation en Algérie
- La lutte contre le G7 prévu à Biarritz les 24-26 août.

Les *Courant alternatif* de juin et de l'été préciseront les modalités d'accueil, les tarifs et autres informations pratiques permettant d'assurer et faciliter votre venue.

COURANT ALTERNATIF EN DANGER

Le nombre de lecteurs de *Courant Alternatif* augmente… sur notre site ! La revue, elle, souffre d'un manque d'abonnés et de diffuseurs du mensuel. Faudra-t-il se résoudre à ne publier qu'une version électronique ? C'est hors de question, plutôt arrêter car maintenir la version papier est pour nous une question de choix politique et de combat.
Vous lisez CA sur internet ? Profitez-en pour vous abonner… par internet c'est maintenant possible :
https://www.helloasso.com/associations/la-galere/adhesions/abonnement-au-mensuel-courant-alternatif

POUR CONTINUER À PARAÎTRE
LA REVUE ANARCHISTE COMMUNISTE

courant alternatif

A BESOIN DE VOTRE SOUTIEN !

Le mensuel *Courant Alternatif* existe depuis presque 40 ans mais n'est plus distribué en kiosques. Désormais, il ne peut compter que sur ses abonnés pour continuer à exister. Si vous souhaitez découvrir cette revue vous pouvez commander un numéro gratuit en écrivant à :
OCL c/o Egregore B.P 81213 51058 Reims Cedex

ABONNEZ-VOUS !